

HOW THIEL, MUSK & OMIDYAR TURNED UFO HYPE INTO A SECURITY RISK

Comment Thiel, Musk et Omidyar ont transformé
l'engouement pour les OVNI en risque pour la
sécurité



Rédigé par Jeremy McGowan, vétéran de l'USAF, chercheur sur les OVNI, contractant en défense.

Avec matrice de risque et recommandations au Congrès

@OSIRISUAP



Table des matières

Avertissement légal / Déclaration d’opinion fondée sur une analyse personnelle	5
Glossaire des termes essentiels	7
Une note de l’auteur.....	17
Résumé exécutif	19
Principales conclusions	19
Questions à examiner par le Congrès.....	20
Matrice des risques.....	21
Comment Thiel, Musk et Omidyar ont transformé l’engouement pour les OVNI en risque pour la sécurité	22
Introduction.....	22
Les Profils.....	25
Peter Thiel : le milliardaire idéologue dans l’ombre	25
Elon Musk : l’amplificateur muni d’un mégaphone	28
Pierre Omidyar : le croisé de la transparence finançant les fuites.....	31
Lue Elizondo : le lanceur d’alerte autoproclamé du Pentagone	34
Dr Garry Nolan : le scientifique reconnu aux affirmations extraordinaires	38
Connexions en réseau et agendas convergents	42
Le réseau de Thiel et les partisans des OVNI.....	48
Chronologie des événements clés	50
2013–2014 : La fuite Snowden et la naissance d’un nouveau média :	50
2015–2016 : Premiers frémissements dans la tech et la politique.....	51
Fin 2017 : la divulgation des OVNI devient grand public.....	51
2018–2019 : Narrations contradictoires et offensive médiatique Thiel–Omidyar	51
2020 : Pandémie et reconnaissance des UAP par le Pentagone	52
2021 : Nouvelles voix et fissures dans la crédibilité.....	53
2022 : Rachat de Twitter et avalanche de fuites	54
2023 : Frénésie autour des lanceurs d’alerte, puis retour de bâton.....	55
2024 : Carrefours – Déstabilisation ou découverte ?	55
2025 : Et maintenant ?	56
Influence sur la perception publique et la sécurité nationale	58
Exposition des capacités aux adversaires	62

Camouflage d’opérations de déstabilisation	64
Sécurité publique et panique	66
Sécurité nationale contre droit de savoir	67
Scepticisme crédible contre conspiracisme.....	68
Conclusion	71
Citations.....	75
Sources de recherche	77
UAP/UFO Disclosure Policy and Defense Documentation.....	77
Cognitive Warfare, Reflexive Control, and Information Operations	77
Whistleblower Statutes and National Security Protections	77
Influence of Technology Billionaires on Media and Public Discourse	78
Risks of Sensor Exposure and Intelligence Leaks	78
Deepfake Detection and AI-Driven Media Forensics	78
GAO Oversight and Transparency Structures.....	79
Declassification Policy Frameworks (DoD, DHS, IC)	79
Annex A – Recommendations	80
Mettre en place un comité d’examen pour une “divulgence équilibrée” :.....	80
Codifier des protocoles de divulgation graduée pour les données UAP :	80
Renforcer les lois protégeant les lanceurs d’alerte par des mesures techniques	80
Financer le diagnostic en sécurité cognitive	81
Commander un audit par le Government Accountability Office (GAO) sur les risques liés à la divulgation des capteurs	81
Mettre en place une campagne nationale d’éducation aux médias en lien avec la sécurité nationale	81
Protéger les agents de renseignement de carrière contre les purges idéologiques	81
Imposer la transparence du financement des entreprises travaillant sur les UAP	82
Élaborer des protocoles de contingence pour des événements de panique sur les réseaux sociaux	82
Réexaminer la protection de la Section 230 à la lumière de la sécurité nationale	82
Remerciements	83

« Lorsque les hommes mauvais s'unissent, les hommes bons doivent s'associer ; autrement, ils tomberont un à un, victimes sans pitié d'une lutte méprisante. »

— Edmund Burke, Thoughts on the Cause of the Present Discontents, 1770

Avertissement légal / Déclaration d'opinion fondée sur une analyse personnelle

Copyright © 2025 Jeremy McGowan. Tous droits réservés.

Conformément au Titre 17 du Code des États-Unis, Sections 101 et suivantes, ainsi qu'à toutes les conventions internationales applicables, cette publication — incluant, sans s'y limiter, tous les textes, tableaux, figures, schémas, ensembles de données, ainsi que tout contenu visuel ou audiovisuel original — constitue la propriété intellectuelle exclusive du titulaire du droit d'auteur. Sauf autorisation expresse écrite de Jeremy McGowan, aucune partie de cette œuvre ne peut être copiée, reproduite, adaptée, traduite, distribuée, transmise, affichée, exécutée, publiée ou stockée dans un système de récupération d'informations, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, qu'il soit électronique, mécanique, photographique ou autre. Des extraits limités peuvent être cités à des fins de critique, de commentaire, de reportage, d'enseignement, de recherche ou de travail académique, à condition que cette utilisation réponde aux critères du « fair use » (usage équitable) définis par l'article 107 du Titre 17 U.S.C., soit accompagnée d'une citation appropriée, et ne déforme pas le contenu de l'œuvre ni l'intention de son auteur. Toute utilisation, reproduction ou diffusion non autorisée de ce matériel constitue une infraction et peut entraîner des poursuites civiles, des sanctions pénales et des mesures d'injonction, conformément aux articles 501 à 506 du Titre 17 U.S.C., à la loi américaine sur le droit d'auteur numérique (Digital Millennium Copyright Act – 17 U.S.C. § 512), ainsi qu'à toute autre législation applicable.

Tous les droits moraux, droits voisins et droits connexes sont expressément revendiqués et réservés.

Contenu à caractère uniquement opinionnel. Toutes les analyses, conclusions et caractérisations contenues dans cette publication (ci-après « l'Ouvrage ») représentent les opinions personnelles de l'auteur ainsi que ses interprétations d'informations accessibles au public. Aucune déclaration ici ne doit être interprétée comme une affirmation définitive de faits concernant les actions passées, présentes ou futures des personnes, entreprises ou organisations mentionnées.

Aucune allégation de comportement fautif. La mention de tout nom, image, marque déposée, marque de service ou citation d'une personne ou entité est faite uniquement à des fins descriptives, contextuelles ou de commentaire critique. Rien dans cet Ouvrage n'a pour but d'accuser, d'affirmer ou de sous-entendre qu'une personne ou entité nommée a adopté un comportement illégal, non éthique ou autrement répréhensible.

Commentaire loyal et information d'intérêt public. L'Ouvrage constitue un commentaire loyal sur des questions d'intérêt public et relève de la protection de la liberté d'opinion garantie par le Premier Amendement à la Constitution des États-Unis, par les constitutions des États concernés, ainsi que par les privilèges de common law protégeant le commentaire sur les questions de gouvernance, de sécurité nationale et de politique publique.

Sources et exactitude. L'auteur a pris des mesures raisonnables pour vérifier les informations à partir de documents accessibles au public, de rapports de presse, de dépôts auprès des autorités gouvernementales, de littérature académique et de citations directes attribuées aux personnes concernées. Étant donné que les informations évoluent, l'auteur décline toute obligation de mise à jour de l'Ouvrage et accueille volontiers les corrections documentées envoyées à l'adresse courriel suivante : ufoandnatsec@gmail.com

Aucune garantie, aucun conseil juridique, financier ou en matière de sécurité. L'Ouvrage est fourni « tel quel », à titre purement informatif et académique, et ne constitue en aucun cas un conseil juridique, un conseil

en investissement, un guide en matière de sécurité ou un autre service professionnel. Toute personne qui se fie à tout contenu de cet Ouvrage le fait à ses propres risques.

Limitation de responsabilité. Dans toute la mesure permise par la loi, l'auteur, le(s) éditeur(s) et l'éditeur déclinent toute garantie, expresse ou implicite, et ne sauraient être tenus responsables de tout dommage direct, indirect, accessoire, consécutif ou punitif résultant de l'utilisation de l'Ouvrage ou de la confiance qui lui est accordée.

Réserve de droits et divisibilité. Tous les droits non expressément accordés sont réservés. Si une disposition du présent avertissement devait être jugée invalide ou inapplicable par un tribunal compétent, elle sera interprétée conformément au droit applicable de manière à refléter, autant que possible, l'intention initiale, et les autres dispositions resteront pleinement en vigueur.

Droit applicable et juridiction compétente. Le présent avertissement ainsi que tout litige découlant de ou en lien avec l'Ouvrage seront régis par les lois de l'État du Nevada, à l'exclusion de ses règles de conflit de lois. Les tribunaux d'État et fédéraux situés dans le comté de Clark, Nevada, auront compétence exclusive.

En poursuivant la lecture, le téléchargement, la reproduction ou la diffusion de cet Ouvrage, le lecteur reconnaît avoir pris connaissance des présentes conditions et les accepter.

Glossaire des termes essentiels

AATIP (*Advanced Aerospace Threat Identification Program*) – Un ancien programme du Département de la Défense des États-Unis (2007–2012), chargé d'enquêter sur les signalements d'objets volants non identifiés (OVNI) ou de phénomènes aériens inexplicables. Initialement non divulgué au public, l'AATIP a financé des recherches sur des rencontres aériennes anormales et des capacités inhabituelles.

Adversaire – En matière de sécurité nationale, tout acteur (généralement un État ou une organisation étrangère) considéré comme un ennemi ou une menace. Il peut s'agir de rivaux géopolitiques dont les actions ou les capacités représentent un danger pour les intérêts nationaux.

Opérations de contrôle réflexif d'un adversaire (contrôle réflexif) – Stratégies employées par un opposant pour influencer la prise de décision d'un adversaire en modifiant ses perceptions et hypothèses. Cela consiste à fournir des informations trompeuses ou sélectionnées dans le but d'amener l'adversaire à prendre des décisions favorables à l'initiateur.

Amplification algorithmique – Phénomène par lequel des algorithmes (notamment sur les réseaux sociaux ou les moteurs de recherche) augmentent de manière disproportionnée la visibilité et la diffusion de certains contenus au-delà de leur portée naturelle. Cela favorise la montée en puissance de récits sensationnels ou ciblés en donnant la priorité aux publications générant de l'engagement.

Vente massive déclenchée par le trading algorithmique – Baisse rapide du marché boursier provoquée par des programmes de trading automatisé. Lorsque les prix atteignent certains seuils, ces algorithmes peuvent liquider automatiquement de larges positions, entraînant une cascade d'ordres de vente et aggravant les krachs boursiers.

Boucle d'amplification des milliardaires – Cycle auto-renforçant dans lequel des individus très fortunés utilisent leur influence financière et médiatique pour amplifier certaines idées ou certains récits. En finançant des médias, des campagnes sociales ou des startups, ils renforcent des messages (par exemple sur la technologie ou la géopolitique) qui correspondent à leur agenda, souvent indépendamment de l'intérêt public réel.

Botnet – Réseau de « robots » constitué d'ordinateurs ou d'appareils connectés à Internet compromis et contrôlés à distance par un attaquant. Infectés par des malwares, ces dispositifs (bots) agissent de manière coordonnée pour mener des activités malveillantes telles que l'envoi de courriels indésirables, les attaques par déni de service distribué (DDoS), ou d'autres cybercrimes.

Gouvernance de type PDG (*CEO governance*) – Modèle d'administration publique inspiré de la gestion exécutive d'entreprise. Il met l'accent sur la prise de décision centralisée, les indicateurs de performance et un leadership hiérarchique similaire à celui d'un directeur général. Les critiques estiment que ce modèle traite l'État comme une entreprise privée, parfois au détriment des processus démocratiques ou des normes institutionnelles.

Central Intelligence Agency (CIA) – Agence fédérale américaine chargée du renseignement étranger et des opérations secrètes à l'étranger. En tant que service de renseignement civil, la CIA collecte et analyse des informations liées à la sécurité nationale dans le monde entier. Son directeur rend compte au Directeur du Renseignement National (DNI) ainsi qu'au Président des États-Unis.

CISA (Cybersecurity and Infrastructure Security Agency) – Agence du Département de la Sécurité intérieure des États-Unis, chargée de protéger les infrastructures critiques du pays et les réseaux fédéraux contre les menaces physiques et cybernétiques. La CISA coordonne les mesures de sécurité entre les secteurs public et privé, surveille les menaces cyber et fournit des directives pour atténuer les vulnérabilités.

Clarium Capital – Fonds spéculatif de type *global macro* fondé en 2002 par l'entrepreneur technologique Peter Thiel. Clarium s'est fait connaître par des paris audacieux sur les marchés financiers mondiaux, s'appuyant sur les prévisions de Thiel concernant l'énergie, la technologie et les devises. Après de lourdes pertes à la fin des années 2000, son influence a diminué, mais il reste l'une des premières entreprises importantes de Thiel après PayPal.

Attaque contre la sécurité cognitive – Toute tentative coordonnée (souvent via des moyens informationnels ou cybernétiques) visant à affaiblir la capacité d'une population à penser de manière critique ou à évaluer les informations. Cela inclut la propagande, la désinformation ou les opérations psychologiques destinées à semer la confusion, la méfiance ou la peur irrationnelle, réduisant ainsi la prise de décision efficace et la cohésion sociale.

Cryptomonnaie – Forme de monnaie numérique ou virtuelle sécurisée par la cryptographie, généralement fondée sur une technologie décentralisée de type *blockchain*. Les cryptomonnaies (comme le Bitcoin ou l'Ethereum) utilisent des registres distribués pour enregistrer les transactions sans autorité centrale, permettant des transferts de valeur sécurisés et pseudonymes à l'échelle mondiale.

État profond (Deep State) – Terme (souvent péjoratif) désignant des réseaux supposés de bureaucrates, responsables du renseignement ou autres acteurs non élus agissant indépendamment ou en opposition avec le pouvoir politique officiel. Ce concept suggère que ces personnes influentes manipulent la politique gouvernementale dans l'ombre, parfois pour protéger leurs propres intérêts plutôt que ceux des représentants élus.

Deepfake – Média synthétique généré par intelligence artificielle (vidéo ou audio) imitant de manière convaincante l'apparence ou la voix de personnes réelles. Les *deepfakes* manipulent ou fabriquent du contenu, faisant croire qu'un individu a dit ou fait quelque chose qu'il n'a jamais réellement fait. Cette technologie représente un risque important de désinformation en produisant des faux très réalistes, difficiles à détecter sans analyse spécialisée.

Defense Health Agency (DHA) – Agence du Département de la Défense des États-Unis responsable de la gestion et de la prestation de soins de santé complets pour les militaires américains, les retraités et leurs familles. La DHA coordonne les installations médicales militaires, la formation en

préparation médicale et assure un soutien médical intégré à travers l'Armée, la Marine, l'Armée de l'air, la Force spatiale et la Garde côtière.

Divulgarion (*Disclosure*) – Action de rendre publiques des informations auparavant cachées ou classifiées. Dans le contexte des OVNI/UAP, la « divulgation » fait référence aux efforts visant à publier des documents gouvernementaux ou des renseignements sur des phénomènes non identifiés, sous réserve d'un examen légal ou d'une demande publique. Une véritable divulgation implique une déclassification officielle, contrairement aux fuites ou affirmations sensationnalistes qui contournent les procédures formelles.

Department of Defense (DoD) – Département exécutif des États-Unis chargé de superviser l'ensemble des forces armées américaines. Le DoD coordonne la stratégie militaire, les opérations et les acquisitions pour l'armée de terre, la marine, le corps des marines, l'armée de l'air, la force spatiale et les agences de défense associées. Il est dirigé par le Secrétaire à la Défense et a pour mission la défense et la sécurité nationales.

Message direct (*Direct Message* ou **DM)** – Canal de communication privé, entre une ou plusieurs personnes, sur les plateformes de médias sociaux. Par exemple, sur Twitter (désormais X), un DM est un message envoyé directement à un autre utilisateur, sans apparaître sur la timeline publique. Les DM sont souvent utilisés pour des échanges confidentiels ou personnels, contrairement aux messages publics visibles par tous les abonnés.

Federal Bureau of Investigation (FBI) – Principale agence de sécurité intérieure et de renseignement du Département de la Justice des États-Unis. Le FBI enquête sur les crimes fédéraux, applique les lois de sécurité nationale et collecte des renseignements sur les menaces (intérieures et extérieures) par des moyens policiers. Il fait partie de la communauté du renseignement américain, avec des missions clés de lutte contre le terrorisme, le contre-espionnage et les crimes majeurs.

Réserve fédérale (la Fed) – Système de banque centrale des États-Unis, créé en 1913. La Fed met en œuvre la politique monétaire nationale afin de promouvoir la stabilité des prix et l'emploi, et régule les banques pour assurer la stabilité financière. Elle émet la monnaie américaine, fixe les taux d'intérêt et joue le rôle de prêteur en dernier ressort pour les institutions financières.

Five Eyes – Alliance de renseignement regroupant cinq pays anglophones : l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les États-Unis. Formée pendant la Seconde Guerre mondiale et institutionnalisée par l'accord UKUSA, l'alliance partage des renseignements d'origine électromagnétique (*signals intelligence*, SIGINT) et collabore sur des questions de surveillance et de sécurité.

FOIA (*Freedom of Information Act*) – Loi américaine de 1966 garantissant l'accès du public aux documents du gouvernement fédéral, sous réserve d'exemptions spécifiques liées à la sécurité nationale et à la vie privée. Le FOIA permet aux citoyens, journalistes et chercheurs de demander

des documents aux agences fédérales. En cas de refus, l'agence doit justifier l'exemption invoquée ; des recours peuvent être engagés devant les tribunaux.

Founders Fund – Société de capital-risque fondée en 2005 par Peter Thiel et ses associés. Connue pour ses investissements précoces dans des entreprises technologiques (par exemple SpaceX, Facebook), Founders Fund se concentre sur les technologies de rupture, en soutenant souvent des startups dans le domaine des technologies dures et transformatrices. Le rôle de Thiel comme cofondateur l'inscrit dans le réseau d'investisseurs influents de la Silicon Valley.

GAO (Government Accountability Office) – Agence indépendante et non partisane agissant comme bras d'enquête du Congrès américain. Le GAO audite et évalue les programmes et dépenses fédéraux, en rapportant ses conclusions aux parlementaires. Il vise à garantir la transparence et la responsabilité des opérations gouvernementales, formulant souvent des recommandations pour améliorer l'efficacité et réduire le gaspillage.

Gérontocratie – Forme de gouvernance dans laquelle le pouvoir politique est concentré entre les mains de personnes âgées. Dans une gérontocratie, les dirigeants sont sensiblement plus âgés que la population générale, souvent choisis en fonction de leur âge ou ancienneté. Les critiques estiment que ce type de leadership résiste au changement et privilégie le statu quo.

GRU (Glavnoe Razvedyvatel'noye Upravlenie) – Direction principale du renseignement de l'état-major général russe. Il s'agit de l'agence de renseignement militaire extérieure de la Russie, chargée de collecter et d'analyser des renseignements à l'échelle mondiale pour les forces armées russes. Créé à l'époque soviétique, le GRU mène des opérations d'espionnage et des missions spéciales distinctes des services civils de renseignement.

HUMINT (renseignement humain) – Renseignement collecté à partir de sources humaines. Cela inclut la collecte d'informations via des contacts interpersonnels, comme les entretiens, l'espionnage, les interrogatoires ou les débriefings, par opposition aux méthodes techniques. Il se distingue du SIGINT (renseignement électromagnétique) ou de l'IMINT (renseignement d'imagerie), et dépend souvent du recrutement ou de la gestion d'espions, d'informateurs ou d'alliés.

IC (Intelligence Community) – Terme désignant l'ensemble des 18 agences et organisations fédérales américaines chargées du renseignement et de la sécurité nationale. Cela inclut notamment la CIA, la NSA, le FBI, la DIA et les branches de renseignement militaire. La communauté du renseignement est coordonnée par le Directeur du renseignement national (DNI) pour analyser les menaces, recueillir des informations et conseiller les décideurs.

Exfiltration d'informations – Transfert ou vol non autorisé de données d'un système sécurisé vers une destination externe. En cybersécurité, l'exfiltration a souvent lieu via des logiciels malveillants ou des actions internes, retirant des informations sensibles (documents, identifiants, etc.) d'un réseau sans autorisation.

Opérations informationnelles (IO) – Actions militaires ou gouvernementales visant à manipuler ou influencer l’environnement informationnel afin d’atteindre des objectifs. Elles englobent la propagande, les opérations cyber, la guerre électronique et les opérations psychologiques destinées à façonner les perceptions, démoraliser l’ennemi ou contrôler le flux d’informations. Cela inclut souvent des campagnes de désinformation.

ISR (renseignement, surveillance et reconnaissance) – Terme global désignant la collecte intégrée d’informations via des capteurs, satellites, drones et autres plateformes. Les ressources ISR recueillent des données sur les positions, capacités et intentions des adversaires. Les capteurs de surveillance (optiques, radar, etc.) alimentent les analyses de renseignement pour appuyer la prise de décision et les opérations.

Acteur malveillant – Entité (souvent un État ou un groupe organisé) engagée dans des activités nuisibles ou déstabilisatrices à l’encontre d’une autre nation. Les « acteurs malveillants » utilisent généralement des moyens clandestins — comme la désinformation, les cyberattaques ou la subversion — pour affaiblir la sécurité nationale. Le terme met l’accent sur l’intention ou l’impact hostile, contrairement aux forces légitimes ou amicales.

MASINT (*Measurement and Signature Intelligence*) – Discipline technique du renseignement axée sur l’identification et l’analyse des signatures distinctives (électromagnétiques, acoustiques, nucléaires, etc.) d’objectifs. Le MASINT repose sur la collecte de données non traditionnelles (comme les réflexions radar ou les traces chimiques), mesurées pour détecter et caractériser des menaces. On le considère souvent comme le volet « scientifique » du renseignement, proche de l’analyse médico-légale des données issues de capteurs.

Maskirovka – Terme russe désignant la tromperie militaire et le camouflage. Littéralement « masquage », il regroupe toutes les méthodes permettant de dissimuler ses intentions ou capacités à un ennemi (désinformation, leurres, manœuvres trompeuses, etc.). Traditionnellement valorisée dans la doctrine soviétique puis russe, la *maskirovka* vise à tromper les adversaires sur les plans ou conditions réelles sur le terrain.

Medium (plateforme en ligne) – Plateforme américaine de publication en ligne fondée en 2012 par Evan Williams. Elle permet à des auteurs ou des organisations de publier des articles sur le site ; les lecteurs peuvent suivre, recommander et commenter les publications. Medium héberge un mélange de contenus professionnels et amateurs, souvent utilisés pour des tribunes, des essais personnels ou des analyses de fond.

Métamatériaux – Matériaux conçus pour présenter des propriétés que l’on ne trouve pas dans la nature. En structurant la matière (souvent en motifs répétés à une échelle inférieure à la longueur d’onde concernée), les métamatériaux peuvent manipuler les ondes (électromagnétiques, sonores) de manière inhabituelle (par exemple, faire reculer la lumière ou créer des effets de camouflage). Leurs propriétés dépendent de leur structure plutôt que de leur composition chimique.

Appareil de sécurité nationale – Ensemble des institutions, agences et infrastructures consacrées à la défense et au renseignement d'un pays. Cela inclut l'armée, la communauté du renseignement, les forces de l'ordre, la gestion des urgences et les politiques connexes. Cet appareil met en œuvre la stratégie de sécurité nationale et protège l'État contre les menaces externes et internes.

Adversaire quasi-pair (*Near-peer adversary*) – Une puissance étrangère dont les capacités militaires sont comparables à celles de son propre pays. Dans la planification de la défense des États-Unis, les quasi-pairs (par exemple la Russie ou la Chine) disposent de technologies avancées et de ressources considérables, les rendant compétiteurs sérieux, par opposition à des adversaires « régionaux » plus faibles. Faire face à un quasi-pair implique souvent une planification de guerre de haute intensité et des stratégies de dissuasion.

État-réseau (*Network State*) – Concept d'entité sociopolitique décentralisée et native du numérique. Un État-réseau se forme autour d'une communauté en ligne partageant des valeurs communes, plutôt que sur une base géographique. Il peut s'étendre sur plusieurs pays, avec une gouvernance, une culture et une économie principalement en ligne, souvent financé par des cryptomonnaies ou des citoyens mondiaux qui votent ou participent virtuellement.

Néoréactionnaire (NRx) – Idéologie (également appelée « Dark Enlightenment » ou « Lumières obscures ») rejetant la démocratie moderne et l'égalitarisme au profit d'une gouvernance hiérarchique traditionnelle. Les néoréactionnaires prônent des systèmes autocratiques ou monarchiques et considèrent les institutions démocratiques libérales comme corrompues. Leur critique repose sur l'idée que des élites éclairées ou des autorités « naturelles » devraient gouverner sans contrôle électoral de masse.

OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) – Alliance militaire intergouvernementale réunissant des pays d'Amérique du Nord et d'Europe, fondée en 1949. Les membres de l'OTAN s'engagent à une défense collective : une attaque contre l'un est considérée comme une attaque contre tous. Le rôle de l'OTAN s'est élargi au fil du temps, passant de la dissuasion pendant la guerre froide à des missions modernes de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme en Europe et ailleurs.

NORAD (*North American Aerospace Defense Command*) – Organisation militaire binationale (États-Unis-Canada) responsable de l'alerte et du contrôle aérospatial ainsi que de l'alerte maritime pour l'Amérique du Nord. Le NORAD surveille et défend l'espace aérien nord-américain contre les menaces (avions, missiles, satellites), assure la souveraineté aérienne continentale et émet des alertes en cas d'attaque potentielle.

NOFORN – Marquage de classification américain signifiant « Non diffusable aux ressortissants étrangers ». Il indique qu'un document ou une information, même s'ils sont déclassifiés à un niveau élevé, ne peuvent être partagés avec des citoyens non-américains. NOFORN est utilisé lorsque des informations sont jugées extrêmement sensibles pour la sécurité nationale et doivent être tenues à l'écart même des alliés.

ODNI (Office of the Director of National Intelligence) – Bureau du gouvernement américain créé en 2004 pour superviser et coordonner la communauté du renseignement. Dirigé par le DNI (Directeur du Renseignement National), l'ODNI centralise les informations issues de toutes les agences, rédige des estimations de renseignement national et conseille le président sur les questions de sécurité. Il veille à la collaboration et à la non-ingérence entre agences (comme la CIA, la NSA, le FBI).

Fenêtre d'Overton (*Overton window*) – Plage d'idées et de politiques considérées comme acceptables dans le discours public à un moment donné. Les politiques situées à l'intérieur de la fenêtre peuvent être défendues publiquement sans provoquer de rejet massif, tandis que celles qui en sont exclues sont perçues comme trop extrêmes. Cette fenêtre peut se déplacer avec le temps, en fonction de l'évolution des opinions publiques, redéfinissant ce qui est « mainstream ».

Palantir – Palantir Technologies Inc., entreprise américaine spécialisée dans l'intégration et l'analyse de données massives (*big data*). Ses plateformes (comme Gotham et Foundry) permettent à des organisations — notamment dans les domaines du renseignement et de la défense — de fusionner de vastes ensembles de données pour des besoins d'analyse, de sécurité ou de logistique. Les outils de Palantir sont utilisés pour la lutte antiterroriste, la détection de fraudes et l'analyse de données à grande échelle.

PayPal Mafia – Surnom informel donné au réseau d'anciens cadres et premiers employés de PayPal devenus par la suite des entrepreneurs et investisseurs influents. Parmi ses membres figurent Elon Musk, Peter Thiel, Reid Hoffman, et d'autres qui, après la vente de PayPal, ont fondé ou financé de grandes entreprises technologiques (SpaceX, LinkedIn, Facebook, etc.). Ce terme souligne leur impact disproportionné sur l'industrie technologique.

Project 2025 – Plan de transition et de politique conservateur dirigé par la *Heritage Foundation*. Il propose une feuille de route complète pour une future administration républicaine (après 2024) visant à réformer en profondeur le gouvernement fédéral. Le projet comprend un guide politique, une base de données de candidats, des formations en leadership, et un plan d'action pour les 180 premiers jours, avec l'objectif d'appliquer des changements radicaux dans les agences gouvernementales.

Quds Force – Unité expéditionnaire d'élite du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (IRGC) en Iran, chargée des opérations extraterritoriales. Créée après la Révolution iranienne de 1979, la Force Qods mène des actions secrètes et publiques à l'étranger, notamment le soutien à des milices, groupes paramilitaires ou mandataires (comme le Hezbollah) pour promouvoir les intérêts stratégiques de l'Iran au Moyen-Orient.

Matrice de risque (probabilité, impact, valeur composite) – Cadre d'évaluation des menaces potentielles basé sur deux axes : la probabilité qu'un événement se produise et la gravité de ses conséquences. Chaque dimension est notée, puis une valeur composite permet de classer les risques globaux. Couramment utilisée en planification stratégique, la matrice de risque aide à hiérarchiser les scénarios à atténuer en priorité.

SAP (*Special Access Program*) – Classification de programme du gouvernement américain imposant des contrôles de sécurité renforcés pour des informations hautement sensibles. Les SAP concernent souvent des projets « noirs » ou clandestins avec un accès restreint bien au-delà des niveaux de classification standards. Ils nécessitent des habilitations spéciales, des accords de confidentialité, et peuvent être dissimulés au sein d'organisations plus larges afin d'échapper à la surveillance normale.

Code SCI (*Sensitive Compartmented Information*) – Informations classifiées gérées de manière compartimentée. Le SCI requiert des autorisations d'accès spécifiques, souvent identifiées par des mots-code, car les contenus sont particulièrement sensibles (ex. : sources SIGINT, HUMINT). Même avec une habilitation *Top Secret*, un utilisateur a besoin d'autorisations séparées et de « saphirs » pour accéder au SCI, qui doit être manipulé uniquement dans des installations SCIF (voir ci-dessous).

SCIF (*Sensitive Compartmented Information Facility*) – Zone sécurisée (pièce ou bâtiment) approuvée pour la manipulation de renseignements hautement sensibles (SCI). Les SCIF sont construits selon des normes strictes (physiques et techniques) pour empêcher toute surveillance ou fuite d'information. À l'intérieur, les appareils électroniques sont interdits et toutes les activités sont considérées comme classifiées, assurant une protection maximale des opérations de renseignement.

Clause de non-responsabilité de la Section 230 (*Section 230 safe-harbor*) – Disposition de la loi américaine *Communications Decency Act* (1996) qui accorde une immunité juridique aux plateformes en ligne, les exemptant d'être traitées comme éditeurs ou auteurs des contenus générés par les utilisateurs. En pratique, la Section 230 protège les sites web (réseaux sociaux, forums, etc.) contre la majorité des poursuites liées aux contenus publiés par les utilisateurs, tout en leur permettant de modérer ces contenus de bonne foi.

Spécifications des capteurs (*capacités des capteurs*) – Caractéristiques techniques des capteurs utilisés dans la surveillance ou la reconnaissance. Cela inclut la résolution, la portée, le champ de vision, la sensibilité et les débits de données. Ces spécifications déterminent les phénomènes détectables (par exemple, cibles à faible signature radar, signatures infrarouges) et dans quelles conditions (nuit, mauvais temps), influençant ainsi l'efficacité de la collecte de renseignements.

Fuite Snowden (*Snowden leak*) – Révélation en juin 2013, par Edward Snowden, ancien sous-traitant de la NSA, d'un grand volume de documents classifiés du gouvernement américain. Ces fuites ont dévoilé l'existence de vastes programmes de surveillance mondiale (comme PRISM et XKeyscore) et ont tendu les relations internationales dans le domaine du renseignement. La « fuite Snowden » est souvent citée comme un exemple majeur de la manière dont une fuite interne peut exposer des méthodes et politiques de collecte classifiées.

Vidéo du Tic Tac (*Tic Tac video*) – Surnom donné à une séquence infrarouge déclassifiée de l'U.S. Navy (prise en 2004) montrant un objet aérien non identifié se déplaçant rapidement, ressemblant à un bonbon « Tic Tac ». Rendue publique en 2017, la vidéo capturée par un système FLIR à bord d'un

avion de chasse montre un objet oblong blanc manœuvrant sans propulsion visible. Elle est devenue un exemple emblématique de la documentation UAP contemporaine.

To The Stars Academy (TTSA) – Société à but public fondée en 2017 par le musicien Tom DeLonge et ses collaborateurs. La mission déclarée de TTSA est de rechercher et diffuser des informations sur les phénomènes aériens non identifiés (UAP) et les technologies avancées. L'entreprise regroupe des branches dédiées à l'aérospatiale, la science et le divertissement, produisant des médias (livres, séries télévisées) tout en affirmant financer ou mener des recherches scientifiques sur ces phénomènes.

UAP (*Unidentified Aerial Phenomena* / Phénomènes Aériens Non Identifiés) – Terme désormais utilisé officiellement par le gouvernement américain pour désigner tout objet ou événement aérien qui ne peut pas être facilement identifié par les observateurs ou capteurs. Équivalent à « OVNI », mais plus neutre et plus large, le terme UAP englobe tout phénomène inhabituel dans l'atmosphère ou proche de l'espace (ex. : engins inconnus, anomalies atmosphériques) en attente d'explication.

UAPTF (*Unidentified Aerial Phenomena Task Force*) – Bureau du Département de la Défense américain créé en 2020 pour évaluer et enquêter sur les rencontres avec des UAP. La task force recueillait des rapports (principalement issus du personnel militaire), analysait les données des capteurs et conseillait sur les politiques à adopter. En 2022, elle a été remplacée par le *Airborne Object Identification and Management Synchronization Group*, poursuivant des missions similaires.

UFO (*Unidentified Flying Object* / Objet Volant Non Identifié) – Objet ou phénomène observé dans le ciel qui ne peut être identifié au moment de l'observation. Initialement neutre, le terme « OVNI » est souvent associé à une origine extraterrestre. De nombreux OVNI sont ensuite identifiés comme des phénomènes ordinaires (avions, ballons, phénomènes naturels), mais le terme reste un raccourci courant pour désigner les observations inexplicables. (*Le gouvernement américain privilégie désormais le terme « UAP » dans les enquêtes officielles.*)

Agent utile / Idiot utile (*Useful asset / useful idiot*) – Personne (souvent une figure publique ou un influenceur) exploitée à son insu par un autre acteur (par exemple un État étranger ou un groupe de pression) pour promouvoir les objectifs de ce dernier. Un « agent utile » peut relayer de la propagande ou des récits sans en comprendre pleinement l'origine ni les implications, croyant sincèrement en leur bien-fondé. En termes de renseignement, ces individus amplifient involontairement une campagne, parfois à leur propre détriment et à celui de leur audience.

Sensationnalisme viral (*Viral sensationalism*) – Diffusion rapide et massive en ligne de contenus sensationnels ou choquants, quelle que soit leur véracité. Ce type de contenu — souvent émotionnel ou conspirationniste — capte facilement l'attention sur les réseaux sociaux, les fils d'actualité ou les forums. Le sensationnalisme viral peut fausser la perception du public en mettant en avant des affirmations extraordinaires (ex. : vidéos d'OVNI présumées) tout en contournant la vérification des faits.

Lanceur d’alerte (*Whistleblower*) – Individu révélant des actes répréhensibles (illégaux, contraires à l’éthique ou dangereux) au sein d’une organisation, souvent au péril de sa carrière ou de sa sécurité personnelle. Dans les contextes gouvernementaux ou d’entreprise, les lanceurs d’alerte signalent des problèmes tels que la fraude, la corruption ou des abus. Ils peuvent s’exprimer en interne ou auprès des médias/autorités, et sont souvent (mais pas toujours) protégés par la loi.

Lois sur les lanceurs d’alerte (*Whistleblower statutes*) – Lois protégeant les individus qui divulguent légalement des preuves de fautes ou de dangers, contre les représailles. Les lois fédérales et étatiques américaines protègent les lanceurs d’alerte (y compris dans le renseignement) en leur permettant de signaler des abus ou risques sans craindre le licenciement, la rétrogradation ou des poursuites. Ces lois favorisent la transparence en facilitant les signalements sécurisés.

X (anciennement Twitter) – Plateforme en ligne mondiale de messages courts et d’actualités, renommée « X » en 2023 (anciennement Twitter). Elle permet aux utilisateurs de publier des messages brefs (« tweets »), de suivre d’autres comptes et de partager des liens ou des contenus multimédias. X est largement utilisée par les personnalités publiques, les médias et le grand public pour la communication en temps réel, les annonces et les commentaires.

GLOSSARY OF KEY TERMS	
— QUICK REFERENCE	
NATIONAL SECURITY & INTELLIGENCE	CYBER & INFORMATION OPERATIONS
 <ul style="list-style-type: none"> AATIP HUMINT UAPTF Five Eyes GRU 	 <ul style="list-style-type: none"> IC MASINT NSA AARO
 <ul style="list-style-type: none"> DoD ODNI Palantir 	 <ul style="list-style-type: none"> CISA Reflexive Control Algorithmic Amplification Botnet Information Exfiltration
ENTITIES & PROGRAMS	CONCEPTS & PHENOMENA
<ul style="list-style-type: none"> CIA GAO Project 2025 	<ul style="list-style-type: none"> Disclosure Risk Matrix Tic Tac Video Viral Sensationalism Metamaterials UFO / UAP

For full definitions, see Glossary.

Figure 1: Glossaire des termes clés – Référence rapide

Une note de l'auteur

Lorsque j'ai ouvert un document vierge dans Microsoft Word pour y noter quelques réflexions sur le tourbillon de rhétorique autour de la « divulgation » des Objets Volants Non Identifiés (OVNI) qui envahissait mon fil d'actualité, j'imaginai au mieux un court article pour X ou Medium, voire une tribune concise — certainement pas l'enquête fouillée qui suit. Trois semaines, quarante-deux cafetières et un fil de miettes issues de sources ouvertes plus tard, je me suis retrouvé à faire les cents pas dans mon bureau, marmonnant « mais qu'est-ce que c'est que ce bordel ?! » à mesure que chaque révélation reliait Peter Thiel, Elon Musk et Pierre Omidyar à une toile d'influence complexe, aux implications profondes pour la sécurité nationale.

Plus je creusais, plus il devenait clair que les croisades publiques de ces titans de la tech pour la « transparence » et la « libre circulation de l'information » sont tout sauf anodines. Leur argent, leur pouvoir médiatique et leurs expériences idéologiques s'entrecroisent d'une manière qui mine la confiance du public envers les institutions mêmes chargées de protéger la République. Des amis et des informateurs m'ont contacté après que j'ai publié un simple paragraphe sur X, laissant entendre sur quoi je travaillais — chaque message direct (DM) élargissant encore davantage le champ de cette enquête. Ce qui avait commencé comme un article est devenu le socle d'une série de rapports en plusieurs volets — chacun contenant des révélations, des exposés et l'identification de nouveaux acteurs clés — tous œuvrant en réalité pour un même objectif final.

Ce document constitue désormais le premier volet de la série, et présente les principaux acteurs, les chronologies, et les signaux d'alarme clairs — comportements et politiques qui sapent déjà les dispositifs de protection du renseignement. Les documents suivants s'enfonceront davantage dans la mécanique de ce mouvement, mettant en lumière comment les appels à une « divulgation » généralisée pourraient en réalité masquer des efforts délibérés pour affaiblir les mécanismes de contrôle, concentrer le pouvoir et offrir à nos adversaires un gain stratégique majeur — avec pour objectif final rien de moins que la destruction complète de notre République, remplacée par des États-réseaux (*Network States*). Considérez les pages qui suivent comme un point de départ, et non une conclusion. L'iceberg est bien plus vaste, plus profond, plus complexe — et infiniment plus délibéré et malveillant — qu'il n'y paraît au premier abord.

Dans tout ce document, je fais référence aux adversaires des États-Unis d'Amérique. Veuillez comprendre que je ne limite pas ce terme à la Chine, à la Russie, à l'Irak, à l'Iran, à la Corée du Nord ou à l'habituel cortège d'ennemis historiques. Mon usage du mot *adversaires* englobe aussi ceux qui, de l'intérieur, agissent contre les intérêts de la République.

Avant que les critiques ne rejettent cette analyse comme une simple spéculation de salon, permettez-moi de présenter le parcours professionnel derrière cette signature. Je suis vétéran de l'U.S. Air Force, où j'ai servi 12 ans en uniforme — dont deux ans et demi déployé au Moyen-Orient dans des rôles d'intelligence expéditionnaire et de protection des forces. Ces missions exigeaient des évaluations de menace en temps réel, la maîtrise de systèmes classifiés, et une coordination étroite avec des partenaires interarmées et des coalitions, dans des zones de combat soumises aux règles d'engagement. À la suite de ces déploiements, j'ai passé plus d'un an en Amérique du Sud,

intégré à des task forces de la DEA (*Drug Enforcement Administration*), dans le cadre d'opérations de lutte contre le narcotrafic et l'insurrection. Ces missions mêlaient collecte de renseignement humain, surveillance aérienne et coordination clandestine inter-agences. Ce travail reposait sur les mêmes fondamentaux du métier : évaluation des sources, analyse des schémas d'activité, et sécurité opérationnelle — autant de compétences qui éclairent aujourd'hui mon regard critique sur la croisade actuelle pour la « divulgation ».

Mon parcours n'est pas si éloigné de celui de Luis « Lue » Elizondo : nous sommes tous deux issus des écosystèmes du renseignement de défense, où une mauvaise gestion de l'information sensible peut coûter des vies et compromettre des objectifs nationaux. Là où nos chemins divergent, c'est dans notre conduite post-service. Pour ma part, je demeure lié par la discipline inculquée sous l'uniforme, et par un engagement continu à protéger les capacités classifiées — sauf dans les rares cas où un intérêt public avéré l'emporte sur le risque. Cette grille de lecture — forgée par une expérience directe des théâtres où l'information est synonyme de survie, y compris de la survie de notre République — guide chacune des préoccupations exprimées dans ce document.

“Une République — si vous pouvez la conserver.”

— Benjamin Franklin, répondant à un passant devant l'Independence Hall à la sortie de la Convention constitutionnelle, le 17 septembre 1787

“La liberté d'une démocratie n'est pas en sécurité si le peuple tolère la croissance d'un pouvoir privé au point qu'il devienne plus fort que l'État démocratique lui-même. C'est cela, dans son essence, le fascisme : la prise de contrôle du gouvernement par un individu, un groupe, ou toute autre puissance privée dominante.”

Franklin D. Roosevelt, Message au Congrès sur la limitation des monopoles, 1938

Résumé exécutif

Ce document examine si la convergence entre les influenceurs milliardaires de la tech et les défenseurs médiatisés des OVNI contribue — involontairement ou délibérément — à l'érosion des dispositifs de sécurité nationale des États-Unis en banalisant la “divulgaration” massive d'informations sensibles.

Principales conclusions

Item	Finding	Effect on National Security
1	Façade d'autorité, preuves minces. Des voix influentes (Elizondo, Nolan) avancent des affirmations qui dépassent les données vérifiables, en s'appuyant sur des titres militaires ou académiques pour renforcer leur crédibilité.	Le public accorde une crédibilité excessive ; la désinformation se propage plus rapidement que les démentis officiels.
2	Boucle d'amplification des milliardaires. Thiel, Musk et Omidyar soutiennent ou financent des récits non vérifiés via des plateformes de réseaux sociaux, des canaux de capital-risque et des médias permissifs aux fuites.	Détourne les cycles d'attention, érode la confiance dans les institutions et expose les méthodes de renseignement.
3	Fuite de la sécurité opérationnelle. Les appels à une transparence radicale risquent de divulguer les spécifications des capteurs, les méthodes analytiques et les seuils de détection.	Les adversaires obtiennent des informations exploitables ; les capacités de dissuasion et les délais d'alerte se dégradent.
4	Incitation à l'épuration institutionnelle. La rhétorique de « l'État profond » sert à justifier l'éviction d'experts de carrière, présentés comme des obstacles à la transparence.	Perte d'expertise, paralysie des politiques et risque de politisation du renseignement.
5	Attaque contre la sécurité cognitive. Les contenus conspirationnistes viraux surpassent les rapports de menace validés en visibilité et en influence.	La population devient vulnérable aux opérations informationnelles des adversaires en situation de crise.

Tableau 1 : Constatations clés

Questions à examiner par le Congrès

- La législation actuelle sur les lanceurs d'alerte prévoit-elle des garde-fous suffisants pour empêcher la divulgation publique de méthodes de collecte sensibles sur le plan opérationnel ?
- Un organisme bipartite devrait-il définir des seuils de divulgation permettant d'équilibrer l'intérêt public et la protection des capacités américaines et alliées ?
- Les algorithmes des réseaux sociaux, qui privilégient l'engagement au détriment de la véracité, constituent-ils un vecteur d'influence étrangère nécessitant une surveillance réglementaire ?

Matrice des risques

Risk Theme	Likelihood	Impact	Composite
Révélation des capacités des capteurs	Moyen	Très élevé	Sévère
Défiance envers les institutions	Elevé	Très élevé	Sévère
Panique / Troubles sociaux	Bas-Moyen	Elevé	Substantiel
Captation des politiques par des idéologues	Moyen-Elevé	Moyen-Elevé	Substantiel
Opérations de contrôle réflexif de l'adversaire	Elevé	Elevé	Sévère
Épuration du personnel du renseignement	Moyen	Moyen	Modéré

Tableau 2: Matrice des Riques

Une enquête légitime sur les phénomènes aériens non identifiés est justifiée ; une divulgation incontrôlée en l'absence de garde-fous structurés ne l'est pas. À moins que des normes de preuve rigoureuses et des mécanismes de supervision nuancés ne remplacent le sensationnalisme viral, les États-Unis risquent d'échanger leur avantage classifié et leur cohésion civique contre des gros titres spéculatifs — et ce, selon les conditions fixées par des acteurs dont les objectifs finaux sont fondamentalement incompatibles avec la gouvernance constitutionnelle.

Annexe A – présentée à la fin de ce document – détaille dix recommandations au Congrès fondées sur les principales conclusions de cette recherche.

“J’espère que nous écraserons... dès sa naissance, l’aristocratie de nos corporations financières, qui osent déjà défier notre gouvernement dans une épreuve de force et braver les lois de notre pays.”

Thomas Jefferson, Lettre à George Logan, le 12 novembre 1816

Comment Thiel, Musk et Omidyar ont transformé l'engouement pour les OVNI en risque pour la sécurité

Introduction

Un cercle de magnats milliardaires de la tech et de lanceurs d'alerte autoproclamés s'est rassemblé pour promouvoir une idée plutôt vague et fourre-tout de « divulgation ». Ce nexus, centré autour de figures telles que Peter Thiel¹², Elon Musk⁵, Pierre Omidyar¹⁰, l'ancien initié du Pentagone Lue Elizondo^{6, 11}, et le professeur de Stanford Dr. Garry Nolan^{7, 8}, exerce une influence considérable dans les domaines de la technologie, des médias et de la politique.

Ils prétendent défendre la transparence et la vérité. Mais un examen plus attentif révèle un tableau bien plus complexe — qui soulève de sérieuses questions sur leur crédibilité, leurs motivations, et

un risque bien réel pour la sécurité nationale.

Leur insistance à promouvoir une “divulgation” non vérifiée risque d'exposer des capacités de défense sensibles, offrant ainsi à des adversaires des renseignements critiques pouvant compromettre certains aspects de la sécurité nationale des États-Unis. Il est important de garder cela à l'esprit tout au long de cette lecture : ce n'est pas parce que quelqu'un prétend être un

CONTRÔLE RÉFLEXIF : « UN MOYEN DE TRANSMETTRE À UN PARTENAIRE OU À UN ADVERSAIRE UNE INFORMATION SPÉCIALEMENT PRÉPARÉE AFIN DE L'AMENER À PRENDRE VOLONTAIREMENT UNE

patriote... qu'il l'est réellement.

Ce document révèle comment la pression incessante pour une « divulgation » a déplacé le débat sur les OVNI des marges vers une acceptation généralisée dans le grand public. Pourtant, derrière le plaidoyer apparent des principaux acteurs se cache une question préoccupante et récurrente : ces efforts sont-ils réellement motivés par une quête de transparence, ou servent-ils des objectifs inavoués qui profitent directement aux adversaires et sapent la confiance du public dans les institutions gouvernementales essentielles ?

En explorant ce réseau interconnecté complexe — véritable labyrinthe reliant l'agenda politique radical de Thiel, l'amplification de déclarations non vérifiées par Musk sur sa puissante plateforme X, et la croisade d'Omidyar pour la transparence via des fuites de secrets — je « divulgue » de nombreuses conséquences inquiétantes.

L'essor de récits sensationnalistes mais souvent non vérifiés, relayés par des voix perçues comme autoritaires, représente une menace sérieuse pour la sécurité nationale : non seulement ces récits exposent des capacités de défense sensibles, mais ils créent aussi un terrain propice à la désinformation.

Ce document doit vous inciter à remettre en question non seulement ce que vous croyez à propos des OVNI, mais aussi **qui profite de la manière dont ces croyances sont façonnées**. J'alerte sur le

danger que représente l'intersection entre une enquête légitime et des agendas politiques qui menacent de fragmenter la confiance sociale, de déstabiliser les institutions démocratiques et de révéler des vulnérabilités exploitables par nos adversaires.

Alors que des milliardaires comme Thiel, Musk et Omidyar façonnent le récit à l'échelle macro, l'amplification quotidienne provient de ce que je considère comme des auxiliaires involontaires — des figures telles que Lue Elizondo et le Dr Garry Nolan. **À mon sens, aucun des deux ne siège à la table stratégique où la « divulgation » est instrumentalisée ; ils fonctionnent plutôt comme des nœuds opportunistes, en quête de reconnaissance, de financement et de gloire médiatique.** Leurs motivations personnelles — la quête de légitimité d'Elizondo après le Pentagone, et le désir de Nolan de devenir l'universitaire qui percera le code cosmique — les rendent particulièrement vulnérables au prestige, à l'accès aux médias et aux capitaux-risque que l'entourage de Thiel peut leur faire miroiter. En pratique, les architectes fournissent la scène et les projecteurs, tandis qu'Elizondo et Nolan livrent les formules virales qui maintiennent le spectacle en vie.

Cette dynamique ne les absout en rien. Sans leur volonté de capitaliser sur des éléments à moitié vérifiés, de flatter des audiences conspirationnistes et de monétiser chaque micro qui se tend, cette érosion de la sécurité nationale ne disposerait pas de ses messagers les plus persuasifs. À mes yeux, **leur avidité — qu'elle soit motivée par l'argent, l'influence ou la notoriété scientifique — en fait des « agents utiles » parfaits**, amplifiant une campagne qu'ils n'ont ni conçue ni véritablement comprise. En conséquence, les véritables instigateurs n'ont qu'à financer, flatter et retweeter ; Elizondo et Nolan feront le reste, tout en clamant qu'ils ne cherchent que la vérité par patriotisme — alors même qu'ils précipitent une croisade pour la divulgation qui, dans son ensemble, compromet des capacités classifiées et offre aux adversaires un cadeau stratégique : la désintégration de la sécurité nationale.

Au-delà d'Elizondo et Nolan, la « liste des cas d'usage » de ces agents utiles est bien garnie : podcasteurs, anciens espions, gourous TikTok et enquêteurs autoproclamés s'y bousculent — tous prompts à déclamer des récits lyriques, à diluer la rigueur scientifique, et à transformer des conjectures en « faits » recyclés à l'infini par la machine à buzz. Chaque apparition virale, chaque Substack survolé, chaque livestream monétisé altère un peu plus la capacité du public à exercer sa pensée critique, normalisant l'idée que les anecdotes non vérifiées valent preuve. Et pourtant, malgré les bourdes répétées — lustres mal identifiés, teasers de laboratoire non étayés — Elizondo et Nolan demeurent les influenceurs phares, portés par une boucle de rétroaction faite de clics, de cachets de conférences et de curiosité financière, qui leur accorde une pertinence bien supérieure à ce que justifie leur parcours.

Pour commencer, je vous présente ci-dessous les profils des principaux acteurs de ce récit : les milliardaires Peter Thiel, Elon Musk et Pierre Omidyar, aux côtés des figures influentes du mouvement pour la divulgation des OVNI, Lue Elizondo et le Dr Garry Nolan. Chacun d’eux apporte à l’ensemble des idéologies, des objectifs et des tactiques distincts, allant des ambitions politiques radicales à la manipulation médiatique, en passant par des appels idéalistes à la transparence. Leur influence combinée a suscité fascination et scepticisme, et elle devrait soulever des questions accablantes quant à leurs intentions profondes et aux implications potentielles pour la sécurité nationale, les institutions démocratiques et l’intégrité de l’information publique.

“Le concept même de vérité objective est en train de disparaître du monde. Les mensonges entreront dans l’histoire.”

— George Orwell, essai “Looking Back on the Spanish War,” 1943

Les Profils

Peter Thiel : le milliardaire idéologue dans l'ombre

Peter Thiel, cofondateur de PayPal et de Palantir, est un capital-risqueur connu pour associer ambition technologique et politique radicale^{1,2}. Souvent décrit comme le « parrain » d'une nouvelle élite technologique de droite, Thiel a ouvertement remis en question les fondements de la démocratie libérale. Dans un essai publié en 2009, il écrivait : « Je ne crois plus que liberté et démocratie soient compatibles. »¹.

Cette déclaration troublante révèle le cœur de l'objectif à long terme de Thiel : refaçonner le gouvernement en plaçant le pouvoir entre les mains de quelques individus partageant sa vision² — une ambition fondamentalement incompatible avec les mécanismes de contrôle et d'équilibre de la Constitution, et qui menace d'éroder les garde-fous démocratiques conçus précisément pour empêcher l'émergence d'un régime autoritaire. Il a financé des figures politiques populistes-nationalistes (comme J.D. Vance, aujourd'hui vice-président des États-Unis), ainsi que des think tanks, en s'alignant sur des agendas tels que le Project 2025 de la Heritage Foundation, qui prévoit une refonte radicale de l'État fédéral afin de renforcer les pouvoirs de l'exécutif de manière autoritaire^{2,1}. Une telle orientation constitue un chemin dangereux et direct vers l'affaiblissement de la sécurité nationale, en concentrant un pouvoir non contrôlé entre les mains de quelques-uns.



Figure 2: Peter Thiel

En tant qu'investisseur technologique, Peter Thiel s'est profondément implanté dans des secteurs étroitement liés à la sécurité nationale. Son entreprise Palantir est spécialisée dans les logiciels de renseignement et de surveillance, travaillant sous contrat avec des agences militaires et de renseignement — alors même que Thiel lui-même exprime une profonde méfiance à l'égard des dirigeants de ces mêmes agences^{1,2}. Cette attitude contribue à affaiblir la confiance du public dans des institutions de sécurité essentielles, à un moment où les tensions géopolitiques exigent clarté et cohésion.

Thiel est également un fervent défenseur des cryptomonnaies. Lors d'une conférence en 2022, il a vivement critiqué les banques centrales traditionnelles, les qualifiant de « en faillite », et a tourné en dérision les responsables financiers actuels, qu'il a décrits comme une « gérontocratie ». En positionnant la cryptomonnaie comme une force de rupture capable de renverser le système financier établi, Thiel remet en cause la crédibilité d'institutions comme la Réserve fédérale, tout en favorisant un climat d'incertitude économique — un contexte qui pourrait être exploité par des acteurs hostiles. Les opinions anti-establishment de Thiel sont si radicales qu'il a publiquement envisagé de divulguer des informations classifiées du gouvernement américain. Cette volonté de traiter à la légère des secrets sensibles liés à la sécurité nationale soulève de sérieuses

préoccupations^{1, 2}. Thiel et ses collaborateurs semblent déterminés à dénoncer ce qu'ils perçoivent comme de la corruption ou de l'incompétence au sein des agences de sécurité nationale. Cela inclut des tentatives actives pour accéder à des informations sensibles, comme les dossiers du Pentagone sur les OVNI ou d'autres documents classifiés^{1, 2}. Cette croisade idéologique, en érigeant la divulgation des OVNI en champ de bataille, risque d'offrir à des adversaires un aperçu des capacités de défense américaines, tout en renforçant un récit selon lequel les « puissances en place » seraient incompetentes ou malhonnêtes — un récit servant à légitimer leur remplacement par un nouveau régime technocratique, incompatible avec la Constitution^{1, 2}.

La vision du monde de Peter Thiel est ouvertement élitiste et anticonformiste^{1, 2}. Il a regretté que le XXe siècle ait mis l'accent sur des « trucs de science-fiction » comme les voyages spatiaux, au lieu de privilégier l'innovation politique radicale — ironie du sort, il semble désormais s'intéresser aux deux à la fois^{1, 2}.

PETER THIEL :

- **FORTUNE NETTE : 16,3 MILLIARDS DE DOLLARS US**
- **ÂGE : 57 ANS**
- **LIEU DE NAISSANCE : FRANCFORT, ALLEMAGNE DE L'OUEST**
- **RÉSIDENCE : BEL AIR, LOS ANGELES, CALIFORNIE**

FONCTIONS ET TITRES :

- COFONDATEUR DE **PAYPAL**
- PRÉSIDENT DE **CLARIUM CAPITAL**
- PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE **PALANTIR TECHNOLOGIES**
- ASSOCIÉ DU FONDS DE CAPITAL-RISQUE **FOUNDERS FUND**
- PRÉSIDENT DE **VALAR VENTURES ET MITHRIL CAPITAL**

Thiel affiche une préférence assumée pour une forme de capitalisme autoritaire plutôt que pour la démocratie libérale^{1, 2}. Il entretient des liens directs avec le mouvement néoréactionnaire (NRx), qui prône des « gouvernements de type PDG » voire le monarchisme^{1, 2}. En pratique, l'idéologie de Thiel revient à confier le pouvoir décisionnel à un très petit nombre de personnes (par exemple, des PDG de la tech ou leurs représentants), sans contraintes constitutionnelles ni processus démocratiques^{1, 2} — une approche fondamentalement opposée aux principes de freins et contrepoids, et hautement déstabilisatrice pour les institutions démocratiques américaines.

Son soutien au Project 2025 en est un exemple concret : ce plan, porté

par la Heritage Foundation, permettrait à un président de révoquer des milliers de fonctionnaires et de centraliser le pouvoir exécutif^{1, 2} — exactement le type de concentration du pouvoir auquel Thiel aspire^{1, 2}.

De façon cruciale, Thiel considère la bureaucratie actuelle du renseignement et de la sécurité nationale américaine comme faisant partie du problème — un supposé « État profond » protégeant

ses propres intérêts et des valeurs libérales, au lieu de représenter la volonté du peuple ou la vision audacieuse des innovateurs^{1,2}. Cette posture aide directement les adversaires des États-Unis en alimentant les divisions internes et en affaiblissant la cohésion nationale.

En exposant les défaillances ou les secrets d'agences comme le Pentagone ou la CIA, Thiel peut à la fois délégitimer ces institutions et justifier des réformes structurelles^{1,2} — des actions qui, bien qu'affichées comme des efforts de transparence, risquent d'entraver durablement la sécurité nationale et d'offrir aux puissances étrangères des occasions de semer le chaos de l'intérieur.

Son rejet de la Réserve fédérale et son soutien affirmé aux cryptomonnaies s'inscrivent également dans cette logique : il considère les banquiers centraux et les responsables économiques comme des obstacles à la liberté, et promeut donc des systèmes alternatifs³, affaiblissant ainsi la stabilité économique.

En résumé, l'idéologie de Thiel vise à détruire l'ordre établi au profit d'un nouvel ordre dirigé par une élite nationaliste et technologique^{1,2,3}. La divulgation des OVNI, si elle parvient à ébranler la crédibilité des dirigeants militaires et du renseignement, s'intègre parfaitement à son objectif disruptif^{1,2}. Elle porte en elle un immense potentiel de destruction de la confiance dans les institutions clés du gouvernement et d'exploitation, par des puissances hostiles, des failles internes de plus en plus visibles.

“Le pouvoir tend à corrompre, et le pouvoir absolu corrompt absolument.”

— Lord Acton dans une lettre à l'évêque Mandell Creighton, 5 April 1887

Elon Musk : l'amplificateur muni d'un mégaphone

Elon Musk — le PDG excentrique de SpaceX et Tesla, aujourd'hui propriétaire de X (anciennement Twitter) — est à la fois un initié et un outsider dans ce réseau d'influence. D'un côté, Musk a autrefois été le protégé de Peter Thiel (ce dernier ayant investi très tôt dans ses entreprises), et il exprime fréquemment des opinions anti-establishment similaires à celles de Thiel⁵, ce qui contribue indéniablement à l'érosion de la confiance du public dans des institutions essentielles à l'unité et à la sécurité nationales.



Figure 3 Elon Musk

De l'autre côté, Musk se montre publiquement sceptique à l'égard des OVNI, plaisantant par exemple sur le fait que les fusées de SpaceX, pourtant lancées loin dans l'espace, n'ont jamais croisé d'extraterrestres⁵. Pourtant, le rôle de Musk ne consiste pas tant à faire directement la promotion des phénomènes aériens non identifiés (UAP) qu'à contrôler les canaux de communication — une activité qui crée des vulnérabilités exploitables par des acteurs malveillants cherchant à amplifier la désinformation.

Depuis qu'il a racheté Twitter et l'a rebaptisé X, Musk a démantelé de nombreuses protections de la plateforme contre les fausses informations, la transformant de fait en un espace où pullulent les théories du complot et les affirmations non vérifiées^{4,5}. Cela a affaibli la confiance du public dans les communications officielles, y compris lors d'événements sensibles pour la sécurité.

Ce faisant, il a « réinitialisé les normes de l'industrie » dans le domaine des réseaux sociaux — d'autres entreprises technologiques ont suivi son exemple en assouplissant leur modération, ouvrant ainsi les vannes à une vague de contenus douteux^{4,5}. Cette dynamique amplifie les récits qui sapent l'ordre constitutionnel et facilite la déstabilisation recherchée par les acteurs anti-institutionnels

Cet environnement est devenu un terrain fertile pour l'emballement médiatique et les spéculations autour des OVNI. Sous la direction de Musk, X est devenu la plateforme de référence pour les influenceurs UAP, les lanceurs d'alerte et les passionnés, qui peuvent y partager des affirmations sensationnalistes sans crainte de censure^{4,5} — un climat idéal pour ceux qui souhaitent exploiter le discours sur les OVNI afin de dissimuler des opérations de désinformation.

Lorsque des allégations marginales de « divulgation » ou des vidéos d'OVNI prétendent fuitées apparaissent, elles se répandent de manière virale sur la plateforme de Musk, atteignant des millions d'utilisateurs dans le monde entier^{4,5}, sapant la confiance du public dans les canaux d'information officiels et dans les communications liées à la sécurité nationale.

Musk lui-même contribue activement à cette atmosphère en interagissant avec des personnalités controversées et en partageant des opinions provocantes — souvent non fondées — sur diverses

théories du complot. Ce comportement renforce encore la méfiance du public envers les institutions établies^{4,5}.

Musk est l'amplificateur d'information du réseau : en affaiblissant les récits des médias traditionnels et du gouvernement (qu'il qualifie régulièrement de « médias hérités » et contre lesquels il est souvent en conflit, y compris avec des régulateurs fédéraux)^{4,5}, il rend le public plus réceptif aux récits alternatifs, notamment l'idée selon laquelle « le gouvernement nous cache des extraterrestres », soutenant ainsi des agendas visant à affaiblir les mécanismes de contrôle constitutionnels.

Ce pouvoir d'amplification, exercé sans retenue, fait de Musk une véritable variable incontrôlable dans la saga de la divulgation : il peut légitimer une voix ou une histoire simplement en leur accordant de l'attention sur X, indépendamment de leur véracité^{4,5}, ouvrant ainsi la voie à des manipulations par ceux qui souhaitent exploiter les divisions sociétales ou affaiblir la sécurité nationale. L'idéologie

ELON MUSK

- **FORTUNE NETTE** : 342 MILLIARDS DE DOLLARS US
- **ÂGE** : 53 ANS
- **LIEU DE NAISSANCE** : PRETORIA, AFRIQUE DU SUD
- **RÉSIDENCE** : BOCA CHICA, TEXAS

FONCTIONS ET TITRES :

- PDG ET INGÉNIEUR EN CHEF DE **SPACE X**
- **TECHNOKING** ET ARCHITECTE PRODUIT CHEZ **TESLA**
- PDG DE **X CORP**
- FONDATEUR ET PDG DE **XAI**
- COFONDATEUR ET PDG DE **NEURALINK**
- FONDATEUR DE **THE BORING COMPANY**

d'Elon Musk est plus instable et changeante que celle de Peter Thiel, mais un schéma clair se dessine : il se revendique libertarien (ou « politiquement modéré », mais farouchement anti-gauche) et aime se présenter comme le défenseur du “peuple” contre les bureaucrates et les experts institutionnels⁵.

Ses décisions chez X (licenciement des modérateurs de contenu, réintégration de figures controversées) ont été motivées par un idéal quasi-libertarien de “liberté d'expression”⁵, mais aussi par sa conviction personnelle que la vérité émerge mieux d'un système décentralisé, guidé par les utilisateurs, que des récits officiels⁵.

Cette approche l'a progressivement rapproché de la droite populiste — Musk interagit régulièrement avec des commentateurs d'extrême

droite, des théoriciens du complot et des voix anti-gouvernementales sur sa plateforme, leur accordant une crédibilité indirecte⁵.

Il s'en prend fréquemment à ce qu'il appelle le “virus woke” de l'esprit, décrivant les médias traditionnels, le monde académique et les agences gouvernementales comme infectés par une

idéologie répressive et erronée⁵. Des actions qui, tout en se réclamant d'une ouverture radicale, affaiblissent la confiance dans les institutions démocratiques clés, et aident directement les adversaires qui profitent des divisions internes et de la désinformation. Musk partage avec Thiel une méfiance profonde envers les institutions, mais l'enrobe d'un vernis populiste (comme défendre le droit du citoyen moyen à s'exprimer librement sur X, par exemple)⁵. Sur la question des UAP (phénomènes aériens non identifiés), Musk n'a pas pris position publiquement de manière claire, mais sa promotion d'un flux d'informations non vérifiées en dit long⁵. Il semble sincèrement penser que, si des extraterrestres existaient, la foule (équipée de smartphones et de Twitter) les découvrirait avant tout gouvernement — une vision technolibertarienne assumée⁵.

Les actes de Musk montrent qu'il préfère laisser fleurir un million de rumeurs (certaines vraies, d'autres fausses), plutôt que de laisser une autorité centralisée (gouvernement ou médias) décider de ce qui doit être connu⁵ — une position qui représente un risque évident pour la sécurité nationale, car elle offre un terrain fertile aux opérations de désinformation étrangères, destinées à semer la confusion et à affaiblir la confiance publique. Ce fondamentalisme du "marché des idées" propre à l'idéologie de Musk sert malgré lui de couverture aux opérations de manipulation⁵. Et cela devient particulièrement préoccupant dans le contexte des OVNI : des acteurs étrangers ou opportunistes peuvent injecter de fausses histoires, que la plateforme de Musk amplifie sans filtre au nom de la liberté d'expression⁵. Musk semble relativement indifférent à ce risque, privilégiant une vision dans laquelle un public hyper-connecté et autonome découvrirait collectivement la vérité⁵. C'est un grand "expériment social", qui rejoint la revendication du mouvement de la divulgation selon laquelle toutes les données, même brutes, doivent être rendues publiques⁵ — en oubliant à quel point les foules peuvent être facilement induites en erreur sans encadrement d'experts, exposant ainsi la nation à la manipulation par des adversaires.

En fin de compte, l'idéologie de Musk est anti-élitiste dans sa méthode (supprimer les filtres), mais élitiste dans sa pratique (c'est lui seul qui définit les règles de la plateforme et qui exerce un pouvoir considérable sur l'information). Cette contradiction fondamentale colore l'ensemble de son action⁵ et soulève de sérieuses questions constitutionnelles sur le pouvoir privé non contrôlé et son influence sur le discours public et la stabilité nationale.

Pierre Omidyar : le croisé de la transparence finançant les fuites

Pierre Omidyar, milliardaire fondateur d'eBay, incarne une autre facette de ce réseau d'influence. Discret et initialement engagé en faveur de causes libérales, Omidyar a opéré, au cours de la dernière décennie, un virage stratégique pour devenir l'un des principaux mécènes de ce que l'on pourrait appeler l'« insurrection de la transparence. » En 2013–2014, révolté par les révélations concernant la surveillance de masse, Omidyar a investi 250 millions de dollars pour créer First Look Media et son média phare, *The Intercept*, avec pour objectif explicite de publier les documents confidentiels de la NSA transmis par Edward Snowden, ainsi que d'autres secrets gouvernementaux¹⁰.



Figure 4: Pierre Omidyar

Ces actions, bien qu'animées par une volonté apparente de responsabilisation et de transparence, ont également eu pour effet de fournir à des puissances étrangères des informations détaillées sur les opérations sensibles de sécurité nationale et les capacités du renseignement américain.

Ce fut un acte de défi audacieux envers les agences de renseignement américaines : selon ses propres termes, la « cible principale » de *The Intercept* était l'appareil de renseignement des États-Unis, et Pierre Omidyar a explicitement financé une opération destinée à « diffuser des secrets d'État »¹⁰. Cette démarche a eu un impact mesurable sur les avantages stratégiques des États-Unis, tout en affaiblissant l'intégrité institutionnelle. Omidyar a même construit une plateforme sécurisée pour encourager d'autres agents du renseignement à divulguer des informations confidentielles, créant ainsi une vulnérabilité structurelle exploitable par des entités hostiles désireuses de nuire aux intérêts américains ou de déstabiliser la gouvernance.

Bien que les motivations de Pierre Omidyar découlent de valeurs libertariennes civiles — notamment son opposition à la surveillance gouvernementale et aux abus de pouvoir —, les effets de ses actions convergent directement avec les agendas de Thiel et Musk. En publiant de manière régulière des informations classifiées — allant des programmes de surveillance de la NSA aux opérations militaires sensibles —, les médias financés par Omidyar ont progressivement affaibli la perception de secret et d'efficacité entourant les agences de renseignement américaines¹⁰. S'il cherche à tenir le pouvoir responsable, ces révélations offrent également à des adversaires des informations précieuses sur les vulnérabilités et les tactiques des États-Unis. Selon une étude soviétique déclassifiée¹², les démocraties occidentales souffrent d'un « rejet général du concept même de propagande » — un angle mort culturel que Moscou a longtemps considéré comme un atout stratégique majeur. Ainsi, lorsque des acteurs comme Omidyar publient de vastes quantités de documents classifiés au nom de la transparence, ils pensent sans doute renforcer la démocratie. Mais l'absence d'un « système immunitaire » culturel contre la propagande dans les sociétés occidentales permet aux services hostiles de s'appropriier, détourner et instrumentaliser ces fuites bien plus efficacement que le public ne peut les contextualiser.

PIERRE OMIDYAR

- **FORTUNE NETTE** : 10,8 MILLIARDS DE DOLLARS US
- **ÂGE** : 57 ANS
- **LIEU DE NAISSANCE** : PARIS, FRANCE
- **RÉSIDENCE** : KAHALA, HONOLULU, HAWAÏ

FONCTIONS ET TITRES :

- FONDATEUR ET ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE **EBAY**
- FONDATEUR DE **OMIDYAR NETWORK**
- FONDATEUR DE **FIRST LOOK MEDIA / THE INTERCEPT**
- FONDATEUR DE **HONOLULU CIVIL BEAT**
- COFONDATEUR DE **ULUPONO INITIATIVE**
- **ADMINISTRATEUR ÉMÉRITE DE EBAY**

Le financement d'un journalisme « intrépide et d'opposition »¹⁰ a peu à peu conditionné le public à croire que si une information est classifiée, c'est probablement parce que le gouvernement a quelque chose de néfaste à cacher, érosion directe de la confiance fondamentale nécessaire à une sécurité nationale efficace. Cette vision est directement exploitée par le mouvement pour la divulgation des OVNI, et crée des opportunités pour les groupes qui cherchent à affaiblir la confiance dans les institutions gouvernementales et à saper la stabilité politique.

En réalité, certaines des premières révélations concernant les programmes OVNI du Pentagone et des rencontres militaires inhabituelles ont émergé via des fuites similaires et des enquêtes

journalistiques. *The Intercept* a lui-même publié des articles remettant en question le récit officiel sur les OVNI et soulignant les incohérences dans les déclarations du Pentagone. En ce sens, Omidyar soutient directement les efforts de divulgation en favorisant un climat dans lequel la fuite de secrets gouvernementaux — qu'ils concernent des programmes d'espionnage ou des rapports liés aux OVNI — est célébrée comme un acte de courage et d'honneur¹⁰. Mais cette attitude ouvre la porte à des adversaires étrangers, affaiblit la sécurité nationale, mine la confiance dans les institutions clés et contribue à une instabilité plus large — un terrain idéal pour les acteurs anti-républicains, leur permettant de saper la défense américaine, de délégitimer les institutions et de favoriser une déstabilisation systémique.

Pierre Omidyar agit selon une vision classique du libéralisme pro-démocratie — du moins à l'origine¹⁰. Son financement des médias découle de valeurs telles que la reddition de comptes du gouvernement, les droits humains, et l'émancipation des exclus¹⁰. Il rejette l'idée d'un État de surveillance sans limites, et s'est mobilisé pour le contrer en l'exposant¹⁰. On pourrait résumer son idéologie par l'adage : « la lumière du soleil est le meilleur désinfectant ». Il croit profondément que révéler les abus et les secrets rend le gouvernement meilleur et renforce la société¹⁰.

Aussi nobles que soient ces idéaux, les initiatives d'Omidyar créent des vulnérabilités, en offrant à des puissances étrangères des aperçus détaillés de certaines opérations sensibles — comme les

méthodes de surveillance de la NSA révélées par les fuites de Snowden —, causant ainsi des dommages à la sécurité nationale qu’il ne mesure peut-être pas pleinement. Contrairement à Thiel et Musk, Omidyar ne méprise pas la démocratie ni n’encense les dirigeants autoritaires ; il s’inquiète du pouvoir sans contrôle — qu’il soit corporatiste ou étatique¹⁰. Cela l’a conduit à critiquer les monopoles technologiques et à soutenir les groupes de défense des droits numériques, même s’il a initialement fait fortune en créant un tel monopole (*eBay*)¹⁰. Dans le domaine des OVNI, les valeurs d’Omidyar l’inclineraient naturellement à soutenir les lanceurs d’alerte qui s’expriment (de bonne foi) pour révéler des choses que le public a le droit de savoir¹⁰. *The Intercept* et d’autres médias similaires ont d’ailleurs été des vecteurs pour d’éventuelles fuites liées aux OVNI¹⁰. Pourtant, en repoussant sans cesse les limites de la transparence, Omidyar ouvre aussi la voie à des acteurs mal intentionnés qui peuvent exploiter ces divulgations pour semer la discorde et alimenter la méfiance, en utilisant le discours sur les OVNI comme un outil de déstabilisation. Cela dit, le camp Omidyar valorise aussi la rigueur et la responsabilité dans le journalisme¹⁰. Ils ne cherchent pas à diffuser des allégations infondées qui pourraient désinformer — une tension qui a probablement conduit à des hésitations dans la manière dont *The Intercept* a traité le sujet OVNI (en publiant parfois des points de vue sceptiques)¹⁰. D’un point de vue idéologique, Omidyar soutiendrait probablement une divulgation bien faite — fondée sur des preuves, visant à informer et non à enflammer¹⁰.

Mais dans le climat fiévreux de la divulgation entretenu par d’autres, son approche mesurée peut se retrouver étouffée, facilitant des conditions favorables à des campagnes de désinformation. On pourrait arguer que l’idéologie de la transparence selon Omidyar sert aussi, involontairement, les adversaires étrangers (les fuites de Snowden, bien qu’ayant révélé une surveillance illégale des Américains, ont également alerté la Russie et la Chine sur les méthodes de la NSA)¹⁰. C’est une tension intrinsèque à sa philosophie : il part du principe que les bénéfices à long terme de la vérité surpassent les risques à court terme¹⁰ — une hypothèse qui ne tient pas toujours compte du fait que certains adversaires exploitent stratégiquement les initiatives de transparence à leur avantage. Il s’agit, en quelque sorte, d’une foi idéaliste dans la résilience démocratique — l’idée que, si le public connaît la vérité, il réagira avec sagesse¹⁰.

Mais la question des OVNI met cette foi à rude épreuve : la “vérité” est floue, et les réactions du public sont chaotiques et contradictoires¹⁰. Néanmoins, l’engagement idéologique d’Omidyar reste de diffuser davantage d’informations dans la sphère publique, en faisant confiance au public¹⁰. À ce titre, il s’aligne étrangement avec les idéaux de Musk sur l’accès libre à l’information, mais depuis une position plus sincère et moins conflictuelle¹⁰ — et pourtant, cette insistance partagée sur une ouverture sans limites finit par affaiblir les institutions essentielles à la sécurité nationale.

Lue Elizondo : le lanceur d’alerte autoproclamé du Pentagone

Luis “Lue” Elizondo est apparu en 2017 comme l’homme au cœur des secrets OVNI du Pentagone — du moins, c’est ainsi qu’il s’est présenté. Ancien officier du renseignement militaire, Elizondo s’est décrit comme le directeur d’une unité secrète du Pentagone appelée AATIP (*Advanced Aerospace Threat Identification Program*), chargée d’enquêter sur les phénomènes aériens non identifiés (UAP)^{6,11}. Cette affirmation spectaculaire, mise en avant dans un exposé très médiatisé du New York Times, lui a immédiatement conféré un statut de rock star au sein de la communauté ufologique⁶.



Figure 5: Luis "Lue" Elizondo

Cependant, aucun document officiel n’a jamais prouvé de manière définitive qu’il dirigeait effectivement l’AATIP. Et les déclarations du Pentagone à ce sujet ont été très contradictoires. Dans un premier temps, une porte-parole du Pentagone (Dana White) semblait confirmer le rôle d’Elizondo⁶. Mais en 2019, le Département de la Défense a fait marche arrière : un autre porte-parole a déclaré clairement que « *M. Elizondo n’avait aucune responsabilité liée au programme AATIP lorsqu’il travaillait pour le Bureau du Sous-secrétaire à la Défense pour le Renseignement* »⁶.

Cette confusion affecte directement la perception de la crédibilité des institutions de défense américaines, les rendant vulnérables à une exploitation par des acteurs adverses.

Autrement dit, la position officielle actuelle est que Elizondo n’a jamais dirigé le programme OVNI du Pentagone. Elizondo et ses partisans contestent cette version (ils soutiennent qu’il a pris la direction d’AATIP en 2010 sous une chaîne de commandement différente)⁶. Mais à ce jour, aucune note interne ne l’identifiant clairement comme directeur de l’AATIP n’a été rendue publique. Cette zone grise autour de ses qualifications constitue un premier signal d’alarme^{6,11} — et la fracture entre ceux qui croient à sa version et ceux qui la rejettent pourrait bien être entretenue délibérément par des acteurs malveillants extérieurs à l’institution. Elle illustre parfaitement comment des affirmations non résolues, émanant d’anciens “initiés” autoproclamés, peuvent fragiliser la crédibilité institutionnelle, et finir par servir de prétexte à un sentiment anti-gouvernemental — voire à une déstabilisation constitutionnelle.

Au-delà de la controverse sur son CV, la crédibilité d’Elizondo a été entamée par une série de faux pas publics. À plusieurs reprises, des preuves qu’il a présentées comme des éléments extraordinaires se sont révélées parfaitement banales, nourrissant la suspicion et accentuant la fracture entre les croyants et les sceptiques dans le domaine des OVNI. Ces épisodes n’ont pas seulement renforcé la méfiance à l’égard des récits officiels du gouvernement, ils ont aussi poussé certains partisans des OVNI à considérer Elizondo lui-même comme un agent de désinformation mandaté par le gouvernement, fracturant davantage la confiance du public.

Un exemple marquant : fin 2024, lors d'un événement privé à Philadelphie, Elizondo a montré aux participants une photo haute résolution qu'il a décrite comme « une immense... ville flottant dans le ciel », la comparant au vaisseau extraterrestre dans *Rencontres du troisième type*¹¹. L'image semblait spectaculaire au premier coup d'œil... jusqu'à ce que les sceptiques enquêtent. Le chercheur John Greenwald Jr. a rapidement découvert qu'il ne s'agissait pas du tout d'un OVNI, mais du reflet d'un lustre dans une fenêtre, que quelqu'un avait présenté comme un objet volant non identifié¹¹. Elizondo a été contraint de reconnaître publiquement son erreur, s'excusant sur les réseaux sociaux et remerciant les “démystificateurs participatifs” d'avoir identifié le problème¹¹. Peu de temps après, Elizondo a diffusé une photo floue qu'il affirmait avoir été prise par un pilote, censée représenter un disque de 300 mètres planant au-dessus de la région des *Four Corners* dans le sud-ouest des États-Unis.

La photo, devenue virale, a été rapidement démontée : il ne s'agissait que de deux cercles d'irrigation agricole au sol, disposés de manière à ressembler à une soucoupe volante projetant une ombre, mais qui n'étaient qu'une illusion d'optique due à l'agencement naturel des champs⁸. Il a en outre été découvert que l'image provenait en réalité de l'archive d'images Copernicus, et n'avait pas du tout été prise par un pilote. Les critiques ont noté que l'un des cercles apparaissait plus sombre (terre humide) et l'autre plus clair, créant l'illusion d'une ombre projetée sur un “engin”, alors qu'il ne s'agissait que de terrains agricoles ordinaires⁸. Des bourdes comme celles-ci, bien qu'apparemment anecdotiques, s'additionnent et contribuent à miner la confiance du public. Pire encore, elles peuvent renforcer les efforts des adversaires cherchant à amplifier la désinformation et à déstabiliser les récits sécuritaires des États-Unis.

Ses erreurs se sont accumulées, compromettant la sécurité nationale en exacerbant la méfiance du public et en créant des brèches exploitables par des acteurs adverses. Même le *Hindustan Times*, couvrant l'affaire des Four Corners en 2025, a noté avec ironie qu'Elizondo a à plusieurs reprises promu des preuves OVNI qui se sont révélées fausses, et que de nombreux responsables du Pentagone ont contesté ses affirmations⁸. Certains membres du camp de la divulgation OVNI ont commencé à prendre leurs distances, préoccupés par le fait que le “passif d'Elizondo, consistant à présenter des éléments discrédités”, nuit à leur cause et déstabilise la confiance du public envers les prétendus lanceurs d'alerte issus des milieux gouvernementaux. Peut-être plus accablantes encore sont mes propres accusations, lorsque j'ai publiquement accusé Elizondo de tromperie délibérée.

Ces propos ont été largement relayés dans une interview accordée au *Daily Mail*, où l'on me cite : « Je l'ai vu exagérer ou carrément inventer des informations qui étaient tout simplement fausses », en référence à un incident au cours duquel Elizondo m'a montré une vidéo sur son téléphone personnel, en affirmant qu'il s'agissait d'images OVNI “hautement classifiées”¹¹.

Lors de cet épisode, j'ai immédiatement mis en doute l'authenticité de la vidéo, trouvant hautement improbable que du contenu véritablement classifié circule sur un appareil non sécurisé.

J'ai décrit en détail mon expérience avec Elizondo dans une série d'enquêtes en quatre parties publiées sur *Medium*, accessible ici : [[Medium Article](#)].

Note de Toledo : Les articles ont été traduit en un seul ici :

<https://www.uap-blog.com/jeremy-d-mcgowan-ma-recherche-de-la-verite-sur-les-ovnis/>

Malgré ces controverses, Elizondo continue à se présenter comme un lanceur d'alerte luttant pour révéler des vérités cosmiques que la bureaucratie tenterait de cacher^{6,11}. Comme je l'ai déjà laissé entendre, il croit peut-être sincèrement faire ce qui est juste — mais j'ai du mal à croire qu'il ne mesure pas les conséquences directes que ses actions peuvent avoir sur l'affaiblissement des dispositifs de sécurité nationale. Il a témoigné devant le Congrès, conseillé des sénateurs, et s'est joint à ceux qui réclament la divulgation totale de ce que le gouvernement américain "sait vraiment" sur les OVNI^{6,11}. Cependant, la combinaison de ses affirmations douteuses et de ses nombreux faux pas publics pourrait bien saper la confiance du public dans les institutions critiques, créant un risque réel pour la sécurité nationale. Sa détermination est saluée par certains, mais elle soulève des questions troublantes : Lue Elizondo est-il un véritable initié reconverti en chercheur de vérité ? Ou bien un faussaire — conscient ou non — dont les actions fragilisent la crédibilité des agences gouvernementales et alimentent le scepticisme du public quant à leur légitimité ?^{6,11}.

Elizondo se présente comme un patriote et un chercheur de vérité^{6,7}. Il invoque fréquemment son amour pour son pays et affirme que la raison pour laquelle il milite pour la divulgation, c'est pour « agir dans l'intérêt du peuple américain » et veiller à ce que les menaces potentielles soient prises au sérieux^{6,7}. **Cependant, sa volonté farouche de révéler des opérations militaires et de renseignement sensible fournit directement à des adversaires des États-Unis des informations critiques, et affaiblit la sécurité nationale.** Il a également évoqué des dimensions morales, voire spirituelles, parlant de la préparation de l'humanité à de plus grandes vérités^{6,7}. Sa position est que le gouvernement devrait faire confiance aux citoyens pour recevoir des informations difficiles, et que le secret, pour le secret, est plus dangereux que la transparence^{6,7}.

Pourtant, en insinuant de façon répétée qu'un "État profond" conspirationniste retient des informations cruciales sur les OVNI, Elizondo sape la confiance du public envers les institutions de sécurité essentielles, créant des vulnérabilités déjà exploitées, ou bientôt exploitables, par des adversaires. L'idéologie d'Elizondo prend un ton proche d'un patriotisme anti-autoritaire : il vénère l'armée et le drapeau, mais méprise les bureaucrates de Washington — ces « gratte-papiers » qui, selon lui, n'ont pas su agir face aux données sur les OVNI^{6,7}.

Il s'est associé indirectement au récit du "deep state", suggérant que des intérêts enracinés au sein du gouvernement ont tenté de salir sa réputation et de cacher la vérité⁷ — une posture qui risque d'attiser l'hostilité envers les structures constitutionnelles établies. Philosophiquement, cela le place en harmonie idéologique avec des éléments de la droite politique (les trumpistes anti-"deep state") et de la gauche libertaire (anti-guerre, anti-secret, pro-droits civiques)^{6, 7}. C'est une idéologie opportuniste, qui mobilise n'importe quelle justification pour promouvoir la divulgation. Mais en son cœur, elle repose sur l'idée que la sécurité nationale ne doit pas primer sur le droit à l'information^{6, 7}.

Or, en poursuivant cet objectif de manière agressive et sans retenue suffisante, Elizondo risque d'ouvrir la voie au type de bouleversement constitutionnel prôné par les partisans d'un gouvernement de type PDG (CEO-style governance). Il déclare souvent, en substance : « J'ai combattu pour défendre la Constitution, et cela inclut le droit du public à savoir^{6, 7}. ». Mais on pourrait aussi interpréter sa position comme intéressée : en se présentant comme un juste lanceur d'alerte, il évite de reconnaître qu'il faisait autrefois partie des gardiens du secret^{6, 7}. Quoi qu'il en soit, son activisme a clairement pris une tournure quasi-idéologique, orientée vers la transparence gouvernementale sur les OVNI, et s'inscrit dans des courants anti-establishment plus larges^{6, 7} — des courants qui, lorsqu'ils sont poussés à l'extrême, affaiblissent la cohésion nationale, servent les intérêts des adversaires, et préparent le terrain à des changements de gouvernance profondément déstabilisateurs.

Dr Garry Nolan : le scientifique reconnu aux affirmations extraordinaires

Garry Nolan n'est pas un nom connu du grand public, mais dans les cercles scientifiques et ufologiques, il est une figure éminente — et controversée^{7,9}. Professeur de pathologie à l'université de Stanford, Nolan s'est forgé une réputation remarquable dans les domaines de l'immunologie et des biotechnologies ; c'est un scientifique reconnu, auteur de centaines de publications scientifiques^{7,9}. Pourtant, ces dernières années, il est devenu l'une des voix académiques les plus affirmées pour légitimer les phénomènes OVNI, utilisant ses titres scientifiques pour faire passer le débat des blogs marginaux aux laboratoires universitaires^{7,9} — une position qui, malgré son vernis scientifique, représente un risque pour la sécurité nationale, en légitimant des récits que des adversaires peuvent exploiter pour affaiblir la confiance du public dans les institutions gouvernementales.



Figure 6 Dr. Garry Nolan

L'implication de Nolan a commencé par l'analyse des effets biologiques observés chez des personnes affirmant avoir rencontré des OVNI (par exemple, des lésions cérébrales étranges⁹). Il s'est ensuite intéressé à l'étude d'artefacts physiques présumés issus d'OVNI⁹. En 2022, Nolan a coécrit le tout premier article scientifique évalué par des pairs portant sur des matériaux provenant d'un prétendu OVNI — l'étude concernait un morceau de métal provenant d'un incident survenu à Council Bluffs (Iowa) en 1977⁹.

Les résultats de cette étude étaient mitigés : le métal était principalement composé de fer commun, sans caractéristique extraterrestre concluante (les isotopes étaient normaux, simplement mélangés de manière inhabituelle⁹). L'article se montrait prudent, n'avançant aucune affirmation extraordinaire, et proposait comme simple hypothèse que ce fer fondu pourrait être un déchet de carburant provenant d'un engin avancé⁹. En termes scientifiques, c'était un tout petit pas — intrigant, mais loin de constituer une preuve d'origine extraterrestre⁹. Pourtant, même de petites avancées comme celle-ci, lorsqu'elles sont amplifiées par des figures influentes, peuvent involontairement affaiblir la confiance du public dans les institutions scientifiques et sécuritaires respectées. Cela facilite la propagation de la désinformation, qu'elle soit d'origine étrangère ou nationale.

En dehors du laboratoire, toutefois, Garry Nolan se montre bien moins prudent. Il a fait, dans des forums publics, des affirmations extraordinaires sans fournir la moindre preuve tangible pour les étayer. En mai 2023, lors d'une conférence très médiatisée à Manhattan, le Dr Nolan a choqué l'audience en déclarant : « *Les extraterrestres sont sur Terre depuis longtemps, et ils y sont encore.* »⁷ Il a même renforcé son affirmation lorsque des journalistes l'ont interrogé, en déclarant que la probabilité que la vie extraterrestre ait visité la Terre était de "100 %" ⁷. Venant d'un professeur de Stanford, cette déclaration a fait le tour du monde. Le titre choc — *« Un professeur de Stanford affirme à 100 % que des extraterrestres sont sur Terre »*⁷ — a instantanément offert une caution

scientifique au mouvement pour la divulgation des OVNI. Mais Nolan n'a présenté aucune preuve physique lors de cette conférence ; il ne s'agissait que de son opinion personnelle, sans aucun fondement vérifiable. Il a mentionné de vagues "experts" travaillant à la rétro-ingénierie de vaisseaux écrasés, laissant entendre qu'il disposait d'informations confidentielles⁷. Les sceptiques ont à juste titre souligné qu'avoir une certitude à "100 %" ne transforme pas une croyance en fait, même si celle-ci est exprimée par un scientifique. À ce jour, ni Nolan ni personne d'autre n'a fourni de preuve vérifiable de la présence de corps extraterrestres ou de technologies non humaines. Cela montre clairement que les déclarations audacieuses de Nolan dépassent largement ce que les données disponibles peuvent actuellement étayer⁷.

Un autre épisode a mis en lumière la méthode du Dr Garry Nolan. En 2022, un journaliste australien, Ross Coulthart, a présenté dans son émission consacrée aux OVNI une histoire étrange : Jim Marlin, un ancien promoteur musical âgé, affirmait posséder une sphère métallique de 25 cm, tombée selon lui d'un OVNI dans son jardin il y a des décennies⁹. Cette sphère, que selon Jim des « célébrités ont vue et touchée » (y compris — de façon surprenante — l'actrice Jane Fonda), a été présentée comme une possible "preuve tangible et testable de technologie extraterrestre"⁹. Voyant une opportunité, Coulthart a sollicité Dr Nolan pour analyser "la boule de Jim". Nolan est intervenu en visioconférence alors que la sphère était pesée (exactement 50,0 livres — un chiffre curieusement rond)⁹, et il a récupéré des copeaux métalliques pour les analyser.

Les sceptiques ont immédiatement suggéré qu'il s'agissait probablement d'un composant banal — tel qu'une pièce de vanne ou de roulement⁹. Nolan a néanmoins affirmé qu'il effectuerait des tests et transmettrait ses résultats dans un mois environ⁹. Des mois ont passé. Interpellé sur Twitter, Nolan a fini par admettre qu'il n'avait pas encore commencé l'analyse et qu'il lui faudrait quelques mois supplémentaires⁹. À ce jour, aucun résultat n'a été publié concernant la mystérieuse sphère de Jim. La raison probable : l'objet est sûrement quelque chose de prosaïque — et Nolan sait parfaitement que s'il annonçait qu'il s'agit d'un "engin extraterrestre", il lui faudrait des preuves extraordinaires... qu'il n'a pas⁹.

Ce schéma récurrent — allusions sensationnelles, mais peu de résultats concrets — a fait de Nolan une cible fréquente des critiques^{7,9}. D'un côté, il est célébré par les croyants en OVNI, qui voient en lui celui qui donne une légitimité académique au sujet et qui milite pour une plus grande transparence^{7,9}. De l'autre, des scientifiques et des journalistes d'investigation observent que Nolan laisse souvent entendre qu'il détient des preuves... qui ne se concrétisent jamais^{7,9}. Même certains de ses collègues se demandent discrètement s'il est encore objectif, ou s'il a basculé dans le militantisme^{7,9}. Car Nolan s'est aligné avec plusieurs figures du milieu "croyant" : il a travaillé avec d'anciens chercheurs gouvernementaux spécialisés dans le paranormal, et a même cofondé une organisation à but non lucratif visant à préparer des politiques pour un éventuel contact extraterrestre⁹. Dès lors, la question se pose légitimement : Nolan suit-il les données, ou ses croyances ? Quand il déclare qu'il est certain que les extraterrestres sont ici, tout en affirmant que « la clarté viendra de la science », l'un de ces deux énoncés précède les preuves^{7,9}. La crédibilité de Nolan, et par extension celle de toute démarche scientifique sérieuse sur les UAP, est donc suspendue à un fil^{7,9}. Pour l'instant, il demeure une énigme : un scientifique brillant qui parle comme

s'il avait vu des preuves irréfutables de l'existence des extraterrestres, mais qui n'en a publié aucune permettant au public ou à la communauté scientifique de vérifier ses affirmations^{7,9}.

L'idéologie du Dr Garry Nolan est plus scientifique, mais tout aussi fervente^{1,11,3}. Il défend un empirisme ouvert d'esprit — l'idée selon laquelle il ne faut pas rejeter d'emblée l'hypothèse extraterrestre, aussi stigmatisée soit-elle, mais plutôt « suivre les données » et « aller là où mène la preuve »^{1,11,3}. **Cependant, l'enthousiasme de Nolan et ses déclarations publiques répétées affirmant une certitude absolue quant à la présence extraterrestre — sans preuve vérifiable rendue publique — contribuent involontairement à une méfiance croissante envers les institutions scientifiques et sécuritaires établies, affaiblissant ainsi la capacité de la nation à répondre de manière crédible aux menaces réelles.**

Dans ses interviews, Nolan philosophe souvent sur le fait que l'humanité doit se préparer à accepter de nouveaux paradigmes, et que la science se rend coupable d'aveuglement lorsqu'elle ignore des témoignages crédibles de phénomènes étranges^{1,11,3}. Il cite parfois librement une phrase célèbre de l'écrivain de science-fiction Arthur C. Clarke : « Si nous rejetons ce qui est possible à la recherche de l'impossible, nous pourrions passer à côté de la vérité » (paraphrasé)^{1,3}. Son attitude envers les institutions est légèrement combative : il reconnaît qu'il existe une « stigmatisation » dans le monde académique concernant l'étude des OVNI, et souhaite faire disparaître cet a priori^{1,11,3}. Bien qu'il prône une ouverture scientifique, son alignement persistant avec des figures comme Elizondo — qui véhiculent des récits de dissimulation gouvernementale et de vérités cosmiques cachées — risque de cadrer la question des OVNI de manière qu'elle puisse être exploitée par des adversaires, pour affaiblir la confiance dans les structures de sécurité américaines.

L'idéologie de Nolan pourrait être qualifiée de science de la frontière — repousser les limites, même au prix du ridicule, parce qu'il estime que c'est dans l'intérêt de l'humanité de savoir si nous ne sommes pas seuls^{1,11,3}. Pour lui, la divulgation n'est pas seulement une affaire politique, mais une affaire civilisationnelle^{1,11,3}. Et pourtant, en apportant le poids de son prestige académique à des affirmations non étayées par des données publiquement vérifiables, Nolan confère malgré lui une crédibilité à des récits anti-gouvernementaux susceptibles de favoriser des efforts de déstabilisation de la gouvernance constitutionnelle, au profit de modèles plus centralisés, voire autoritaires. Ses propos prennent parfois une tournure presque spirituelle (il a déjà évoqué comment la découverte d'une présence extraterrestre bouleverserait la religion, l'énergie, etc.^{1,11,3}).

Mais les sceptiques y voient une contradiction : le véritable empirisme exige scepticisme et vérification, alors que Nolan sonne parfois davantage comme un croyant que comme un scientifique impartial^{1, 11, 3}. **Cela dit, son principe directeur reste que la vérité doit être recherchée et révélée — un principe qui recoupe, encore une fois, ceux des autres figures : l'idéologie anti-gouvernementale de Thiel, l'info-libertarisme de Musk, la transparence radicale d'Omidyar, et l'éthique patriotique de divulgation d'Elizondo^{1, 11, 3}. Nolan, ainsi, fournit une justification intellectuelle aux intuitions idéologiques des autres — renforçant involontairement des mouvements qui posent de graves risques à la sécurité nationale et à l'ordre constitutionnel.**

Tous convergent vers une même idée : que cacher l'information est suspect par nature, et que révéler (divulguer) est intrinsèquement une bonne chose^{1, 11, 3} — sans pleinement reconnaître les risques que représente une transparence indiscriminée pour la sécurité nationale.

“Les capitalistes nous vendront la corde avec laquelle nous les pendrons.”

— Attribué à Vladimir Ilitch Lénine, cette phrase résume l'idée des « idiots utiles », c'est-à-dire des personnes dont la coopération involontaire contribue à faire avancer une cause hostile, souvent à leur propre détriment.

“Nous en sommes venus à être l'un des gouvernements les plus mal dirigés... parmi les nations civilisées – non plus un gouvernement fondé sur l'opinion libre, mais un gouvernement dirigé par l'opinion et la contrainte de petits groupes d'hommes dominants.”

Woodrow Wilson, The New Freedom, 1913

Connexions en réseau et agendas convergents

Antécédent historique – Une “finlandisation” sans chars

Dans le manuel stratégique de la guerre froide, on utilisait le terme « finlandisation » pour désigner l’art d’orienter la politique d’un État nominale ment souverain et non-communiste par le biais de leviers économiques, de la pénétration médiatique et de la cooptation des élites — sans faire rouler un seul char au-delà de la frontière¹².

L’objectif n’était pas l’occupation, mais une autocensure soigneusement calibrée : Helsinki s’alignait de manière préventive sur les intérêts soviétiques pour éviter de déplaire à son puissant voisin. La croisade contemporaine pour la divulgation, portée par des milliardaires, reproduit cette logique : en restructurant les flux d’information, en finançant des influenceurs favorables et en menaçant de ruine réputationnelle les responsables qui ne se conforment pas,

ce réseau cherche à réorienter les préférences politiques des États-Unis — sans jamais remettre en cause les urnes ni mobiliser de troupes en uniforme.

L’influence, une fois de plus, se révèle bien moins coûteuse que l’invasion.

Chacune de ces figures est intéressante prise individuellement, mais ce qui est véritablement préoccupant, c'est la manière dont leurs trajectoires et leurs objectifs s'entrecroisent. Même s'ils ne collaborent pas directement, leurs intérêts communs et leurs actions qui se chevauchent forment une toile impossible à ignorer une fois qu'on la perçoit :^{1,2,4,5,7,9,10}

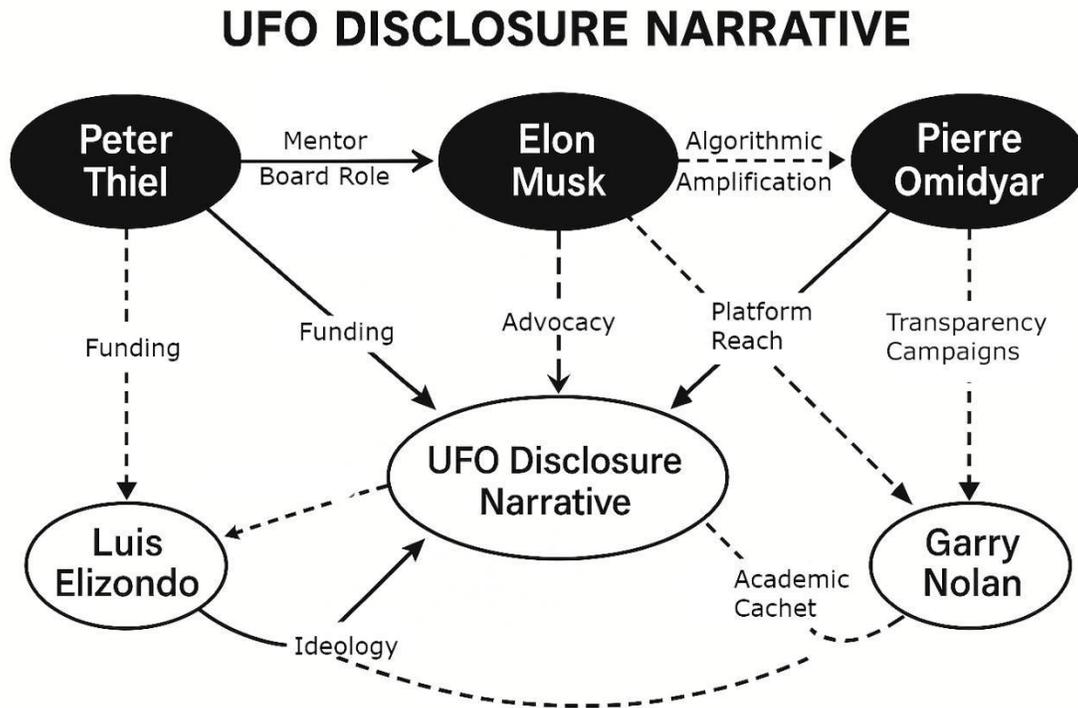


Figure 7: Toile de connexions du récit de divulgation des OVNI

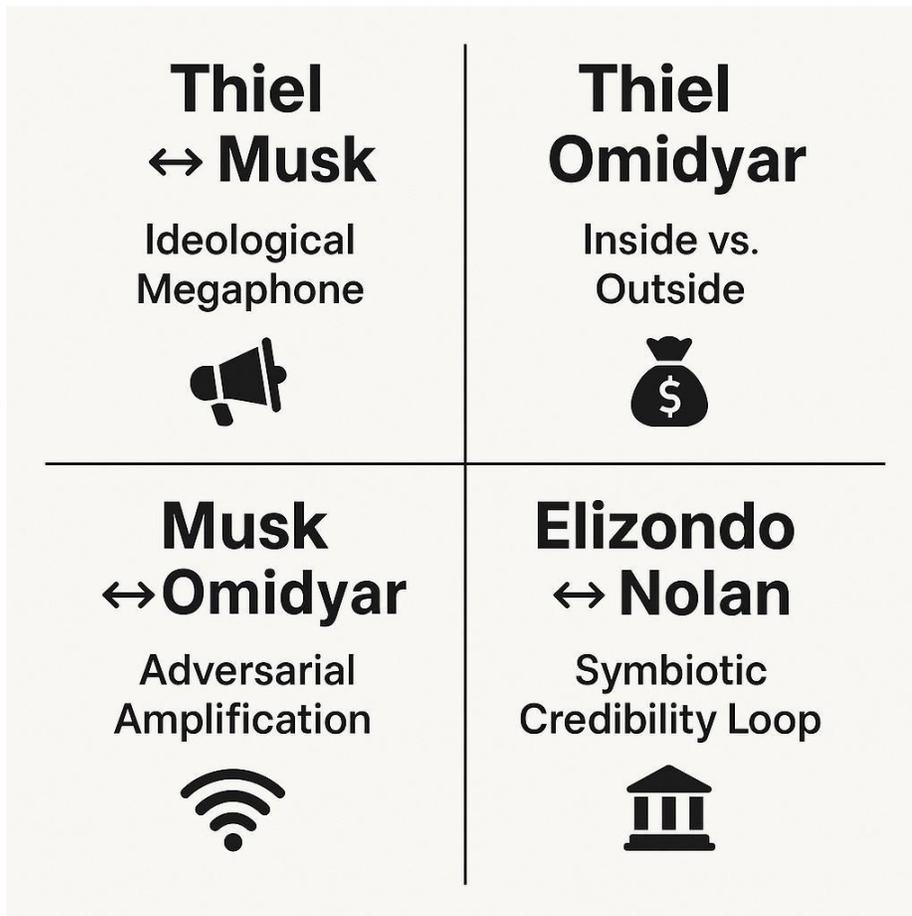
- Thiel et Musk** sont intimement liés par l'histoire et l'idéologie^{1, 2, 5}. Thiel a été un investisseur précoce et un mentor dans les entreprises de Musk (ils font tous deux parties de la célèbre « mafia PayPal »)^{1, 2, 5}. Jusqu'en 2018, Thiel siégeait au conseil d'administration de Tesla, l'entreprise de Musk^{1, 2}. Les deux milliardaires partagent des tendances libertariennes et anti-establishment — par exemple, Musk a reproduit le mépris de Thiel pour les institutions traditionnelles en se moquant des régulateurs et en encourageant une « rébellion » contre les médias conventionnels^{1, 2, 5}. Cette position commune suscite des inquiétudes, notamment en ce qui concerne leurs tentatives directes ou indirectes de déstabilisation des institutions de confiance, ce qui crée des vulnérabilités exploitables par des adversaires des États-Unis. Ce n'est pas une coïncidence si, lorsque Musk s'est lancé dans une croisade en tant que « absolutiste de la liberté d'expression » sur Twitter, cela s'alignait parfaitement avec l'objectif de longue date de Thiel : contourner ce qu'ils perçoivent comme une élite médiatique partielle et contrôlante^{1, 2, 5}. Dans le contexte des discussions sur les OVNI, Musk offre un mégaphone idéal à Thiel et à ses associés pour diffuser largement leurs idées^{1, 2, 5}. Une vidéo d'OVNI divulguée ou une déclaration provocante d'un lanceur d'alerte peut passer de l'obscurité au sujet mondialement viral en quelques heures, grâce à la viralité de la

plateforme X de Musk⁵. Ce partage sans filtre ne risque pas seulement de fuiter des informations sensibles — il crée également de la confusion et de la méfiance, que des acteurs hostiles exploitent certainement. L'influence de Musk sur les réseaux sociaux suralimente le récit anti-establishment de Thiel : qu'il s'agisse du « deep state », de la Réserve fédérale ou des secrets sur les OVNI, tout trouve un haut-parleur sur X^{1,2}. Cette combinaison puissante de récits pourrait être exploitée pour soutenir des efforts radicaux visant à : renverser la Réserve fédérale, affaiblir la gouvernance constitutionnelle, et établir un gouvernement technocratique ou de type “PDG”, remettant fondamentalement en cause les normes démocratiques établies.

- **Thiel et Omidyar** peuvent sembler politiquement opposés — l'un finance des populistes de droite, l'autre penche vers le libéralisme — mais ils partagent une méthode centrale : utiliser la technologie et les médias pour remettre en cause le statu quo de la sécurité nationale américaine^{1,2,10}. Thiel agit de l'intérieur (avec des startups comme Palantir, qui s'implantent dans l'appareil étatique, puis tentent d'imposer des changements de l'intérieur, et par des dons politiques visant à perturber le système^{1,2}) — des actions qui risquent de déstabiliser des opérations critiques de sécurité nationale et peuvent, directement ou indirectement, aider des adversaires. Omidyar agit de l'extérieur (en finançant des journalistes pour révéler des secrets et en soutenant des dissidents¹⁰) — ce qui affaiblit la confiance dans les institutions essentielles. Dans les deux cas, le résultat est que les agences de renseignement et les structures de défense américaines se retrouvent sous pression et sous surveillance accrue^{1,2,10}. Thiel et Omidyar s'opposent à certains aspects de l'appareil de sécurité traditionnel : Thiel a critiqué la CIA et le FBI durant l'ère Trump ; Omidyar, à travers ses médias, a révélé des opérations de la CIA et de la NSA^{1,2,10}. On observe une convergence autour du sujet des OVNI : Les actions des deux hommes permettent à des lanceurs d'alerte douteux ou suspects comme Elizondo (et ceux qui ont suivi) d'être pris au sérieux^{6,10}. Si les alliés médiatiques de Thiel (il a financé des médias conservateurs et influencé certains récits dans la presse de droite) et les alliés médiatiques d'Omidyar (*The Intercept* et d'autres) donnent tous deux de la visibilité à l'idée que « le gouvernement cache des preuves sur les OVNI », cela crée une validation transpartisane de ce récit^{1,2,10}. Cette validation bipartisane peut être exploitable pour affaiblir la gouvernance constitutionnelle et la confiance publique dans les institutions, en alimentant un narratif propice à des changements radicaux dans la structure du gouvernement. Elizondo lui-même a souvent souligné que les OVNI sont une question bipartisane, réunissant de manière unique des factions de l'extrême droite et des libertaires civils de gauche — un pont idéologique renforcé, on pourrait dire, par l'influence combinée de figures comme Thiel et Omidyar^{1,2,10}. C'est une alliance étrange : des milliardaires de la Silicon Valley et des présumés lanceurs d'alerte sur les OVNI, chacun utilisant le travail de l'autre pour faire avancer ses propres objectifs, qu'il s'agisse d'un réalignement politique, d'une remise en cause institutionnelle, ou d'une reconfiguration inconstitutionnelle du pouvoir gouvernemental.^{1,2,10}

- **Musk et Omidyar** entretiennent également une dynamique intéressante, voire quelque peu conflictuelle^{5,10}. La prise de contrôle de Twitter par Musk a poussé Omidyar à investir dans des plateformes sociales alternatives et à critiquer la propagation de la désinformation sur X^{5,10}. Cependant, même lorsqu'ils se trouvent dans des rôles opposés, ils contribuent ensemble à façonner l'espace informationnel d'une manière qui amplifie la désinformation et les théories du complot, sapant ainsi la sécurité nationale des États-Unis en érodant la confiance du public dans les récits officiels^{5,10}. Musk ouvre les vannes, augmentant le risque que des adversaires exploitent la confusion autour de sujets sensibles, tandis que les initiatives d'Omidyar tentent de vérifier les faits ou de contextualiser le flot d'informations — mais pas avant que des dommages potentiels aient été causés^{5,10}. Avec le flot de discussions sur les OVNI, la plateforme X de Musk peut promouvoir une affirmation douteuse — exacerbant la méfiance envers les institutions gouvernementales et offrant des opportunités à des adversaires — pendant qu'un journaliste d'investigation financé par Omidyar pourrait la réfuter. Mais dans un cas comme dans l'autre, le sujet reste dans le cycle médiatique, alimentant en continu l'incertitude du public^{5,10}. L'effet net est que les phénomènes aériens non identifiés (UAP) demeurent un sujet brûlant, tournant en permanence dans l'arène publique, donnant ainsi de l'élan à un mouvement de divulgation qui, malgré ses intentions déclarées, apporte une aide indirecte aux ennemis des États-Unis en sapant la crédibilité des institutions et la gouvernance constitutionnelle^{5,10}.
- **Elizondo et Nolan** sont directement liés : ils apparaissent fréquemment aux mêmes conférences, sur les mêmes podcasts pro-divulgation à faible valeur informative, et consultent les mêmes anciens responsables de la Défense fascinés par les OVNI^{7,9,11}. Nolan a mentionné avoir discuté avec des “lanceurs d'alerte” en coulisses — ce qui inclut très probablement Elizondo lui-même ou des personnes qu'il a mises en relation^{7,9,11}. Les deux hommes ont également été affiliés à TTSA (*To The Stars Academy*), un groupe privé qui a employé Elizondo pendant un temps, et qui collaborait avec des scientifiques comme Nolan pour examiner certains matériaux^{7,9,11}. Alors qu'Elizondo apporte des récits militaires sensationnels et souvent manifestement erronés, Nolan, lui, apporte une caution académique — cependant, cette dynamique crée un écart de crédibilité, car elle risque de donner une légitimité à des affirmations trompeuses ou exagérées, que des adversaires pourraient exploiter pour affaiblir les institutions de sécurité nationale des États-Unis^{7,9,11}. C'est une relation symbiotique : la présence de Nolan rend les propos d'Elizondo plus crédibles (« *un professeur de Stanford ne prêterait pas son nom à des absurdités, n'est-ce pas ?* »), tandis que le mystère d'initié entourant Elizondo donne aux recherches de Nolan un attrait plus excitant (*le professeur n'étudie peut-être pas juste un vieux morceau de métal, il teste peut-être un débris d'OVNI*^{7,9,11}). Ce scénario est idéal pour une exploitation par des services de renseignement étrangers ou des campagnes de désinformation^{7,9,11}. Les deux hommes se renforcent mutuellement dans leurs déclarations publiques, restant soigneusement synchronisés sur leur objectif affiché : obtenir plus de transparence de la part du gouvernement, tout en laissant entendre qu'ils savent plus qu'ils ne peuvent en dire — ce qui alimente la méfiance du public et ouvre la voie à une exploitation par les

adversaires, pour affaiblir la crédibilité institutionnelle de l'Amérique et sa posture en matière de sécurité nationale^{7, 9, 11}. En résumé, Elizondo représente le “quoi” (l'affirmation selon laquelle des preuves sur les OVNI existent et sont dissimulées), et Nolan représente le “et alors ?” (l'affirmation selon laquelle ces preuves pourraient révolutionner la science et méritent toute notre attention) — mais ensemble, leur influence risque de détruire la confiance du public dans la gouvernance constitutionnelle et dans les structures de sécurité établies, préparant le terrain à des bouleversements politiques radicaux, voire inconstitutionnels^{7, 9, 11}.



“Les “idiots utiles” — ces idéalistes qui croient à la beauté de la cause — sont toujours les premiers à être déçus, et une fois désillusionnés, ils deviennent les ennemis les plus acharnés du système.”

— Yuri Bezmenov, ancien officier du KGB spécialisé dans la guerre psychologique, interview télévisée, 1984

Le réseau de Thiel et les partisans des OVNI

Bien qu'aucun lien de financement direct confirmé n'ait été révélé entre Thiel et, par exemple, les activités d'Elizondo, il existe certains recoupements idéologiques et personnels intrigants^{1, 2, 6}. Parmi les soutiens les plus virulents de la transparence sur les OVNI au Congrès, on trouve des membres du Freedom Caucus, alignés sur le nationalisme de l'ère Trump — un mouvement largement financé par Thiel — qui, tout en se réclamant de l'ouverture, est étroitement lié à des efforts de délégitimation des institutions gouvernementales établies, ce qui affaiblit la sécurité nationale et la stabilité constitutionnelle^{1, 2}.

Des représentants comme Tim Burchett et Anna Paulina Luna (tous deux présents lors d'événements de divulgation aux côtés d'Elizondo et Nolan⁸) correspondent parfaitement au profil des politiciens soutenus par Thiel: anti-establishment, populistes, et méfiants envers le “deep state” — amplifiant ainsi des récits exploitables par des adversaires pour affaiblir la confiance du public envers les agences de sécurité nationale^{1, 2}. Il est important de rappeler que J.D. Vance, protégé de Thiel et actuel vice-président des États-Unis, a exprimé son intérêt pour une refonte du secret gouvernemental, et entretient des liens avec des figures intéressées par les UAP^{1, 2}, ce qui suggère une volonté de restructurer, voire de démanteler, les cadres actuels du renseignement et du secret, une orientation que des adversaires pourraient exploiter à leur avantage.

Tout cela signifie que le réseau d'influence de Thiel, qui s'étend aux think tanks et aux bureaux politiques, apporte un soutien tacite et une forme de légitimité à la poussée actuelle pour la divulgation des OVNI^{1, 2}.

En contraste, le réseau d'Omidyar offre une couverture médiatique ouverte et une infrastructure favorable aux lanceurs d'alerte¹⁰, contribuant à déstabiliser les normes établies autour de la gestion des informations classifiées. Le réseau de Musk, quant à lui, fournit le relais médiatique, le buzz social, et la normalisation⁵, créant un environnement propice à la désinformation et à une manipulation potentielle par des puissances étrangères. Le sujet des OVNI, autrefois marginal, a désormais été normalisé en grande partie parce que ces réseaux lui ont donné de l'oxygène sous plusieurs angles^{1, 2, 5, 10} — et l'une des inquiétudes majeures est que cette normalisation coordonnée entraîne une érosion de la confiance dans les institutions américaines, et facilite une transformation inconstitutionnelle plus large, vers une structure de pouvoir moins démocratique et plus centralisée.

En fin de compte, ces figures forment une ligne d'influence qui démantèle rapidement les barrières traditionnelles du secret gouvernemental. Les responsables du renseignement, qui étudiaient auparavant les incidents liés aux UAP à huis clos, sont désormais soumis à une pression constante de la part d'acteurs politiques et médiatiques influents, déterminés à forcer la divulgation de ces informations au grand jour. **Cette poussée, présentée comme une démarche de transparence, comporte un risque bien réel : celui d'une divulgation involontaire d'informations classifiées sensibles qui ne sont pas liées aux OVNI. Par exemple, un employé subalterne du Département de la Défense, sans contexte suffisant, pourrait tomber sur des images ou des données qu'il interpréterait à tort comme une preuve de technologie extraterrestre. Pensant agir dans**

l'intérêt du public, il pourrait se transformer en lanceur d'alerte très médiatisé — avant de réaliser plus tard que ce qu'il a divulgué n'était pas une preuve de vie extraterrestre, mais une technologie militaire domestique hautement classifiée. Cette divulgation, au lieu de révéler des extraterrestres, aurait en réalité révélé à des adversaires une capacité stratégique ultra-protégée, compromettant gravement la sécurité nationale.

Chaque membre de ce réseau a quelque chose à gagner dans ce chaos croissant. Les milliardaires saisissent l'occasion d'affaiblir des agences qu'ils méprisent ou combattent, telles que la Réserve fédérale, le FBI ou le Pentagone, affaiblissant ainsi les piliers fondamentaux de la sécurité nationale et des mécanismes démocratiques de contrôle. Les partisans de la divulgation sur les OVNI, quant à eux, obtiennent des alliés puissants et des plateformes médiatiques pour faire avancer leur cause, même si cela perturbe profondément les normes entourant le secret gouvernemental et les informations classifiées. Pourtant, cette convergence entraîne une augmentation dramatique du risque: celui que la quête de "vérité" sur les OVNI se retrouve entrelacée avec des luttes de pouvoir et des intérêts motivés par le profit. Finalement, cette situation n'ouvre pas seulement la porte à une exploitation par les rivaux des États-Unis — elle prépare également le terrain à un effondrement de la confiance publique, crée un espace propice à des formes de gouvernance plus centralisées voire autoritaires, et pose de graves menaces à la sécurité nationale.

Chronologie des événements clés

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés à l'atmosphère tendue d'aujourd'hui, il faut retracer les événements clés ayant lié les milliardaires de la tech, les révélations sur les UAP, et l'évolution des récits publics au cours de la dernière décennie :

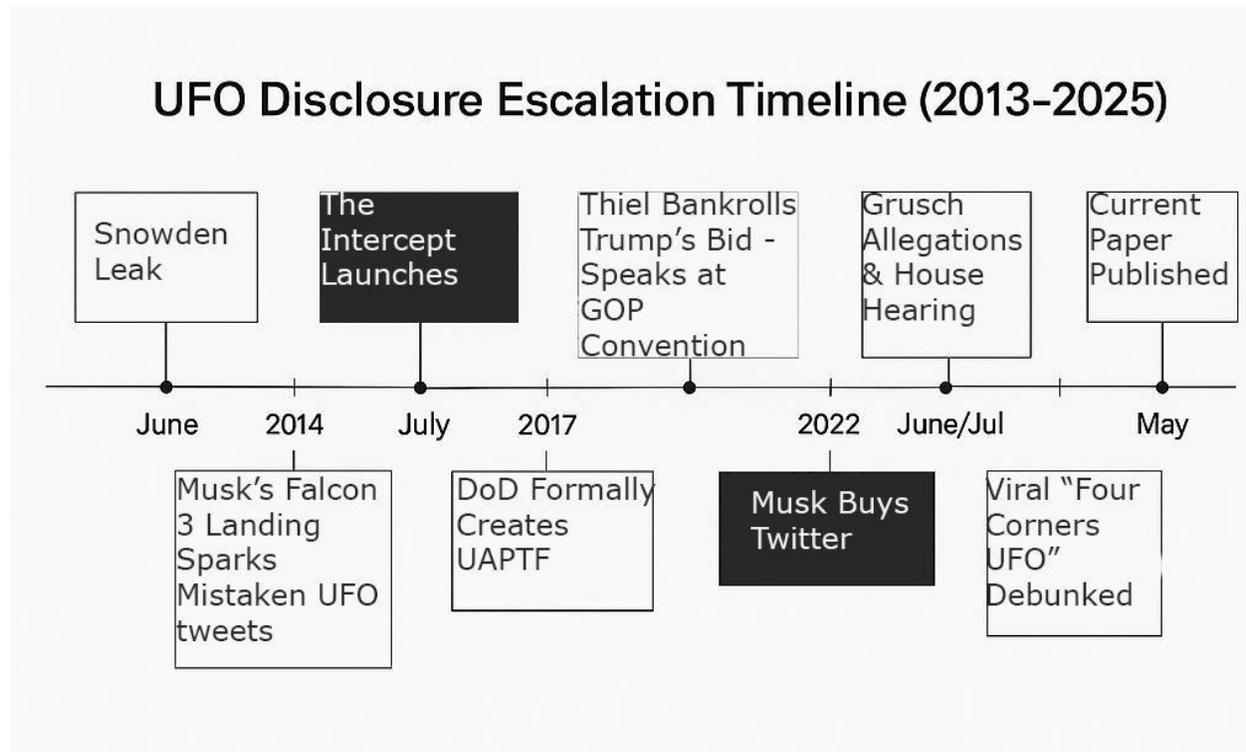


Figure 8 Escalation Timeline

2013–2014 : La fuite Snowden et la naissance d'un nouveau média :

Un prestataire de la NSA, Edward Snowden, divulgue une masse de documents classifiés révélant l'existence d'un système de surveillance mondiale. Glenn Greenwald, Laura Poitras et Jeremy Scahill publient ces fuites avec le soutien de Pierre Omidyar, qui fonde The Intercept pour faciliter de futures révélations¹⁰. La Communauté du renseignement américaine est ébranlée par cette exposition sans précédent — des actions qui, tout en prônant la transparence, ont en réalité révélé des méthodes critiques de sécurité nationale et fourni aux adversaires des informations essentielles sur les capacités de surveillance des États-Unis. Un précédent dangereux est établi : divulguer des secrets peut désormais apporter la célébrité et un statut de "héros"¹⁰, ce qui incite à de futures fuites potentiellement préjudiciables aux intérêts sécuritaires américains. La même année, dans un essai passé inaperçu, Peter Thiel déclare que la démocratie est incompatible avec la liberté, signalant ainsi son rejet du statu quo¹². Thiel commence discrètement à investir dans les médias et la politique pour soutenir cette vision contraire à l'ordre établi¹², posant ainsi les fondations d'un projet visant à remplacer les institutions démocratiques par une structure de gouvernance plus centralisée, de type "PDG", ce qui constitue une menace directe pour les principes constitutionnels.

2015–2016 : Premiers frémissements dans la tech et la politique

Peter Thiel contribue au financement de la campagne présidentielle de Donald Trump en 2016, et monte sur la scène de la Convention nationale républicaine (RNC) pour annoncer une nouvelle alliance entre la Silicon Valley et le populisme nationaliste¹² — une alliance qui mine subtilement les mécanismes traditionnels de contrôle démocratique, et ouvre la voie à un gouvernement plus autoritaire, de type “PDG”. En arrière-plan, la popularité d’Elon Musk explose avec Tesla et SpaceX, tandis qu’il adopte une posture publique iconoclaste faite de déclarations provocantes⁵, cultivant une image de figure rebelle face à l’autorité et aux institutions, ce qui affaiblit la confiance du public dans les agences gouvernementales chargées de la sécurité nationale. Chez SpaceX, Musk lance des satellites et des fusées que le public confond parfois avec des OVNI⁵ — premières manifestations de la manière dont la technologie privée peut alimenter des observations d’OVNI. Bien que ces méprises semblent anodines, elles préparent le terrain à une confusion du public, créant une atmosphère que les adversaires ne manqueront pas d’exploiter, soit pour cacher leurs propres activités aériennes, soit pour alimenter des campagnes de désinformation. Pendant ce temps, le sujet des OVNI reste encore relégué aux fans de la série *X-Files* et aux raretés journalistiques publiées dans quelques journaux locaux.

Fin 2017 : la divulgation des OVNI devient grand public

En décembre, le *New York Times* publie un article-choc révélant l’existence de l’AATIP, un programme secret du Pentagone sur les phénomènes aériens non identifiés (UAP), et présente Lue Elizondo comme l’ancien directeur de ce programme^{4, 6}. (Bien qu’on apprenne plus tard que presque tout dans l’article était erroné, le mal était déjà fait.) Pour la première fois, des images officielles de caméras embarquées militaires montrant des objets aériens mystérieux (dont la célèbre vidéo du « Tic Tac ») sont rendues publiques^{4, 6}, exposant des capacités critiques de surveillance américaine ainsi que des paramètres de capteurs que des adversaires exploitent désormais. Cela légitime instantanément le sujet, mais introduit en parallèle de graves risques pour la sécurité nationale, en normalisant la fuite de données militaires sensibles ou classifiées. Elizondo, après avoir officiellement « démissionné » du Pentagone, rejoint le groupe TTSA (*To The Stars Academy*) fondé par Tom DeLonge, ex-star du rock devenu passionné d’OVNI^{4, 6}, afin de pousser la divulgation encore plus loin. En coulisses, on découvre que l’ancien chef de la majorité au Sénat, Harry Reid, avait parrainé le programme AATIP, et avait confié une grande partie du contrat à l’industriel de l’aérospatiale Robert Bigelow (figure extérieure à ce réseau mais pertinente)^{4, 6}. L’entreprise de Bigelow avait produit des rapports évoquant des phénomènes très spéculatifs — des informations ayant fuité, alimentant des spéculations débridées^{4, 6}, ce qui a encore affaibli la confiance du public dans l’autorité gouvernementale, et ouvert la voie à des récits que les adversaires peuvent exploiter pour de la désinformation ou des opérations de diversion. Les digues commencent à céder, menaçant la crédibilité institutionnelle et la sécurité nationale.

2018–2019 : Narrations contradictoires et offensive médiatique Thiel–Omidyar

À mesure que la fièvre des OVNI monte (multiplication d’articles, de segments télévisés), le Pentagone tente de minimiser la situation. En mai 2019, un porte-parole du DoD confirme que les UAP sont suffisamment réels pour justifier une enquête^{4, 6}, mais déclare aussi très clairement

qu'Elizondo n'était pas officiellement impliqué⁶. Ce revirement du Pentagone — qui sous-entend qu'Elizondo ment sur son rôle — est couvert par des médias comme *The Intercept*^{6, 10}, renforçant l'idée que les contradictions internes minent la confiance du public dans l'armée et la communauté du renseignement, et offrent aux adversaires des opportunités d'exploiter ces divisions. (*Fait intéressant : le scepticisme de The Intercept place les médias d'Omidyar dans une posture prudente face aux affirmations d'Elizondo, tout en restant pro-transparence sur le fond*¹⁰ — ce qui alimente la perception d'une incompetence institutionnelle.) Pendant ce temps, l'influence de Peter Thiel se renforce au sein de l'administration Trump et des médias d'extrême droite^{1, 2}, poussant un agenda qui affaiblit les institutions démocratiques fondamentales. Chuck Johnson, proche de Thiel, enquête sur des sujets « étranges » comme les OVNI et les capacités psychiques au nom d'alliés de Trump, laissant entendre que certaines composantes du réseau de Thiel explorent le paranormal comme outil politique^{1, 2}, dans le but de délégitimer les agences fédérales. En 2019 également, des géants de la Silicon Valley comme Thiel et Musk commencent à exprimer plus ouvertement leur mépris pour "l'establishment" : Thiel suggère que la CIA pourrait être biaisée contre Trump ; Musk intensifie son usage de Twitter pour contourner les journalistes^{1, 2, 5}, créant des récits alternatifs qui peuvent déstabiliser la confiance du public dans les sources d'information vérifiées et les structures de sécurité nationale.

En juillet 2019, TTSA publie le mémo surnommé « Alien Ranch » ainsi que d'autres sous-entendus glorifiés (sans preuves) laissant entendre que des fragments de technologie extraterrestre existent, ce qui renforce l'intérêt du public — tout en faisant courir le risque de divulguer des capacités technologiques classifiées que des adversaires pourraient exploiter. Nolan commence discrètement à analyser certains métamatériaux fournis par TTSA, conférant ainsi une légitimité à ces efforts de divulgation à risque. Cependant, le milieu de l'année 2019 marque également la première grande vague de réfutations : le *New York Post* et d'autres tabloïds publient des articles mal vérifiés sur les OVNI (par exemple à propos d'alliages récupérés), des récits que des scientifiques réfutent rapidement, ce qui sème le doute dans le public et affaiblit davantage la confiance dans l'intégrité des responsables de la sécurité nationale et de leurs communications. En réaction, les partisans deviennent plus prudents et cherchent à associer des noms crédibles à leur démarche — des personnalités comme le Dr Nolan — ce qui renforce des récits susceptibles, involontairement, d'aider des adversaires en sapant la crédibilité du renseignement et de la défense des États-Unis.

2020 : Pandémie et reconnaissance des UAP par le Pentagone

Au milieu de la distraction causée par le COVID-19, deux événements majeurs surviennent. Premièrement, le Pentagone établit officiellement la "Unidentified Aerial Phenomena Task Force" (UAPTF) et, pour la première fois dans l'histoire, confirme publiquement que les UAP sont des phénomènes réels qu'il étudie activement⁴. Bien que cette décision vise à la transparence, elle crée involontairement une brèche que des adversaires peuvent exploiter pour obtenir des informations sur des capacités de défense classifiées. Cela donne davantage de légitimité au mouvement ; même les rapports officiels du gouvernement reconnaissent que des pilotes rencontrent des objets inconnus⁴, ce qui accroît la confusion du public sur les compétences militaires des États-Unis, et

offre des opportunités d'exploitation stratégique à des puissances adverses. Deuxièmement, l'environnement informationnel chaotique de la pandémie, saturé de théories du complot sur les réseaux sociaux, établit un précédent : des idées marginales peuvent atteindre une diffusion massive. En 2020, Elon Musk utilise Twitter pour diffuser des prises de position controversées sur le COVID et les confinements⁵, renforçant son image de voix anti-conformiste, et affaiblissant ainsi la confiance du public dans les institutions établies, ce qui facilite les efforts de désinformation des adversaires. Parallèlement, Peter Thiel redouble son soutien aux cryptomonnaies, qu'il présente comme l'avenir³, minant implicitement la confiance dans les monnaies soutenues par l'État (comme le dollar et la Réserve fédérale), et soutenant des récits pouvant déstabiliser le système financier américain, tout en encourageant des appels à une gouvernance autoritaire ou dirigée par des intérêts privés. La rhétorique de Thiel à cette époque — présentant le Bitcoin comme une arme contre la monnaie fiduciaire — fait écho au discours de la divulgation sur les OVNI, vu comme une arme contre le secret gouvernemental³. Cette connexion entre les récits financiers et sécuritaires risque de fragiliser les institutions critiques, d'encourager les forces antidémocratiques, et de fournir aux adversaires des leviers pour exploiter les divisions internes.

2021 : Nouvelles voix et fissures dans la crédibilité

En 2021, le sujet des OVNI atteint un niveau maximal de visibilité. Le Congrès ordonne un rapport non classifié sur les UAP, publié en juin, qui reconnaît plus de 140 incidents inexplicables et déclare que des études supplémentaires sont nécessaires⁴. Le sénateur Marco Rubio et d'autres s'inquiètent que ces phénomènes puissent être des drones d'adversaires étrangers ou des technologies affichant des capacités que les États-Unis ne possèdent pas⁴, ce qui alimente la frénésie autour de la divulgation, et contribue involontairement à révéler des vulnérabilités potentielles — offrant ainsi une opportunité d'exploitation à des adversaires. Côté médias, des segments majeurs de *60 Minutes* mettent en avant Elizondo et d'anciens pilotes de la Navy^{4, 6}, renforçant l'idée que les OVNI représentent une question sérieuse de sécurité nationale, et non une simple fiction. Mais cela affaiblit en parallèle la confiance du public, car ces voix présentent une crédibilité contestée.

Dans le même temps, des journalistes d'investigation et sceptiques commencent à creuser le passé des figures de la divulgation. Fin 2021, les questions sur le rôle réel d'Elizondo au Pentagone s'intensifient ; le site *The Black Vault* (de John Greenwald) obtient via la FOIA des documents qui semblent indiquer qu'il n'a jamais dirigé l'AATIP, et Politico ainsi que Military Times publient des articles sur la controverse. Elizondo réagit en déposant une plainte officielle, affirmant qu'il est victime d'une campagne de diffamation au sein du Pentagone⁶, ce qui alimente encore davantage les récits de méfiance institutionnelle — récits que des adversaires ne manqueront pas d'exploiter pour affaiblir la cohésion américaine et la confiance dans l'intégrité du gouvernement. De son côté, le Dr Garry Nolan s'avance davantage dans la sphère publique : il accorde une interview approfondie à Vice et intervient dans des podcasts où il parle de l'analyse de matériaux inhabituels et d'effets biologiques, laissant entendre que des "résultats exotiques" sont à venir⁹ — bien qu'aucune publication concrète n'ait encore vu le jour — ce qui alimente des spéculations publiques risquant d'éroder davantage la confiance envers les institutions scientifiques et gouvernementales.

Parallèlement, The Intercept, financé par Omidyar, publie un article critique soulignant que certaines affirmations sur les OVNI devancent les preuves disponibles, et révélant même le scepticisme interne du Pentagone à l'égard d'Elizondo¹⁰. Ainsi, à la fin de l'année 2021, le mouvement de divulgation est à son apogée médiatique, tout en étant sous une pression croissante en raison de son manque de preuves concrètes^{6,9,10}, créant un environnement propice à la manipulation par des acteurs hostiles désireux d'exploiter les divisions et incertitudes américaines.

2022 : Rachat de Twitter et avalanche de fuites

Une année charnière. En octobre 2022, Elon Musk rachète Twitter pour 44 milliards de dollars et commence presque immédiatement à réintégrer des comptes bannis et à assouplir les règles relatives à la désinformation⁵. Cela transforme la plateforme en un Far West numérique, juste à temps pour un flot de nouvelles affirmations sur les OVNI, ce qui sape considérablement la sécurité nationale en favorisant la prolifération de campagnes de désinformation, que des adversaires étrangers ne manqueront pas d'exploiter. Fin 2022 et début 2023, de nombreuses rumeurs de “lanceurs d'alerte” circulent sur Twitter : des récits non vérifiés de soucoupes écrasées et de corps extraterrestres apparaissent, souvent issus de comptes anonymes, mais amplifiés par des personnalités plus connues⁵. Musk lui-même tweete occasionnellement des plaisanteries sur les OVNI⁵, ce qui brouille encore davantage la frontière entre le scepticisme officiel et les spéculations en ligne, créant un terrain fertile pour les adversaires désireux d'exploiter la confusion et la méfiance envers les récits officiels.

En parallèle, les investissements politiques de Peter Thiel portent leurs fruits en 2022 : deux candidats soutenus par Thiel, J.D. Vance et Blake Masters, se présentent au Sénat (Vance est élu, Masters échoue de peu)^{1,2}. Vance, désormais sénateur, se positionne comme une figure anti-establishment, prête à poser des questions taboues — y compris sur les OVNI^{1,2} — ce qui s'aligne avec l'objectif plus large de Thiel : refonder la gouvernance autour d'un modèle centralisé de type “PDG”, en contradiction directe avec les normes constitutionnelles. L'initiative Project 2025 de la Heritage Foundation s'accélère également, décrivant comment une future administration pourrait démanteler la fonction publique (y compris la direction de la communauté du renseignement) et prendre un contrôle direct^{1,2}, ce qui menace gravement la stabilité des institutions critiques et expose des opérations sensibles de sécurité nationale. Ce projet ne porte pas explicitement sur les OVNI, mais le fil conducteur est clair : la confiance dans l'État permanent est au plus bas, et des acteurs comme Thiel souhaitent le démanteler^{1,2}. Dans ce climat, les partisans de la divulgation trouvent de nouveaux alliés à Washington, faisant progresser un programme qui, en exposant publiquement les méthodologies de défense américaines, profite indirectement à des entités hostiles. Au Congrès, un “UAP Caucus” bipartisan est créé. De nouvelles lois sont proposées pour créer une archive des documents OVNI et même pour offrir une amnistie aux agents qui révéleraient des informations sur les OVNI^{4,6}. Tout cela aurait été impensable avant 2017 — c'est la preuve de l'efficacité du réseau dans sa redéfinition des UAP comme un sujet sérieux^{1,2,4,6} — mais cette même efficacité augmente aussi les risques pour la sécurité nationale en normalisant la divulgation publique d'informations sensibles ou exploitables.

2023 : Frénésie autour des lanceurs d’alerte, puis retour de bâton

Cette année marque sans doute le sommet de la poussée pour la divulgation. En juillet, un ancien officier du renseignement, David Grusch, témoigne devant le Congrès que le gouvernement américain possède des “véhicules non humains” et même des corps^{4, 6} — confirmant sous serment ce qui relevait auparavant du folklore conspirationniste OVNI. Les déclarations explosives de Grusch font la une des médias^{4, 6}. Son récit est d’abord publié par The Debrief, un média fondé par des journalistes ayant collaboré avec TTSA (et donc, avec Elizondo et Nolan^{6, 9}). Le moment est bien choisi : la confiance du public envers le gouvernement est déjà fragile, et désormais, même le Congrès discute de dissimulations extraterrestres^{4, 6} — ce qui crée un scénario exploitable par les puissances adverses, qui sauront tirer parti de cette érosion de la confiance et du sensationnalisme pour camoufler leurs propres activités de renseignement ou manipuler l’opinion publique.

2023 apporte également son lot de débouloonnages embarrassants, qui modèrent l’enthousiasme. On note le fiasco du “lustre-mère” d’Elizondo fin 2023⁷, qui l’a fait passer pour négligent ou crédule, et a exposé le mouvement de divulgation à des accusations de comportement irresponsable, en diffusant des affirmations invérifiées et des fantasmes déguisés en faits. Plus tôt dans l’année, une autre vidéo très médiatisée, promue par le réalisateur Jeremy Corbell (proche de nombreuses figures de la divulgation), s’est révélée être probablement des fusées éclairantes ou des drones⁷ — montrant la vulnérabilité créée par des affirmations hâtives, que des adversaires pourraient exploiter pour entretenir la confusion et la méfiance. Le Dr Garry Nolan, de son côté, subit de vives critiques de ses pairs scientifiques pour avoir déclaré avec certitude, lors de la conférence SALT, que “les extraterrestres sont ici à 100 %”¹¹ — des propos jugés sensationnalistes et indignes d’un professeur de Stanford. Cela démontre que des voix autoritaires donnant crédit à des affirmations non vérifiées peuvent déstabiliser le débat public rationnel et favoriser un climat social propice aux campagnes de désinformation. Enfin, des journalistes d’investigation, dans des médias comme le *New York Times* ou le *Washington Post*, commencent à réagir avec une couverture plus sceptique, rappelant que, malgré tout ce vacarme, aucune technologie extraterrestre ou preuve tangible n’a été vérifiée publiquement^{7, 11} — des contrepois utiles mais insuffisants face aux dégâts déjà causés à la confiance publique et à la crédibilité institutionnelle. À la fin de 2023, la tension est palpable : les croyants sont plus convaincus que jamais que la divulgation est imminente, tandis que les sceptiques (y compris des scientifiques et des experts en sécurité nationale) avertissent que cette dynamique flirte avec une forme de délire dangereux^{7, 11} — un délire qui dégradera significativement la confiance du public dans les fonctions essentielles du gouvernement, et facilitera des objectifs contraires aux intérêts nationaux.

2024 : Carrefours – Déstabilisation ou découverte ?

En 2024, le décor est planté pour une confrontation entre les partisans de la divulgation et l’establishment de la sécurité nationale^{1, 2, 10}. Le plan directeur du “Project 2025” est dévoilé, présentant une feuille de route pour qu’une prochaine administration prenne le contrôle des agences et révèle des secrets de longue date (ou, comme le craignent les sceptiques, évince des fonctionnaires de carrière susceptibles de résister à des divulgations politisées^{1, 2}). Cela révèle un risque profondément inquiétant : le démantèlement des mécanismes de contrôle institutionnels, au

profit de l'instauration d'un pouvoir exécutif de type "PDG", portant gravement atteinte aux garanties constitutionnelles et à la stabilité nationale. Les alliés de Thiel sont en position d'assumer des postes-clés si un candidat compatible remporte la présidence^{1,2}, ce qui annoncerait une centralisation du pouvoir conforme à la vision technocratique de Thiel, en opposition directe avec les principes traditionnels de gouvernance démocratique. Du côté d'Omidyar, *The Intercept* traverse une période de turbulences : le média réduit certaines de ses activités en raison de désaccords internes,

et Glenn Greenwald, l'une de ses figures emblématiques, est parti depuis longtemps, apparaissant désormais dans des médias de droite pour critiquer le secret gouvernemental sous un angle différent¹⁰ — ce qui alimente ironiquement une narration de méfiance institutionnelle, utile aux puissances étrangères cherchant à exploiter les divisions internes et la confusion. Elon Musk, solidement installé à la tête de X, se positionne comme un faiseur de rois dans l'élection, et continue à autoriser un discours sans limites sur sa plateforme, incluant des discussions virales sur de prétendues auditions gouvernementales sur les OVNI, jusqu'à des cas flagrants de désinformation⁵ — créant ainsi des conditions idéales pour que des acteurs hostiles insèrent des récits visant à déstabiliser la confiance du public dans les fonctions essentielles du gouvernement, mettant ainsi en danger la sécurité nationale.

Début 2024 apporte également une nouveauté : la NASA et d'autres agences gouvernementales, sous pression, tiennent des réunions publiques pour discuter des UAP et annoncent de nouveaux efforts scientifiques pour les étudier (tentant de reprendre le contrôle du récit par une analyse rigoureuse)⁴⁶. Mais ces efforts peinent à susciter l'intérêt, dans un environnement médiatique où les affirmations sensationnalistes éclipsent la science nuancée⁴⁶. À la mi-2025, la photo de l'OVNI de 300 mètres prise dans la région de Four Corners, présentée par Elizondo (et réfutée comme étant des cercles d'irrigation)⁸, devient un symbole de l'état troublé des choses – même les partisans de la divulgation diffusent involontairement de fausses alertes. À mesure que la saison électorale s'intensifie, certains candidats politiques marginaux intègrent la divulgation des OVNI dans leur programme, la présentant comme un volet d'une lutte plus large contre la corruption^{4,6,8}.

2025 : Et maintenant ?

Alors que nous entrons dans l'année 2025, le public est à la fois captivé et désorienté. Une part importante des Américains soupçonne que "le gouvernement ne nous dit pas tout" au sujet des OVNI – un sentiment activement encouragé par le nexus Thiel-Musk-Omidyar et leur réseau^{1,2,4,5,10}, sapant la confiance du public dans les institutions gouvernementales clés et bénéficiant aux adversaires qui tirent parti de l'instabilité intérieure. Avec l'arrivée au pouvoir d'une administration Trump favorable au Project 2025, on assiste à des tentatives agressives de déclassification et à une purge de certains responsables (ce qui fait craindre à certains une divulgation sélective, orientée politiquement^{1,2}) — ce qui soulève des préoccupations légitimes quant à une concentration inconstitutionnelle du pouvoir exécutif et un affaiblissement des mécanismes de contrôle et d'équilibre. La crédibilité de figures comme Elizondo et Nolan est en jeu : soit une preuve concrète est révélée prochainement, soit le public, las d'attendre en vain, les rejettera, ce qui accentuera

encore davantage la méfiance déjà élevée envers les récits officiels et affaiblira la résilience de la société face aux opérations d'influence étrangère potentielles^{7, 8, 9, 11}.

Tout au long de cette chronologie, un fil rouge demeure constant : la confusion entre recherche authentique et agenda politique^{1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11}. Ce qui avait commencé, à l'origine, comme une volonté d'enquêter sur des observations militaires d'OVNI s'est, en 2025, retrouvé enchevêtré dans des guerres culturelles, de la propagande alimentée par des milliardaires, et des inquiétudes géopolitiques^{1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11}. Cette confusion persistante entre recherche légitime et spéculation exploitée stratégiquement offre aux adversaires des États-Unis un terrain fertile pour la guerre informationnelle et l'exploitation, mettant en péril la sécurité nationale. La propagation de la méfiance envers les institutions fondamentales est instrumentalisée pour affaiblir la gouvernance constitutionnelle, en facilitant une dérive vers des modèles de gouvernement autoritaires ou de type PDG^{1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11}. Les prochains chapitres détermineront si ce mouvement provoque une révélation majeure, ou s'il ne fait que miner la confiance du public en toute chose^{1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11}, avec des conséquences graves pour la démocratie et la stabilité nationale.

Influence sur la perception publique et la sécurité nationale

L'influence de ce nexus sur la conscience publique a été immense – et à double tranchant. D'un côté, ils ont incontestablement réussi à faire passer les OVNI/UAP du statut de tabou à celui de tendance. De l'autre, la manière dont cela a été fait et les conséquences potentielles méritent une sérieuse inquiétude. La poussée agressive pour la divulgation — bien qu'elle soit présentée comme de la transparence et de la vérité — risque de saper de manière significative la confiance du public envers les institutions clés de la sécurité nationale. En promouvant de manière répétée des récits suggérant une vaste tromperie gouvernementale, ce nexus offre aux adversaires étrangers une ouverture pour exploiter une confiance affaiblie du public, déstabilisant les protocoles de sécurité établis et les normes constitutionnelles. En encourageant le scepticisme à l'égard de la gouvernance démocratique traditionnelle et en endossant implicitement un glissement vers une forme de leadership centralisé de type PDG, ces figures créent les conditions favorables aux adversaires cherchant à exploiter les divisions internes des États-Unis.

Façonner la croyance du public : Il y a cinq ans, si vous évoquiez une dissimulation des OVNI à un dîner, on levait probablement les yeux au ciel^{4,6,7,11,3}. Aujourd'hui, grâce en grande partie aux efforts décrits, vous déclencheriez probablement une conversation sérieuse^{4,6,7,11,3}. Les sondages montrent une hausse significative du nombre d'Américains qui pensent que le gouvernement cache l'existence d'une vie extraterrestre^{4,6,7,11,3}. En poussant sans relâche ce récit par le biais de documentaires, réseaux sociaux, vidéos fuitées et même le Congrès, le réseau Thiel-Musk-Omidyar et leurs alliés ont normalisé la croyance en un vaste secret gouvernemental sur les OVNI^{4,6,7,11,3}. Surtout, ils l'ont fait tout en arborant des signes d'autorité : un investisseur milliardaire (Thiel) laissant entendre qu'il a entendu certaines choses, un professeur de renommée mondiale (Nolan) affirmant que les extraterrestres sont ici, des militaires décorés (Elizondo et des pilotes de chasse) affirmant avoir vu "quelque chose"^{4,6,7,11,3}. Cet effet d'aura d'expertise signifie que même des affirmations fantastiques sont prises au sérieux^{4,6,7,11,3}. Pourtant, en élevant des théories marginales et en amplifiant la méfiance envers les institutions légitimes de la sécurité nationale et de la démocratie, ces figures influentes ont créé des vulnérabilités exploitables par les adversaires, déstabilisant la confiance du public et la gouvernance constitutionnelle. La boucle d'amplification de Musk sur X permet à ces affirmations de toucher des populations jeunes et connectées, bien au-delà des passionnés traditionnels d'OVNI^{4,5}, ce qui accroît les risques d'érosion de l'esprit critique face aux menaces crédibles et détourne l'attention du public des véritables enjeux de sécurité nationale.

Le résultat est un mélange curieux de fascination et de méfiance chez le public^{4,5,6,7,11,13}. Les gens sont fascinés par la possibilité d'un contact extraterrestre — une idée véritablement bouleversante — mais le récit qui accompagne cette possibilité repose sur l'idée d'une incompétence ou d'une malveillance du gouvernement^{4,5,6,7,11,13}. Ainsi, l'enthousiasme est souvent teinté d'un sous-entendu : “Nos dirigeants nous ont menti pendant des années.” Cela peut engendrer du cynisme et de la colère^{4,5,6,7,11,13}. En effet, de nombreux forums dédiés à la divulgation des OVNI regorgent de sentiments anti-gouvernementaux, frôlant parfois les théories du complot façon QAnon (“qu'est-ce qu'ils nous cachent d'autre ?”)^{4,5,6,7,11,13}. Ce récit, amplifié par des figures puissantes comme Thiel, Musk, Omidyar, Elizondo et Nolan, risque d'affaiblir gravement la confiance du public dans les institutions démocratiques et la gouvernance constitutionnelle, ouvrant la voie à une exploitation directe de cette méfiance accrue par des adversaires^{4,5,6,7,11,13}. Le nexus n'a pas créé cette méfiance envers le gouvernement – elle existait déjà – mais il y a versé du carburant de fusée en laissant entendre que même la théorie la plus folle (les extraterrestres !) pourrait être vraie^{4,5,6,7,11,13}. Ce faisant, ils ont probablement érodé la base minimale de confiance nécessaire à toute communication gouvernementale^{4,5,6,7,11,13}. Par exemple : si demain la NASA annonçait “nous avons trouvé de la vie microbienne sur Mars”, une découverte scientifique extraordinaire, une partie du public pourrait répondre : “Bien sûr... mais on ne vous fait pas confiance – vous avez sûrement trouvé des extraterrestres il y a longtemps et ne nous l'avez jamais dit”^{4,5,6,7,11,13}. Ce scepticisme corrosif, nourri et normalisé par les activités du nexus, risque désormais de devenir une menace dominante pour la cohésion nationale et la stabilité^{4,5,6,7,11,13}.

Superposez à ce tableau les chiffres bruts : il y a cinq ans, un sondage Gallup estimait que moins de 35 % du public croyait à une dissimulation gouvernementale concernant les extraterrestres ; les derniers sondages dépassent désormais les 55 %, soit un basculement d'environ 60 millions d'adultes^{13,14}.

Chez les 18 à 34 ans — une tranche d'âge qui s'informe principalement via des flux algorithmiques plutôt que par des sources vérifiées — ce chiffre dépasse les 70 %. Ce changement démographique est significatif : c'est cette même cohorte qui alimente en officiers subalternes les forces armées, en analystes la communauté du renseignement (IC), et en ingénieurs les sous-traitants de la défense. Lorsque leur réflexe par défaut face à un briefing classifié devient : « Ils mentent », alors c'est le tissu fragile qui relie l'ensemble civil-militaire qui commence à se désagréger.

L'amplification algorithmique accentue encore davantage l'effet. Un simple clip sensationnaliste — par exemple, « un colonel à la retraite confirme l'existence d'un engin interstellaire », diffusé sur TikTok — peut atteindre dix millions de vues avant même que les responsables de la communication du Pentagone ne parviennent à organiser une réfutation. À ce stade, des centaines de vidéos dérivées de réactions ont déjà pullulé. Chaque remix retransmet l'affirmation initiale, mais y ajoute de nouvelles spéculations : récupérations d'épaves, hommes en noir, bases secrètes sur la Lune. La toile de rumeurs devient auto-régénératrice : réfutez un nœud, dix autres apparaissent pendant la nuit. Des fermes à trolls étrangères insèrent discrètement de faux « témoignages de témoins » pour attiser la frénésie, confiantes que les équipes de modération de contenu des plateformes, déjà débordées, hésiteront à modérer des récits de « lanceurs d'alerte patriotes ».

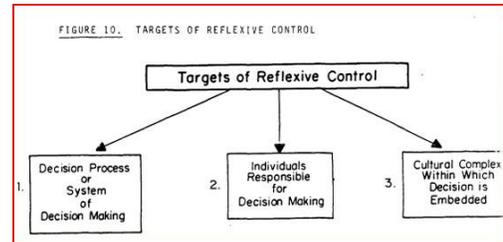


Figure 7 Diane Chotikul, *La théorie soviétique du contrôle réflexif dans une perspective historique et psycho-culturelle : une étude préliminaire, Rapport technique NPS55-86-013 (Monterey, Californie : École navale postdoctorale, juillet 1986), ADA 170 613.*

Les conséquences à long terme débordent largement le champ des OVNI. Les données environnementales, les statistiques sur les pandémies, même les indicateurs économiques de routine sont désormais exposés aux mêmes cascades de suspicion : « *Si le gouvernement peut cacher des extraterrestres, pourquoi pas les chiffres de l'inflation ou l'origine d'un agent pathogène ?* » Le consensus politique s'effondre dans une guerre de tranchées épistémique perpétuelle, chaque camp brandissant sa propre constellation de « preuves de chercheurs citoyens ». Dans un tel environnement, les opérations d'influence des adversaires nécessitent moins d'efforts et de budget : les Américains eux-mêmes entretiennent volontairement la chaudière de la désinformation. Reconstruire la confiance prend des décennies ; l'éroder ne demande que quelques cycles viraux, instrumentalisés par des magnats charismatiques et des initiés médiatisés. **À moins que les citoyens ne réapprennent à exiger la corroboration plutôt que le charisme, et la méthodologie plutôt que les mêmes, la notion même de réalité empirique partagée — sur laquelle repose toute délibération démocratique — risque de sombrer dans une chute libre irréversible, laissant la République vulnérable aux adversaires impatientes de se repaître de son attention collective fracturée.**

Saper les institutions : d'un point de vue de sécurité nationale, cette érosion de la confiance est périlleuse⁴⁻⁷. Les gouvernements démocratiques dépendent d'un certain niveau de crédibilité pour maintenir l'ordre et mettre en œuvre des politiques⁴⁻⁷. Si une large partie de la population pense que le Pentagone ment systématiquement – que ce soit à propos des OVNI, des ballons espions chinois, ou d'autre chose – alors même les déclarations officielles véridiques risquent de ne plus être crues⁴⁻⁷. **Cette érosion de la confiance, accélérée par des figures influentes comme Thiel, Musk, Elizondo, Nolan et Omidyar, ne risque pas seulement de désorienter le public, elle crée également des vulnérabilités que les adversaires exploitent pour affaiblir la sécurité des États-Unis⁴⁻⁷.** Les implications sont évidentes : imaginez une crise future (disons une prétendue observation d'OVNI qui est en réalité un drone étranger repérant une base)⁴⁻⁷. Si le Gouvernement

affirme : « Il s’agit probablement d’un drone chinois », mais que les influenceurs populaires crient : « C’est un camouflage ! Ce sont des extraterrestres ! », un nombre non négligeable de citoyens pourrait choisir de croire la seconde version⁴⁻⁷. Les adversaires exploiteront cette confusion.⁴⁻⁷ C’est le terrain de jeu classique de la désinformation : semer le doute, regarder un pays s’emmêler dans ses propres contradictions⁴⁻⁷. Les rivaux des États-Unis observent absolument cette saga de divulgation des OVNI avec intérêt⁴⁻⁷. Elle leur enseigne que les Américains peuvent désormais être facilement amenés à douter des explications de leur propre armée⁴⁻⁷. Dans un scénario de conflit, inonder les réseaux sociaux de faux “lanceurs d’alerte” ou de vidéos “fuitées” trafiquées distraie et démoralise le public⁴⁻⁷. En favorisant l’instinct qui pousse à croire les fuites sensationnalistes plutôt que les briefings officiels, ce nœud d’influence contribue directement aux intérêts des adversaires en affaiblissant la sécurité cognitive de l’Amérique – c’est-à-dire la capacité du public à distinguer les faits de la fiction dans les affaires de défense nationale – et en créant ainsi les conditions propices à des dérives anticonstitutionnelles ou à des interventions étrangères opportunistes⁴⁻⁷.

Un parallèle historique inquiétant doit alerter sur ce danger. La doctrine soviétique du contrôle réflexif avertissait qu’une « réticence à examiner les preuves à la lumière de croyances alternatives mène à des désastres en matière d’alerte »¹², parce que les adversaires peuvent concevoir des récits qui exploitent directement les angles morts cognitifs de la cible. Quand le discours public est inondé de révélations sensationnalistes, mais privé de validation rigoureuse, la nation perd sa capacité à faire la différence entre de véritables signaux d’alerte et du bruit fabriqué — précisément la condition préalable qui a déjà été exploitée dans des échecs du renseignement passés¹².

Maintenant, considérez les effets en cascade de ce doute instrumentalisé à grande échelle. Un simple post viral — amplifié algorithmiquement à des dizaines de millions de vues en quelques heures — dépasse le bureau de presse du Pentagone, domine tous les bandeaux de journaux télévisés, et fige un faux récit dans l’opinion avant même que les faits officiels ne soient rendus publics.

Les agences de renseignement doivent alors gaspiller de précieuses ressources à démentir des rumeurs au lieu de contrer de véritables menaces dans le monde réel ; et ces agences sont très mauvaises dans cet exercice. Le résultat : une traînée stratégique sur la capacité opérationnelle ; les planificateurs ne peuvent plus agir efficacement quand le domaine informationnel lui-même devient un champ de bataille hostile. Cette érosion est cumulative. Chaque nouvelle « fuite », chaque clip sensationnaliste de podcast, creuse une fracture supplémentaire dans les fondations de la confiance publique. À mesure que les fissures s’élargissent, les acteurs malveillants — qu’ils soient étatiques ou non étatiques — sont invités à déverser une désinformation corrosive dans ces brèches.

Ils n’ont pas besoin de convaincre chaque citoyen ; faire basculer 10 % de la population dans la méfiance envers les alertes officielles lors d’une crise peut retarder les ordres d’évacuation, encombrer les communications d’urgence avec des rumeurs, et, en fin de compte, coûter des vies américaines. Si elle n’est pas contrôlée, cette méfiance se métastase en paralysie politique sur Capitol Hill. Les législateurs, lisant les mêmes flux sociaux pollués que leurs électeurs, hésitent à

financer des programmes cruciaux ou à autoriser des opérations de contingence urgentes, craignant une réaction hostile d'un électorat conditionné à soupçonner des arrière-pensées.

Les adversaires comprennent parfaitement cette emprise psychologique. Ils savent qu'une Amérique qui doute d'elle-même est une Amérique entravée — incapable de projeter une dissuasion claire, incapable de s'unir derrière une stratégie cohérente à long terme.

Ce n'est pas un futur hypothétique ; la boucle de rétroaction se forme déjà. Chaque minute que le cirque de la divulgation occupe les gros titres est une minute que les unités cybernétiques adverses passent à analyser quels récits fracturent le plus efficacement le consensus américain.

La nation s'approche du point de bascule où une simple accusation de dissimulation pèse plus lourd que des données télémétriques vérifiables, et où la tyrannie du contenu viral supprime la chaîne de commandement. Dans un tel environnement, les ennemis de la République n'ont plus qu'à continuer d'alimenter la machine ; la machine fera le reste, dévorant la confiance, la discipline, et, ultimement, la cohésion essentielle à la sécurité nationale.

Exposition des capacités aux adversaires

Il existe également un risque direct de révéler les capacités et les limitations des États-Unis^{4,5,6,7}. Certains partisans de la divulgation insistent pour que tout soit révélé — y compris peut-être la manière dont nous suivons les OVNI (ce qui implique des radars, des satellites et des capteurs également utilisés pour les avions ennemis)^{4,5,6,7}. Mais les généraux et les officiers du renseignement avertissent qu'il existe de bonnes raisons pour lesquelles certaines données restent classifiées^{4,5,6,7}. Par exemple, si les États-Unis possèdent des images satellites infrarouges d'un objet étrange se déplaçant à Mach 10, les publier pourrait révéler aux adversaires les spécifications de la résolution et du taux d'image de nos satellites^{4,5,6,7}. De même, des documents détaillant les rencontres avec des PAN pourraient, par inadvertance, exposer des tactiques, de l'entraînement ou des faiblesses. En effet, comme l'a noté le sénateur Rubio, certains PAN pourraient être des drones étrangers ou des engins avancés — auquel cas, diffuser comment et quand nous les avons détectés apprend à ces adversaires comment éviter la détection la prochaine fois. Cette poussée excessive de la part du nexus Thiel-Musk-Omidyar, motivée par la transparence ou par leurs propres agendas politiques et idéologiques, néglige des considérations critiques de sécurité opérationnelle, aidant ainsi involontairement les ennemis des États-Unis en révélant des méthodes de détection classifiées ou des vulnérabilités militaires^{4,5,6,7}. Ironiquement, la société Palantir de Thiel existe pour donner un avantage au renseignement américain — je me demande ce que pensent les ingénieurs de Palantir du fait que leur patron favorise des fuites qui pourraient annuler cet avantage, sapant l'appareil de sécurité nationale même que Palantir est conçu pour renforcer. De telles actions risquent d'affaiblir la gouvernance constitutionnelle en encourageant un environnement de fuites perpétuelles, préparant ainsi le terrain pour des formes de contrôle plus autoritaires sous couvert de réformes nécessaires^{4,5,6,7}.

Maintenant, ajoutez à cela les enjeux concrets qui figurent rarement dans les discussions creuses des podcasts sur la “divulgation”. Une seule spécification de capteur — disons, le niveau de bruit d’un détecteur infrarouge basé dans l’espace — peut permettre à un adversaire de niveau équivalent de reconfigurer ses essais de planeur hypersonique de sorte que la traînée thermique ne dépasse jamais ce seuil, rendant le satellite effectivement aveugle. Révélez la fréquence de répétition d’impulsions d’un radar transhorizon, et un atelier de guerre électronique à Pékin peut programmer une onde de brouillage avant l’heure du déjeuner. Divulgez l’horodatage exact où un destroyer de la Navy a pour la première fois détecté un PAN approchant, et vous remettez à des planificateurs étrangers un chronomètre pour calibrer les fenêtres de détection après lancement, leur permettant de gagner des minutes sur une chronologie de première frappe.

Le danger se multiplie lorsque des tactiques opérationnelles sont exposées en même temps que des spécifications techniques. Si des journaux de bord fuités montrent que les équipages Aegis passent à un protocole de sélection d’arme spécifique chaque fois qu’un contact non identifié franchit X milles nautiques, un adversaire peut élaborer des profils de leurres pour déclencher ce protocole de manière répétée, épuisant les stocks de missiles ou masquant une véritable attaque. De même, des comptes rendus de pilotes mis en ligne peuvent inclure des indicatifs radio, des manœuvres de formation ou des seuils de règles d’engagement — des miettes de pain qu’un service de renseignement hostile peut assembler dans un manuel pour inciter les avions américains à adopter des schémas prévisibles.

C’est pourquoi presque toutes les directives de sécurité des Five Eyes martèlent le même refrain: des capacités révélées sont des capacités neutralisées. Les absolutistes de la transparence ignorent un siècle de jeu du chat et de la souris en matière de renseignement électromagnétique, qui prouve qu’une fois qu’un adversaire sait ce que vous pouvez voir, le champ de bataille penche en sa faveur. Pire encore, les alliés qui partagent leurs données les plus précieuses avec Washington dans l’idée qu’elles resteront compartimentées pourraient revoir cette coopération si l’Amérique acquiert une réputation de mise en commun participative de télémetries classifiées pour apaiser les influenceurs des réseaux sociaux. L’effet domino pourrait démanteler les réseaux multinationaux de fusion de capteurs — des flux transfrontaliers du NORAD (Commandement de la défense aérospatiale de l’Amérique du Nord) au bouclier de défense antimissile balistique de l’OTAN — laissant chaque nation se débrouiller seule.

Considérez comment une culture de fuites goutte à goutte alimente un cycle politique vicieux. Chaque divulgation non autorisée pousse le Congrès à exiger davantage d’auditions de supervision ; chaque audition entraîne la mise en lumière de nouveaux annexes classifiés ; les adversaires aspirent les miettes d’information ; puis les faucons invoquent un environnement de menaces croissantes pour justifier des mesures de contrôle domestiques extraordinaires. Ironiquement, les mêmes acteurs qui crient à une ouverture radicale pourraient accoucher du régime même de surveillance autoritaire qu’ils prétendent combattre, simplement parce qu’ils n’ont pas compris que le secret, appliqué avec discernement, n’est pas l’ennemi de la démocratie mais l’un de ses derniers remparts indispensables.

Camouflage d'opérations de déstabilisation

Un autre angle est que le discours sur les OVNI pourrait être un écran de fumée^{4,5,6,7}. Les planificateurs soviétiques avaient un mot pour cette technique : maskirovka — « camouflage, dissimulation et tromperie », une stratégie qui doit rester plausible aux yeux de l'ennemi pour fonctionner. Les « révélations sur les OVNI », vagues mais prêtes pour les gros titres, fonctionnent de la même manière : elles présentent juste assez de crédibilité apparente pour attirer les journalistes, enrager les sceptiques et détourner les ressources analytiques, tout en obscurcissant les véritables objectifs des opérateurs — qu'il s'agisse de capture politique, d'exfiltration d'informations ou d'épuration institutionnelle. C'est certes une idée plus conspirationniste, mais qui mérite d'être envisagée compte tenu de la sophistication stratégique de Thiel et d'autres^{4,5,6,7}. Tandis que le public et les médias poursuivent les révélations sur les OVNI, d'autres manœuvres pourraient se dérouler en arrière-plan^{4,5,6,7}. Par exemple, une tentative d'éliminer les éléments déloyaux au sein des agences, ou d'installer des dirigeants alignés sur la vision de Thiel, pourrait être menée sous couvert de répondre à la « crise OVNI »^{4,5,6,7}. Déjà, nous voyons des appels à réformer les systèmes de classification et à renforcer les lanceurs d'alerte — peut-être bien intentionnés, mais de telles réformes pourraient être exploitées pour évincer des responsables perçus comme des obstacles à l'agenda d'une nouvelle administration. L'activisme pour la divulgation fournit une justification populaire pour fouiller chaque recoin du Pentagone et de la communauté du renseignement, aidant les adversaires en créant du chaos et en affaiblissant les capacités de renseignement des États-Unis. Il n'est pas difficile d'imaginer un scénario où, disons, une commission spéciale dotée de vastes pouvoirs serait créée « pour découvrir la vérité sur les OVNI », et que cette commission soit remplie d'idéologues qui s'en servent pour accabler des agences pour des échecs sans lien ou pour exposer des secrets qui n'ont rien à voir avec les extraterrestres mais servent à embarrasser certains responsables. De cette manière, le mouvement de divulgation des OVNI pourrait devenir un cheval de Troie pour des objectifs politiques plus larges et anticonstitutionnels — y compris la délégitimation et le démantèlement d'institutions cruciales (FBI, CIA, etc.) que certaines factions, notamment celles associées à Project 2025, cherchent depuis longtemps à contrôler ou à remplacer par un modèle de gouvernance plus centralisé et autoritaire.

Project 2025 appelle explicitement à une purge de l'appareil de sécurité nationale ; quel heureux hasard si l'humeur du public exige également des purges au nom de la recherche d'extraterrestres ou de technologies cachées^{4,5,6,7}.

Le nexus (Thiel-Musk-Omidyar) n'a peut-être pas conspiré explicitement pour créer cette situation, mais leurs actions ont sans aucun doute nourri un environnement propice à la manipulation par des forces hostiles à la démocratie constitutionnelle et à l'intérêt national.

Maintenant, faites une pause un instant et imaginez le déroulement du plan.

Étape un : inonder la sphère informationnelle d'indices alléchants — engins écrasés, autopsies secrètes, chuchotements en laboratoire au sujet d'« intelligences non humaines ».

Étape deux : exiger une législation de « transparence » radicale, présentée comme un impératif moral visant à libérer l’humanité du secret.

Étape trois : intégrer des agents loyaux dans les commissions de surveillance ainsi créées ; étiqueter tout fonctionnaire de carrière qui rechigne à une déclassification imprudente comme un « gardien », un « survivant de l’État profond », un « lèche-bottes », un « flic fédéral », ou, en langage abrégé des réseaux sociaux, simplement comme faisant partie de la dissimulation.

À l’étape quatre, la dissidence interne s’autocensure, les archives sont assignées massivement à comparaître, et les mêmes pare-feux institutionnels qui protégeaient autrefois les sources clandestines, les ouvertures satellites et la doctrine de commandement et de contrôle nucléaire sont démantelés au nom de la divulgation cosmique — car le nexus a créé une époque où le public croit que le gouvernement cache des extraterrestres.

Maintenant, ajoutez à cela les acteurs de menace externes : des services de renseignement étrangers peuvent introduire de fausses “fuites” parfaitement alignées avec le récit — images satellites trafiquées montrant des engins exotiques survolant des champs de missiles, mémos falsifiés alléguant des programmes secrets de récupération de crashes — sachant que les militants de la divulgation se précipiteront pour amplifier ces informations sans jamais les vérifier.

Chaque document falsifié devient un prétexte pour une nouvelle chasse aux sorcières, une nouvelle épuration, une nouvelle exigence d’ouvrir des coffres-forts qui n’ont jamais été conçus pour Instagram.

La bureaucratie se vide de son expertise à mesure que les analystes chevronnés partent ou sont forcés de partir, et leurs chaises vacantes sont remplies par des idéologues dont l’ascension est due non au mérite mais à leur serment de loyauté envers le nouvel ordre.

Aucune de ces étapes ne nécessite un marionnettiste maître. Une fois la boucle de rétroaction établie — indignation publique → épuration institutionnelle → vulnérabilité opérationnelle → nouveau scandale —, les acteurs malveillants n’ont qu’à lui donner un petit coup de pouce de temps en temps. La République fait le reste des dégâts toute seule.

Au niveau doctrinal, les planificateurs adverses appellent cela le « contrôle réflexif » : inciter un adversaire à entreprendre des actions auto-destructrices en manipulant sa perception de la réalité. Dans ce cas, la perception est que le salut réside dans la suppression immédiate de chaque rideau classifié, sans se rendre compte que derrière certains rideaux se trouvent les verrous qui maintiennent les adversaires à distance et assurent la sécurité du peuple.

Et lorsque le vide inévitable d’expertise s’installe, l’appel à une “stabilisation d’urgence” arrive comme prévu — venant des mêmes architectes qui ont déclenché la frénésie, offrant un modèle de gouvernance simplifié, centré sur l’exécutif, comme remède au chaos qu’ils ont contribué à provoquer.

Ce mouvement, qui a commencé avec des slogans populistes du type « **Montrez-nous la vérité !** », **se terminera par une concentration du pouvoir entre des mains moins nombreuses et moins responsables**, prouvant une fois de plus que **le chemin le plus court de la culture conspirationniste au contrôle autoritaire est pavé par une transparence instrumentalisée**

Sécurité publique et panique

Il y a aussi l'impact psychologique et social^{4,5,6,7}. Jusqu'à présent, les discussions sur les extraterrestres ont été excitantes, voire amusantes, pour le public — sans provoquer de panique^{4,5,6,7}. Mais si un point de bascule est atteint, où un nombre significatif de personnes croit vraiment que des extraterrestres hostiles sont présents et que le gouvernement est impuissant ou complice, cela pourrait déclencher la peur, des comportements irrationnels et des troubles sociaux généralisés^{4,5,6,7}.

Cette situation pourrait facilement être exploitable par des adversaires cherchant à déstabiliser la société américaine ou à distraire les agences gouvernementales à des moments critiques^{4,5,6,7}. C'est un scénario peu probable, mais l'histoire nous met en garde (par exemple, la diffusion radiophonique de *La Guerre des mondes* en 1938, qui a provoqué une panique)^{4,5,6,7}.

Imaginez maintenant une vague de vidéos deepfake d'une "attaque d'OVNIs" diffusées sur X pendant une crise géopolitique^{4,5} — exactement le genre de scénario devenu plausible lorsque des plateformes puissantes laissent circuler des désinformations sans contrôle.

Le public américain resterait-il calme et lucide, ou les institutions peineraient-elles à maintenir l'ordre ?^{4,5,6,7}

Le climat de méfiance installé par le mouvement de divulgation, encouragé par des figures du nexus Thiel-Musk-Omidyar, augmente considérablement la probabilité d'une panique et d'une confusion généralisées, affaiblissant la capacité de la nation à réagir efficacement lors de véritables urgences en matière de sécurité nationale^{4,5,6,7}.

Amplifiez cette réaction en chaîne et les conséquences deviennent viscérales. Les rayons des supermarchés se vident en une nuit tandis que des "cartes de signalements" virales convainquent des millions de personnes que l'évacuation équivaut à la survie. Les salles d'attente des urgences débordent de "brûlures par radiation" psychosomatiques, saturant les lignes de triage et détournant le personnel médical des vraies victimes. Un seul clip truqué — un F-35 englouti par un rayon de plasma généré par ordinateur (CGI) au-dessus d'une ville américaine — déclenche une avalanche d'appels au 911 qui submergent les centres de dispatch en quelques minutes. Les marchés financiers, déjà hypersensibles à cause du trading algorithmique, détectent la hausse des discussions et liquident les actions de la défense et de l'aviation, effaçant des milliards de dollars dans les fonds de retraite avant la fin de la journée de bourse. Pendant ce temps, des cyberacteurs hostiles lancent des pièges d'hameçonnage déguisés en mises à jour d'alertes d'urgence, infiltrant les réseaux d'entreprises pendant que les équipes de sécurité sont distraites à gérer la panique des employés.

Les agences locales d'application de la loi — formées à gérer des émeutes ou des ouragans, pas une invasion extraterrestre — font face simultanément à des mouvements de foule éclair devant des bases de l'Air Force, à des barrages routiers de “citoyens enquêteurs” près de champs de missiles, et à des milices armées jurant de “défendre la Terre” contre une dissimulation.

Les commandants de la Garde nationale doivent choisir entre disperser des foules de civils terrifiés ou se redéployer vers des zones de regroupement pour une intervention en cas de catastrophe naturelle non liée, divisant ainsi un effectif déjà réduit.

À l'intérieur du Pentagone, les délais de prise de décision s'effondrent : les hauts responsables sont contraints de tenir des conférences de presse en pleine nuit pour démentir des hologrammes, au lieu de surveiller la télémétrie réelle des missiles.

Les adversaires n'ont qu'à s'asseoir et récolter les fruits du chaos. Une série coordonnée de comptes anonymes peut faire pencher la narration de panique dans la direction la plus favorable à leurs objectifs stratégiques — peut-être une demande de désactivation des défenses aériennes “pour ne pas provoquer les visiteurs”, ou un appel populiste à remplacer “les généraux incompetents” par des idéologues venus de l'extérieur.

Le chaos politique qui en résulte est un multiplicateur de force qu'aucune arme cinétique ne peut égaler. À ce moment-là, c'est l'intégrité du tissu social, et non la sophistication d'un bombardier furtif, qui détermine si la République résiste à la tempête ou se fracture sous le poids de sa propre imagination psychotique

Sécurité nationale contre droit de savoir

Le dilemme fondamental ici consiste à équilibrer les secrets légitimes de sécurité nationale avec le droit du public de connaître les activités de son gouvernement^{1, 2, 10}. Le groupe constitué autour de Thiel, Musk et Omidyar prend clairement parti en faveur d'une divulgation maximale (pour des raisons différentes : idéologiques, économiques, ou par croyance authentique en la transparence)^{1, 2, 10}. Ils ont déplacé la fenêtre d'Overton à tel point que même des législateurs traditionnellement prudents parlent désormais ouvertement des OVNI^{4, 6}.

Cette évolution présente, à bien des égards, des aspects positifs — comme la responsabilisation vis-à-vis de programmes tels que l'AATIP et une meilleure prise de conscience des enjeux liés à la sécurité de l'espace aérien^{4, 6}. Pourtant, en repoussant ainsi les limites, ce groupe tend à ignorer les risques liés à une divulgation incontrôlée, notamment le fait qu'elle pourrait involontairement aider des adversaires étrangers en révélant des méthodes et capacités de renseignement^{1, 2, 10}.

Ce qui se perd dans les hashtags et les slogans médiatiques, c'est l'architecture minutieusement construite et calibrée avec soin, qui garantit l'efficacité des opérations clandestines sans basculer dans un pouvoir incontrôlable. La classification n'est pas un trou noir sans discernement ; c'est une structure de compartiments gradués — mots-codes SCI, programmes à accès spécial (SAP), restrictions NOFORN — chacun établi parce qu'une génération précédente d'officiers a appris,

généralement au prix du sang versé, exactement quel niveau de détail permet à un adversaire de comprendre et reproduire un avantage stratégique.

Quand les maximalistes crient « Dévoilez tout ! », ils remettent en réalité un trousseau de crochets aux services hostiles du GRU de Moscou jusqu'à la Force Qods de Téhéran.

Prenons un exemple concret : les signatures orbitales de renseignement de mesure et signature (MASINT) concernant un véhicule hypersonique adverse. Publier ces traces télémétriques au nom d'une transparence radicale, simplement parce qu'un idéologue subalterne croit qu'il s'agit d'un vaisseau extraterrestre, fournirait immédiatement à Pékin la connaissance précise des profils de lancement invisibles aux capteurs américains. En moins d'un cycle budgétaire, l'Armée populaire de libération (APL) déploierait une variante qui passe sous ces bandes de fréquence. La satisfaction immédiate d'une prétendue « ouverture » se transforme alors, dans la réalité, en obligation coûteuse et non financée de reconstruire une architecture de détection à plusieurs milliards de dollars — tout cela pendant que l'équilibre stratégique glisse de la dissuasion vers une possible erreur d'appréciation.

À moins que les partisans de la divulgation soient prêts à assumer les coûts — en argent, en termes de dissuasion, et en vies américaines — leur rhétorique absolutiste ne relève guère plus que de la posture morale. La transparence est une vertu ; mais une divulgation incontrôlée, à l'heure de confrontations avec des puissances rivales de même niveau, est une invitation à la catastrophe et à une refonte complète du système américain.

Scepticisme crédible contre conspiracisme

L'impact le plus immédiat concerne peut-être la qualité du débat public^{1,2,4,6,7}. Grâce à ce groupe, demander des réponses sur les OVNI au gouvernement n'est plus considéré comme une idée farfelue — c'est même devenu à la mode^{1,2,4,6,7}. Mais la conversation, même devenue plus courante, n'est pas nécessairement devenue plus rationnelle^{1,2,4,6,7}. À bien des égards, elle est devenue plus polarisée et envahie de désinformation, sapant non seulement le dialogue rationnel, mais aussi la capacité du public à distinguer les menaces réelles à la sécurité nationale des distractions sensationnalistes^{1,2,4,6,7}.

Un camp croit fermement que des extraterrestres sont ici et que les responsables mentent ; un autre camp pense que tout cela n'est que du non-sens, voire une opération psychologique^{1,2,4,6,7}. La voie médiane raisonnable — selon laquelle certains phénomènes aériens non identifiés (UAP) restent inexpliqués sans être forcément extraterrestres, et que les gouvernements peuvent simplement être maladroits plutôt que malveillants — peine à se faire entendre^{1,2,4,6,7}.

Les voix les plus influentes de ce groupe ne favorisent pas toujours un scepticisme nuancé ; au contraire, elles entretiennent souvent une atmosphère de suspicion incessante qui profite involontairement aux adversaires tirant avantage d'une société fragmentée et méfiante^{1,2,4,6,7}. Par

exemple, lorsque Elizondo ou Nolan sont contestés sur un détail précis, ils suggèrent parfois que leur critique agit pour le compte d'un gouvernement cherchant à dissimuler la vérité, plutôt que de répondre sur le fond, contribuant ainsi à éroder davantage la confiance envers le contrôle légitime et la gouvernance constitutionnelle^{1,2,4,6,7}.

Cela empoisonne le terrain du véritable questionnement et affaiblit la résistance du public face à la désinformation^{1,2,4,6,7}. Le danger est une dérive vers le conspiracisme comme mode de pensée par défaut, facilement exploitable par des extrémistes nationaux ou des puissances étrangères dans le but de déstabiliser les institutions démocratiques^{1,2,4,6,7}. Le public finit par devenir excessivement sceptique envers tout, paradoxalement le rendant vulnérable aux récits alternatifs précisément parce qu'ils paraissent provocateurs et anti-système^{1,2,4,6,7}.

Dans cet environnement, n'importe quelle théorie extravagante peut prospérer, car les arbitres traditionnels de la vérité — scientifiques, journalistes, fonctionnaires — ont été intentionnellement discrédités, alimentant un climat propice à l'exploitation par ceux qui souhaitent saper l'ordre établi^{1,2,4,6,7}. Thiel et Musk répètent souvent vouloir démolir les anciens « gardiens » centralisés : ils y sont parvenus, mais ce qui s'engouffre derrière eux n'est pas uniquement l'éclairage intellectuel ; c'est le chaos — un chaos contraire à l'ordre constitutionnel^{1,2,4,6,7}.

Dépouillé de ses mots à la mode, ce qui reste est un véritable champ de mines épistémique où la certitude n'est plus obtenue par des preuves, mais par le volume sonore et la viralité. Des numéologues sur TikTok analysent les altitudes relevées dans les cockpits ; des streamers Twitch effectuent des analyses « en direct », image par image, de fuites vidéo floues ; des Substacks monétisés promettent à leurs abonnés la prochaine révélation-choc s'ils continuent simplement à rafraîchir la page. Chaque fil pseudo-forensique prolifère sur des serveurs Discord et des canaux Telegram, se modifiant à mesure qu'il se propage, jusqu'à ce qu'en fin de semaine, un simple reflet flou dans la fenêtre d'un jet Gulfstream devienne la « preuve confirmée » de systèmes de propulsion gravitationnelle issus de rétro-ingénierie. Quand finalement des analystes professionnels réfutent ces affirmations, le même s'est déjà ancré dans les esprits de millions d'individus, devenant ainsi imperméable à toute correction.

Dans de telles conditions, le centre ne peut pas tenir. Le dialogue civique — autrefois un processus itératif d'hypothèses, de débats et d'évaluations par les pairs — ressemble désormais à une perpétuelle salle d'audience où chaque institution doit prouver son innocence à chaque nouveau cycle d'actualité. Pendant ce temps, des acteurs malveillants glissent simplement des « diapositives classifiées » falsifiées dans le débat, confiants qu'un influenceur crédule les diffusera avant que tout laboratoire de criminalistique numérique ait pu signaler les métadonnées douteuses. Le chaos qui en résulte érode l'attention du public et cultive un fatalisme nihiliste : « Personne ne sait vraiment, alors choisissez la vérité qui vous convient le mieux. »

Et c'est précisément ce ventre mou dont profitent les adversaires. Quand la réalité objective devient une question de branding personnel, le consentement démocratique se fragmente en micro-tribus, chacune convaincue que les autres sont manipulées. Les politiques s'enlisent, les communications

d'urgence se fractionnent, et l'idée d'une menace partagée s'évapore. Dans ce brouillard, des entrepreneurs extrémistes recrutent des citoyens désabusés avec un slogan simple: « Ne faites confiance à personne, sauf à nous. » Le glissement du scepticisme sain vers un conspiracisme réflexe devient alors un véritable tapis roulant fournissant constamment de nouveaux soldats à toutes les causes anti-étatiques, qu'elles soient nationales ou étrangères.

Pire encore, chaque cycle de demi-vérités et de battage médiatique renforce le cynisme du public: les protocoles de lanceurs d'alerte — des garde-fous essentiels contre les véritables abus — sont désormais perçus à travers le même miroir déformant que les arnaques d'influenceurs, sapant la confiance dans le fait que toute divulgation, aussi vérifiable soit-elle, soit exempte d'arrière-pensées. Le coût stratégique est incalculable. Une nation incapable de s'accorder sur ce qui est réel ne peut ni organiser une dissuasion cohérente, ni mobiliser une volonté bipartisane, ni conserver la confiance de ses alliés, qui dépendent de la stabilité des États-Unis.

La fenêtre d'Overton a été tellement élargie qu'il n'est désormais plus nécessaire pour les adversaires de pirater des bases de données classifiées ; il leur suffit d'attendre qu'un employé mécontent, séduit par la célébrité en ligne, diffuse en direct la prochaine série de secrets sous la bannière de la « vérité qui va changer le monde ».

Dans ce nouveau champ de bataille, le plus grand danger ne réside pas dans ce que nous ignorons de l'inconnu — mais dans ce que nous sommes prêts à abandonner de nous-mêmes au nom de la recherche de réponses.

“ Les miracles ne se produisent pas à répétition... Accrochez-vous à la Constitution des États-Unis et à la République qu'elle incarne, car si l'expérience américaine échoue, il n'y en aura pas de seconde »

— Daniel Webster, discours à Marshfield, Massachusetts, 1848

Conclusion

Ce qui avait débuté comme une quête pour résoudre un mystère cosmique s'est transformé en une sorte de test de Rorschach politique^{1,2,4,5,6,7,8,9,10,11}. L'alliance formée autour de Thiel, Musk et Omidyar, ainsi que ses partisans, ont persuadé de nombreuses personnes de remettre en question la version officielle concernant les OVNI — et par extension, de douter des récits officiels sur une multitude d'autres sujets^{1,2,4,5,6,7,8,9,10,11}. Un scepticisme sain envers le gouvernement est justifié et nécessaire en démocratie. Mais lorsque ce scepticisme est alimenté par des milliardaires du secteur technologique aux ambitions idéologiques précises, ou par d'anciens agents des services de renseignement devenus maîtres en communication et en quête de ventes de livres, le public devrait sérieusement examiner leurs motivations. Cela est d'autant plus important que leurs actions pourraient affaiblir, volontairement ou non, la sécurité nationale et la stabilité constitutionnelle^{1,2,4,5,6,7,8,9,10,11}.

Ce processus tout entier soulève une série d'alertes inquiétantes. Premièrement, les défenseurs les plus médiatiques du sujet OVNI continuent à promouvoir des affirmations allant bien au-delà des preuves disponibles : Elizondo exagérant son rôle au sein du programme AATIP ou identifiant par erreur des lustres comme des engins spatiaux ; Nolan proclamant des conclusions catégoriques telles que « les extraterrestres sont là » sans fournir de données soumises à une évaluation scientifique rigoureuse. Ensuite, des milliardaires influents instrumentalisent ces affirmations fragiles pour servir leurs propres projets : Thiel veut démanteler les garde-fous fédéraux, Musk souhaite remodeler l'espace public de l'information, Omidyar finance une culture basée sur la fuite d'informations confidentielles. Le résultat global est centrifuge : l'unité même des États-Unis s'effrite en réalités fragmentées et en confiance affaiblie, créant ainsi une vulnérabilité dont des adversaires étrangers peuvent — et vont — tirer parti pour ébranler la gouvernance démocratique et l'ordre constitutionnel.

Cela ne signifie nullement que la quête de vérité concernant les UAP soit, en soi, illégitime. Au contraire, il s'agit d'une question valable, à la fois scientifique et sécuritaire. Mais la question cruciale est : qui contrôle ce récit — et dans quel but. Un mouvement de divulgation capté par ceux qui cherchent, au fond, à saper la confiance dans l'ensemble des institutions publiques — préparant le terrain à un modèle de gouvernance centré sur les PDG, tel que préconisé par des figures comme Thiel — fera plus de mal que de bien^{1,2,4,5,6,7,8,9,10,11}. Il y a une différence entre demander des comptes et mettre le feu à la maison.

Il faut rester ouvert à l'idée qu'il existe des phénomènes que nous ne comprenons pas — peut-être même des technologies ou des formes d'intelligence qui défient toute explication conventionnelle. Mais il faut aussi rester vigilant face au fait que des intérêts puissants utilisent l'engouement autour de ces phénomènes pour servir des agendas bien terrestres : influencer des élections, déréguler des secteurs industriels ou redistribuer le pouvoir à Washington^{1,2,4,5,6,7,8,9,10,11}. Remarquez que pendant que nous poursuivions des lumières dans le ciel, des figures comme Thiel s'activaient à faire élire leurs protégés et à promouvoir des plans visant à démanteler l'appareil administratif de l'État — des initiatives qui soulèvent de profondes

inquiétudes constitutionnelles et renforcent dangereusement le pouvoir d'adversaires étrangers. Remarquez que Musk a consolidé son contrôle sur le discours public et flirté avec des influenceurs géopolitiques, créant ainsi des vulnérabilités dans la capacité des États-Unis à répondre de manière cohérente aux menaces extérieures⁵. Remarquez enfin qu'Omidyar, malgré tout son idéalisme, a financé une entreprise qui détient probablement le plus grand stock d'archives volées des États-Unis entre des mains privées (les archives Snowden) — une responsabilité immense, aux répercussions internationales et avec des implications manifestes pour la sécurité nationale¹⁰.

Les enjeux ne pourraient être plus clairs. Lorsqu'un écosystème conspirationniste saturé de mêmes converge avec la richesse illimitée de milliardaires et des algorithmes de réseaux sociaux ultraciblés, le résultat est un accélérateur politique capable de déformer les politiques publiques à la vitesse des hashtags à la mode. Soudain, les ordres du jour des commissions parlementaires s'alignent sur des slogans viraux ; les responsables des briefings classifiés passent plus de temps à désamorcer des fuites sensationnelles qu'à planifier la dissuasion de nouvelle génération ; et les fonctionnaires de carrière qui remettent en question une déclassification imprudente se voient qualifiés de traîtres à la « transparence ». Le marché des idées devient un bazar de récits instrumentalisés, chacun rivalisant de choc avec le précédent.

Pendant ce temps, l'échiquier stratégique ne s'interrompt pas pour les querelles internes. Tandis que l'attention de Washington rebondit de rumeur en révélation, des puissances rivales de même niveau déploient de nouvelles constellations orbitales de renseignement (ISR), testent des essais de drones au-dessus de détroits contestés, et financent des fermes d'influence numérique prêtes à injecter juste assez de bruit pour faire basculer le prochain cycle viral. Le coût de cette distraction se mesure en perte de confiance publique, en affaiblissement de la préparation stratégique, en crédibilité dissuasive gaspillée, et en une normalisation insidieuse de la gouvernance-spectacle.

Si la République permet que son sens de l'émerveillement soit détourné par des acteurs qui considèrent la démocratie comme un système d'exploitation obsolète, alors le chant du cygne de l'autogouvernance ne viendra pas d'une armada extraterrestre — il arrivera, discrètement, par le biais de mille notifications saturées de dopamine promettant une « divulgation » finale, tout en démantelant les piliers qui maintiennent l'Union debout.

L'alliance Thiel-Musk-Omidyar est une histoire emblématique de notre époque : la collision entre la richesse technologique, le conspirationnisme, la politique et l'attrait persistant pour l'inconnu^{1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11}. Elle nous pousse à poser cette question essentielle : à qui profite ce que nous croyons ? La prochaine fois que vous verrez un titre sensationnel sur les OVNI ou qu'un milliardaire publiera un tweet affirmant que l'on ne peut pas faire confiance au gouvernement, réfléchissez à la fois au contenu et à la source^{1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11}.

En cartographiant les fondements de ce réseau et ses activités, j'espère avoir montré à quel point vérités, demi-vérités et mensonges peuvent facilement se mêler lorsqu'ils sont enveloppés dans le récit captivant de la « Divulgation »^{1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11}. Il revient à un public vigilant d'exiger des preuves, et non de simples insinuations, et de veiller à ce que, dans notre quête de vérités venues d'ailleurs,

nous ne perdions pas prise sur les vérités bien terrestres : nos institutions démocratiques, nos garanties constitutionnelles, et en définitive, notre sécurité nationale^{1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11}.

Derrière la promesse clinquante de secrets extraterrestres se cache une structure d'influence conçue avec une précision redoutable : des fonds de capital-risque orientent leur argent vers des startups médiatiques qui transforment les rumeurs en « dernières nouvelles », des algorithmes de marketing viral transforment la curiosité en indignation, et des agents alignés idéologiquement convertissent cette indignation en pression politique qui, comme par miracle, érode précisément les garde-fous qui faisaient obstacle à leur programme à long terme. Chaque nœud du réseau en tire un profit différent — part de marché, déréglementation, révélations classifiées — mais tous profitent du même basculement d'atmosphère : un public conditionné à se méfier de toute déclaration officielle et à considérer la viralité comme une validation.

Ce schéma n'est pas un accident. La doctrine soviétique avait formalisé une boucle de « prévision scientifique » (*nauchnoe predvidenie*) — prévision → simulation → décision — explicitement conçue pour tester des récits dans des espaces d'information contrôlés avant de les diffuser auprès de publics réels¹². **L'alliance Thiel–Musk–Omidyar applique aujourd'hui une variante du XXI^e siècle : lancer une fuite provocatrice, suivre les données d'engagement en temps réel, ajuster le message, puis le redéployer à plus grande échelle.** Chaque cycle affine le suivant, renforçant le lien entre les mesures de sentiment numérique et l'action stratégique — un écho algorithmique de la planification prédictive de la guerre froide, qui devrait inquiéter quiconque est chargé de préserver l'avantage décisionnel de la République.

Ce basculement a des conséquences bien au-delà de la simple question des OVNI. Lorsqu'une société intériorise le réflexe selon lequel tout ce que l'État retient doit forcément être sinistre, elle devient un terrain fertile pour toutes les croisades fictives et opérations numériques sous faux drapeau que les adversaires souhaitent mener. L'antidote à cela n'est ni la foi aveugle dans l'autorité, ni la complaisance, mais un scepticisme discipliné allié à une rigueur méthodologique. Il faut exiger une chaîne de traçabilité pour les diapositives divulguées, une provenance pour les vidéos de cockpit, une évaluation par les pairs pour les affirmations spectaculaires issues de laboratoires. Il faut récompenser les enquêteurs qui se rétractent quand les données s'effondrent, et non les influenceurs qui redoublent d'audace pour engranger des clics.

Sinon, ce nexus continuera d'imposer son rythme au discours public — en exploitant notre fascination pour le ciel afin de reconfigurer le pouvoir ici sur Terre, un partage, un retweet, une audition parlementaire à la fois.

« Une nation peut survivre à ses imbéciles, et même à ses ambitieux ; mais elle ne peut survivre à la trahison venue de l'intérieur. »

— Attribué à Marcus Tullius Cicero, Orationes, 1er siècle avant J.C.

Citations

1. Megan Hernbroth, "Peter Thiel's Venture Fund Just Announced Hereticon, a Conference for 'Troublemakers' to Discuss Immortality, Doomsday Prepping, and UFOs," Business Insider, October 1, 2019, <https://www.businessinsider.com/peterthiel-vc-firm-founders-fund-hereticon-conference-immortality-ufo-2019-10>.
2. Alex Isenstadt, "'Crypto Bros,' UFOs and NFTs: Inside Peter Thiel's Senate Fundraising Tour," Politico, January 21, 2022, <https://www.politico.com/news/2022/01/21/crypto-bros-ufos-nfts-thiel-527536>.
3. "If They Could Turn Back Time: How Tech Billionaires Are Trying to Reverse the Ageing Process," The Guardian, February 17, 2022, <https://www.theguardian.com/science/2022/feb/17/if-they-could-turn-back-timehow-tech-billionaires-are-trying-to-reverse-the-ageing-process>.
4. Helene Cooper, Ralph Blumenthal, and Leslie Kean, "Glowing Auras and 'Black Money': The Pentagon's Mysterious U.F.O. Program," The New York Times, December 16, 2017, <https://www.nytimes.com/2017/12/16/us/politics/pentagonprogram-ufo-harry-reid.html>.
5. Kwan Wei Kevin Tan, "Elon Musk Says He 'Would Know' If There Are Aliens Out There With All the Starlink Satellites He Has Orbiting Earth," Business Insider, April 22, 2024, <https://www.businessinsider.com/elon-musk-says-he-would-know-ifaliens-out-there-2024-4>.
6. Keith Kloor, "The Media Loves This UFO Expert Who Says He Worked for an Obscure Pentagon Program. Did He?," The Intercept, June 1, 2019, <https://theintercept.com/2019/06/01/ufo-pentagon-luis-elizondo/>.
7. Chris Eberhart, "Aliens 'Have Been on Earth a Long Time': Stanford Professor," Fox News, May 27, 2023, <https://www.foxnews.com/us/aliens-have-been-earth-longtime-stanford-professor>.
8. "Four Corners '1000-ft UFO' Photo Debunked as Irrigation Circles," Hindustan Times, 2025.
9. Thobey Campion, "Stanford Professor Garry Nolan Is Analyzing Anomalous Materials from UFO Crashes," Vice, December 10, 2021, <https://www.vice.com/en/article/88gkpp/stanford-professor-garry-nolananalyzing-anomalous-materials-from-ufo-crashes>.
10. Tom McCarthy, "Glenn Greenwald's New Website Launches with Fresh NSA Revelations," The Guardian, February 10, 2014, <https://www.theguardian.com/media/2014/feb/10/the-intercept-glenn-greenwaldnsa-revelations>.
11. Steve Helling, "Ex-Pentagon Official Discusses Government's Hunt for UFOs," People, November 2023, <https://people.com/ex-pentagon-official-discussesGovernment-hunt-ufos-exclusive-8712746>.
12. Diane Chotikul, The Soviet Theory of Reflexive Control in Historical and Psychocultural Perspective: A Preliminary Study, Technical Report NPS55-86-013 (Monterey, CA: Naval Postgraduate School, July 1986), ADA 170 613.
13. Lydia Saad, "Americans Skeptical of UFOs, but Say Government Knows More," Gallup, September 6, 2019, <https://news.gallup.com/poll/266441/americansskeptical-ufos-say-government-knows.aspx>

14. Gallup News Service, “GALLUP NEWS SERVICE: June 19–30, 2019 — Final Topline,” Question 28 (cross-tab showing 71 percent of adults aged 18–34 and 68 percent of all adults saying the U.S. government knows more about UFOs than it reveals), PDF, accessed May 9, 2025,
https://news.gallup.com/file/poll/266540/20190906UFOs_June%20data.pdf

“espère que nous tirerons une leçon de cet exemple, et que nous écraserons dès sa naissance l’aristocratie formée par nos corporations financières, lesquelles osent déjà défier notre gouvernement, le provoquant à une épreuve de force et lançant un défi aux lois de leur pays..”

—Thomas Jefferson, lettre à George Logan, 12 novembre, 1816.

Sources de recherche

UAP/UFO Disclosure Policy and Defense Documentation

ODNI Preliminary Assessment: Unidentified Aerial Phenomena (June 25, 2021) – A DNI report to Congress highlighting UAP as potential safety and security issues, setting a baseline for formal U.S. UAP reporting.

DoD News Release: Annual UAP Report (Nov. 14, 2024) – Official press release announcing delivery of the All-domain Anomaly Resolution Office’s FY2024 UAP report per NDAA requirements, noting interagency collaboration and a “rigorous scientific framework” for analysis.

AARO (All-domain Anomaly Resolution Office) Official Materials – The AARO website and reports describe its mission (established July 2022) to standardize UAP data collection and analysis, emphasizing mitigation of potential safety and security threats.

Cognitive Warfare, Reflexive Control, and Information Operations

Deppe & Schaal, “Cognitive Warfare: A Conceptual Analysis” (Defence & Peace Economics, 2024) – Academic article examining “cognitive warfare” as strategies to influence decisionmaking and undermine adversaries through information, noting its growing relevance in digital-age conflicts.

NATO Allied Command Transformation – “Cognitive Warfare” – Official NATO publication defining cognitive warfare as multi-domain efforts to “affect attitudes and behaviours” by targeting perceptions and rationality (including examples of adversarial disinformation campaigns).

RAND Commentary, “How You Can Fight Russia’s Plans to Troll Americans” (2020) – Analysis by RAND researchers discussing Russian “reflexive control” theory (Cold War-era doctrine) as a basis for modern election interference and polarization tactics.

DoD Doctrine (JP 3-13 Information Operations) – Joint Publication excerpts defining information operations to include electronic warfare, military deception, psyops, and other means to influence perceptions or counter adversarial propaganda.

Whistleblower Statutes and National Security Protections

DOD Inspector General – Intelligence Community Whistleblower Protection Act (ICWPA) – DoD OIG guidance explaining that the 1998 ICWPA provides “a secure means” for eligible intelligence personnel to report classified “urgent concerns” to Congress.

CRS Report (March 29, 2024) – “Intelligence Community Whistleblower Provisions: A Legislative History” – Congressional Research Service analysis tracing IC whistleblower laws. It notes that the original 1998 law created a reporting process with no protections,

PPD-19 (2012) added anti-reprisal rules, and that FY2014 and FY2022 Intelligence Authorization Acts further strengthened whistleblower rights (e.g. granting IC inspectors general sole authority on “urgent concern” determinations).

Ballester-Olmos, Vicente-Juan, and Luis Cayetano. "On the AAWSAP-AATIP Confusion." June 30, 2024. - examines the confusion between the U.S. Defense Intelligence Agency's AAWSAP program and the Pentagon's AATIP initiative, clarifying their origins, objectives, and management. It highlights how AAWSAP, initially framed as an advanced aerospace research program, was largely focused on UFOs and paranormal phenomena, while AATIP later became an informal, unfunded effort led by Luis Elizondo. The authors critique the programs' lack of scientific rigor and address broader issues in the UAP discourse, including legislative developments and the influence of UFO mythology.

Influence of Technology Billionaires on Media and Public Discourse

Boston University Pardee School Panel (Feb. 2025) – Academic commentary on a panel of media experts warning that figures like Elon Musk are “directly” shaping governance by taking control of digital platforms. It highlights how Musk’s use of Section 230 has enabled him to transform Twitter (X) into a quasi-public infrastructure, and warns that large platforms are becoming “essential infrastructure for modern governance” under the control of a few billionaires

Risks of Sensor Exposure and Intelligence Leaks

5 U.S.C. § 2302(b)(8) (Whistleblower definition) – U.S. law explicitly prohibits whistleblower disclosures of classified intelligence unless the information (if classified) “does not reveal intelligence sources and methods”. This refines the legal imperative to protect sensor capabilities and classified collection methods from public exposure.

DHS and NARA Declassification Guidance – DHS has noted that, absent approved exemptions (via ISC appeals), its classified records generally auto-declassify per EO 13526. Components like Secret Service and FEMA maintain classification guides for sensitive programs, while other DHS files are routinely reviewed/declassified when possible. This illustrates the framework preventing uncontrolled leaks of intelligence or sensor data.

Deepfake Detection and AI-Driven Media Forensics

NIST Forensics@NIST 2024 – “Guardians of Forensic Evidence” – National Institute of Standards and Technology report on evaluating deepfake detection systems. It documents competitions and analytic tool assessments for spotting AI-generated images/videos, emphasizing the critical role of “advanced analytic tools” in preserving forensic integrity.

Loggia et al., “Deepfake Media Forensics: Status and Future Challenges” (Sensors, 2023) – Scholarly survey of AI-based forensic methods. Describes use of convolutional neural networks to detect imperceptible spatial/temporal inconsistencies in deepfakes, and discusses research on content attribution, passive authentication (statistical anomaly detection), active watermarking, and handling of real-world/adversarial conditions.

DARPA/UL Digital Safety Research Institute (DSRI) Collaboration – Industry and government briefings (Mar. 2025) noting that DARPA’s Semantic Forensics (SemaFor) program (2020– 2024) developed cutting-edge AI media forensics tools. DSRI is now sponsoring global research challenges to advance detection, attribution, and characterization of AI-generated audio, images, and video.

GAO Oversight and Transparency Structures

GAO-24-106190 (July 2024) – “DOD Intelligence: Actions Needed to Strengthen Oversight” –

GAO audit finds that after 1982’s establishment of the Secretary of Defense Intelligence Oversight Office (SIOO) in response to past abuses, DOD now faces oversight gaps. GAO recommends improved follow-up on inspection findings and reinstating certain component inspections to enhance accountability.

GAO-23-105475 (Dec. 2023) – “Homeland Security: Office of I&A Should Improve Privacy Oversight”

– GAO report on DHS I&A which found the office had not fully implemented its own Intelligence Oversight Guidelines (e.g. missing required audits of information systems and bulk data) and recommended actions to strengthen privacy and civil liberties safeguards.

GAO Federal Information Transparency (DATA Act, 2014) – GAO’s open government analysis

emphasizes the DATA Act’s role in standardizing federal spending data. GAO recommends that Congress extend requirements for Inspectors General to audit agency data quality (e.g. in USASpending.gov), to ensure continued accountability and transparency of government information.

Declassification Policy Frameworks (DoD, DHS, IC)

Executive Order 13526 and DoD Classification Directives – EO 13526 (2009) sets the national

framework for classifying and declassifying national security information under NARA/ISOO guidance. The Department of Defense implements this via DoD Instruction 5200.01 and Manual 5200.01 (Volumes 1–3) for its Information Security Program. These directives prescribe how classified data (including sensor logs or intel) must be protected and when it may be downgraded or released.

DHS/NARA Declassification Resources – As a newer agency, DHS reports having few legacy

documents subject to automatic declassification and actively maintains classification guides for sensitive programs. Its departmental policies require routine review of Presidential Library and agency records for possible declassification, ensuring that only duly authorized information reaches public repositories. These rules exemplify how IC and homeland security bodies structure declassification to balance transparency with safeguarding secrets.

Annex A – Recommendations

LA MANIÈRE LA PLUS EFFICACE DE PRÉVENIR LA TROMPERIE EST D'ÊTRE CONSTAMMENT CONSCIENT DE SES VULNÉRABILITÉS EN TANT QUE CIBLE¹².

Mettre en place un comité d'examen pour une "divulgence équilibrée" :

Le Congrès devrait mandater un comité d'examen bipartisan composé de sept membres, inspiré du *Public Interest Declassification Board*, chargé d'évaluer la valeur d'intérêt public par rapport au risque opérationnel pour chaque divulgation proposée concernant les UAP. La loi exigerait la présence de deux professionnels du renseignement confirmés par le Sénat, deux experts scientifiques habilités, un évaluateur en cybersécurité de niveau CMMC 2, un spécialiste du droit constitutionnel, et un représentant du public issu des *National Academies*. Le quorum serait obligatoire pour toute décision ; chaque dossier serait accompagné d'un registre des risques conforme au PMBOK, et les processus du comité seraient audités chaque année par le *Government Accountability Office* (GAO) pour assurer leur conformité avec la directive DoDD 5200.01 et les contrôles de protection des supports décrits dans le NIST SP 800-53. En intégrant ces garde-fous, le comité comblerait le vide actuel où l'idéologie a pris le pas sur la prudence, garantissant ainsi que la transparence ne devance jamais la sécurité.

Codifier des protocoles de divulgation graduée pour les données UAP :

Le Congrès devrait ordonner au DoD et à l'ODNI d'émettre des directives conjointes stratifiant les informations UAP en quatre niveaux :

- **Témoignages oculaires,**
- **Imagerie optique non classifiée avec une résolution ≥ 1 minute d'arc,**
- **Métadonnées dérivées des capteurs, sans identifiants de plateforme,**
- **Téléométrie spécifique aux plateformes.**

Les délais de déclassification par défaut iraient de l'immédiat à l'indéfini. Chaque divulgation passerait par une révision de niveau CMMC 2 afin de protéger les informations non classifiées contrôlées (*Controlled Unclassified Information*), et les identifiants de plateforme seraient caviardés conformément à la directive DoDI 5205.13. Cette approche par paliers permettrait de préserver les recherches scientifiques légitimes tout en empêchant la divulgation accidentelle des capacités des capteurs.

Renforcer les lois protégeant les lanceurs d'alerte par des mesures techniques

Des amendements à l'article 5 U.S.C. § 2302 devraient exiger que tout matériel fourni par un lanceur d'alerte sur les UAP — déclarations concernant la récupération d'engins, données liées à la rétro-ingénierie, etc. — soit déposé dans un SCIF (*Sensitive Compartmented Information Facility*) administré par l'Inspecteur Général du DoD, ce qui déclencherait un délai de quinze jours pour une évaluation inter-agences des dommages avant toute divulgation publique. La chaîne de traçabilité suivrait les normes du NIST SP 800-171 § 3.3.2, et les individus habilités verraient leurs autorisations de publication sur les réseaux sociaux suspendues pendant la période d'examen. Ces mesures

techniques équilibrent la protection des lanceurs d’alerte avec la nécessité de protéger les technologies critiques contre toute diffusion en temps réel.

Financer le diagnostic en sécurité cognitive

Allouer 25 millions de dollars par an au DHS (CISA) et au *Foreign Malign Influence Center* de l’ODNI pour le déploiement de tableaux de bord assistés par intelligence artificielle permettant de corréliser les nouveaux récits autour des UAP avec l’amplification par botnets, les pics de sentiment en ligne, et les signaux émis par les médias d’États étrangers. L’ingestion des données serait limitée aux sources d’information publiques, et des évaluations trimestrielles de l’impact sur les libertés civiles garantiraient le respect du Premier Amendement. La détection précoce des opérations de contrôle réflexif permettrait de réduire la capacité des adversaires à instrumentaliser les débats autour de la divulgation.

Commander un audit par le Government Accountability Office (GAO) sur les risques liés à la divulgation des capteurs

Le GAO devrait répertorier chaque image UAP ou fichier de télémétrie publié depuis 2017, associer chaque élément à sa plateforme d’origine, et quantifier toute dégradation de l’efficacité de collecte ou adoption de contre-mesures par les adversaires qui en résulterait. Les détails spécifiques des plateformes apparaîtraient uniquement dans une annexe classifiée, et la méthodologie de l’audit serait soumise à une évaluation par les pairs menée par le MITRE. Les données empiriques issues de cet audit orienteraient la politique future de divulgation ainsi que le financement des mises à niveau des capteurs.

Mettre en place une campagne nationale d’éducation aux médias en lien avec la sécurité nationale

Un programme commun entre la NSF et la CISA, intitulé “*Signals vs. Noise*”, devrait être lancé dans le cadre de subventions STEM pour les écoles K-12, d’ateliers destinés aux anciens combattants, et de messages d’intérêt public diffusés par les médias. Ce programme enseignerait aux citoyens à vérifier les sources, retracer la chaîne de possession des données, et distinguer les documents classifiés des faux. Les contenus seraient validés par un comité non partisan afin d’éviter toute instrumentalisation politique. En renforçant la résilience du public face aux désinformations virales, cette initiative atténuerait le potentiel de panique identifié dans la matrice de risque de l’étude.

Protéger les agents de renseignement de carrière contre les purges idéologiques

Le *Title 5* devrait être amendé afin d’exiger qu’un réexamen indépendant soit mené par le *Merit Systems Protection Board*, avec un délai de réflexion obligatoire de 90 jours et une justification classifiée par écrit, avant toute réaffectation ou révocation massive d’agents de renseignement de niveau SES pour des motifs liés à la « divulgation ». Ce garde-fou permet de préserver la continuité analytique et de dissuader les purges motivées par des considérations idéologiques.

Imposer la transparence du financement des entreprises travaillant sur les UAP

Toute entreprise privée sollicitant un contrat fédéral lié aux UAP ou un protocole d'accord pour le partage de données devra soumettre une déclaration de type SEC sur sa structure de capital, couvrant les changements de propriété sur une période de cinq ans, et obtenir une attestation CMMC avant tout examen par le CFIUS. Exiger la transparence complète sur les partenaires limités et les bénéficiaires étrangers permettrait de bloquer toute influence idéologique ou étrangère secrète, telle qu'identifiée dans ce rapport.

Élaborer des protocoles de contingence pour des événements de panique sur les réseaux sociaux

La FEMA, le DoD et la FCC devraient organiser tous les deux ans des exercices simulés (*tabletop*) afin de tester des scénarios de messagerie gouvernementale rapide et authentifiée à travers les systèmes WEA, la plateforme X et la télévision en cas de faux événement de type "*arrivée hostile d'extraterrestres*" généré par une deepfake. Les protocoles suivraient les étapes de réponse aux incidents définies dans le NIST SP 800-61, et toute suppression de contenu nécessiterait l'approbation préalable du Département de la Justice afin de préserver les libertés civiles. Des scénarios testés garantissent une réponse crédible du gouvernement capable d'apaiser une panique de masse et de priver les adversaires d'une victoire propagandiste.

Réexaminer la protection de la Section 230 à la lumière de la sécurité nationale

Une commission parlementaire bipartite devrait étudier un amendement ciblé supprimant l'immunité des plateformes lorsque leurs algorithmes amplifient sciemment des allégations fausses et alarmistes concernant la sécurité nationale, après notification de retrait émanant d'une autorité reconnue. Cette disposition aurait une durée de validité limitée à cinq ans, un rapport d'impact du GAO étant exigé avant tout renouvellement, et s'appuierait sur une définition légale stricte de la « désinformation en matière de sécurité nationale » afin d'éviter toute discrimination fondée sur les opinions. Cette exception limitée introduit une forme de responsabilité dans les moteurs de viralité sans restreindre la liberté d'expression légale.

Remerciements

Je tiens à exprimer mes sincères remerciements aux personnes suivantes – énumérées sans ordre particulier – pour leurs contributions inestimables, leurs relectures perspicaces et leurs efforts diligents afin de diffuser largement cet article et s’assurer que j’aie bien utilisé les tirets cadratins plutôt que les tirets demi-cadratins, et que je n’aie pas mal orthographié « damning » : Luis Cayetano, David Troy, Barrett Brown, Mick West, PScott, Dame Lackaff, Christian Spenser, le Capitaine Paul Morris, @Flarkey, ainsi qu’à ma merveilleuse et aimante épouse, qui m’a supporté pendant des semaines alors que mon esprit était « ailleurs ».

Mais la grande garantie contre une concentration progressive des divers pouvoirs entre les mains d’un même département réside dans le fait de donner à ceux qui administrent chaque département les moyens constitutionnels nécessaires, ainsi que des motivations personnelles, pour résister aux empiétements des autres. Comme dans tous les autres cas, les dispositions de défense doivent être proportionnées au danger de l’attaque. L’ambition doit être utilisée pour contrebalancer l’ambition. L’intérêt de l’individu doit être lié aux droits constitutionnels de la fonction qu’il occupe.

Il peut être regrettable pour la nature humaine qu’un tel dispositif soit nécessaire pour prévenir les abus du gouvernement. Mais qu’est-ce que le gouvernement lui-même, sinon la plus grande des réflexions sur la nature humaine ? Si les hommes étaient des anges, aucun gouvernement ne serait nécessaire. Si les anges gouvernaient les hommes, aucun contrôle, ni externe ni interne, ne serait requis sur le gouvernement.

En concevant un gouvernement destiné à être administré par des hommes sur d’autres hommes, la grande difficulté réside dans ceci : il faut d’abord permettre au gouvernement de contrôler les gouvernés ; ensuite, il faut l’obliger à se contrôler lui-même. Une dépendance vis-à-vis du peuple constitue, sans aucun doute, le principal moyen de contrôle du gouvernement ; mais l’expérience a enseigné à l’humanité la nécessité de précautions auxiliaires.

James Madison, “The Federalist No. 51”, 1788
